

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1923.

Projet de loi

approuvant la Convention commerciale conclue le 12 mai 1923 entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et la France (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de GÉRADON.

MESSIEURS,

Votre Commission se reprocherait de commencer son rapport sans insister sur la nécessité d'attirer la sérieuse attention du pays sur la désastreuse balance de notre commerce avec la France. Pendant les neuf premiers mois de cette année, les Français nous ont vendu des marchandises pour une somme de 2,011.656,156 francs; tandis que nous n'avons exporté chez eux que pour 1,422,160,689 francs en y comprenant 7,071,889 fr. d'or et d'argent en lingots ou en monnaies.

Rien d'étonnant que cette différence de 589,455,447 francs pour un seul pays déprécie notre change.

Nous sommes tenus à présent de régler nos achats avec une prudence toute particulière.

Il ne peut être question de réduire nos importations des matières premières qui nous font défaut, mais de combien de produits de luxe, ou pas tout à fait nécessaires, devrait se priver le Belge s'il retrouvait quelques bribes de sa sagesse d'antan !

Nous avons acheté en France pendant ces neuf premiers mois pour 87,784,979 francs de vins; pour 6,476,022 francs d'eaux de vie et de liqueurs; de la parfumerie pour 8,192,829 francs; des produits chimiques

(1) Projet de loi, n^o 293. (Session de 1922-1923.)

(2) Composition de la *Commission spéciale*;

1) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies*: MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.

2) *Les membres nommés par les Sections*: MM. Helleputte, Soudan, de Wouters d'Opinter, Van Ackere, Poncelet, Flagey, de Gérardon et Delvigne.

pour 75,504,568 francs dont nous aurions certainement pu fabriquer chez nous une partie ; des ouvrages en peaux ou des fourrures pour 49 millions 882,013 francs ; des tissus de soie pour 97,652,509 francs et de coton pour 52,666,554 francs ; des habillements, lingerie et confections pour 52 millions 826,043 francs et de la mercerie et quincaillerie pour 55,844,651 francs.

Cela fait plus de quatre cent soixante millions de francs, en neuf mois, dans lesquels sûrement le nécessaire a moins de part que le superflu. Nous faisons des dépenses au-dessus de nos moyens sans assez réfléchir, en nous disant que tout s'arrange. Eh oui, ancienne que nous n'avons que trop écoutée : tout s'arrange, en bien ou en mal, et il arrive un jour où ça ne va plus du tout ! Il est temps d'y penser.

Certains se sont demandé, si le Gouvernement belge ne ferait point œuvre sage en fermant les frontières aux marchandises de luxe, ou point immédiatement indispensables. Le remède agirait sans nul doute sur notre change, mais il n'est applicable pour un peuple, qu'à la condition qu'il n'ait qu'un seul tarif douanier et aucun traité de commerce.

Dans le premier cas, il ferme ses frontières dans la mesure qui lui plaît ou les entr'ouvre à son gré, mais un traité de commerce conclu après de nombreux marchandages et concessions, plus ou moins réciproques, l'empêche d'agir de la même façon. Celui qui nous occupe, par exemple, n'eût jamais été accepté par le protectionnisme français, s'il n'avait pas eu l'appui des viticulteurs qui savent se faire écouter, surtout ceux du Midi, et dont l'influence est considérable. La France pourrait, à juste titre, se plaindre si après avoir obtenu d'elle certaines concessions moyennant, entre autres choses, une réduction d'un tiers de nos droits d'entrée sur les vins — de 60 à 40 centimes — nous empêchions nos nationaux d'en acheter. Il en est de même de tous les produits de luxe qui furent pour nos négociateurs monnaie d'échange.

Donc, à défaut d'intervention législative ou gouvernementale, le Belge n'a qu'une chose à faire : cesser de jouer au nouveau riche, et se rappeler que quand on est couvert de dettes on ne vit pas comme un prince. La presse a dans ce domaine un devoir patriotique qu'elle aura, n'en doutons pas, à cœur de remplir.

La mise en vigueur du traité rétablira-t-elle l'équilibre de notre balance commerciale avec nos amis du Sud ? L'équilibre complet c'est douteux, car leur protectionnisme ne nous a accordé que de maigres réductions de tarifs dont il a bien fallu, faute de mieux, nous contenter. Espérons une amélioration. Laquelle ? L'avenir nous l'apprendra. Votre Commission, a comme bien des gens d'affaires, l'impression générale qu'il vaut mieux quelque chose que rien du tout. Quant à chiffrer les avantages et les charges du traité, l'administration des douanes n'y est pas parvenue. Elle aussi n'a, semble-t-il, qu'une impression assez peu précise.

Votre Commission lui avait posé cette question : « Est-il possible d'indiquer les charges douanières — différence entre l'application du tarif et du tarif A annexé à la Convention — qu'entraînerait une remise de l'approbation de la Convention ? »

Ce qui revient à dire en deux mots : Que coûterait à la Belgique de lui refuser son accord ?

A quoi M. le Premier Ministre a bien voulu lui faire répondre par son administration :

« Précédemment déjà, l'Administration des douanes s'est efforcée de chiffrer dans le détail les réductions des charges à résulter de l'application des droits qui figurent à la liste. A annexé à la Convention. Elle a dû y renoncer parce que du côté français, tout comme du côté belge, n'existent pas des corrélations suffisamment précises entre les marchandises dont le régime a été fixé contractuellement et les spécifications de la statistique commerciale. »

Puis continuant, elle avoue que les éléments manquaient pour répondre avec clarté à la question. Elle en confesse à bon droit la difficulté et formule très justement ses plus amples réserves. Elle a fourni à votre Commission des renseignements intéressants (reproduits pages 9, 10 et 11, de l'annexe aux rapports sous les n° 20, 21 et 22) qui sont néanmoins d'importants éléments d'appréciation.

La réponse devient moins incertaine lorsqu'elle conclut : « Au fond, ce qui importe surtout, c'est la possibilité d'entrer en France. Or, une réduction de droit, fut-elle minime, suffit parfois pour ôter à la charge douanière son caractère prohibitif, pour permettre dès lors à un trafic de naître et, à la faveur des premiers courants, de se développer favorablement. »

On chercherait vainement dans ces appréciations de M. le Ministre des Finances un enthousiasme que ni lui, ni personne ne ressent en Belgique.

L'Exposé des motifs du projet de loi se termine d'ailleurs par une conclusion philosophiquement résignée. « Pour l'apprécier sainement, il faut considérer cet accord en fonction des réalités économiques sur lesquelles ni le sentiment, ni la bonne volonté n'ont de prise ».

Nous avons fait ce que nous avons pu, nous dit-il, et si, pour voiler la mélancolie de l'aveu, M. le Ministre des Affaires Étrangères appelle le traité un compromis « ÉQUITABLE » entre des intérêts complexes, il nous laisse clairement entendre, qu'à ses yeux, sa principale qualité consiste à remplacer un régime précaire et incertain par des accords strictement fixés, qu'il n'a acceptés que pour éviter pire.

C'est ainsi qu'il faut apprécier le traité : Vaut-il mieux conclure une convention, même médiocre, ou n'avoir rien du tout, en nous exposant à voir appliquer à notre commerce un tarif maximum ?

La question, ainsi posée, se résoud d'elle-même.

Certains regretteront que la négociation d'un traité de commerce avec la France vienne seulement d'aboutir, en songeant que nous avons en mains, il y a quelques années, d'autres éléments qu'aujourd'hui, forts appréciables dans une négociation connexe.

L'occasion est perdue. Les temps et les circonstances ont changé, car, autant il était naturel pour notre peuple d'admettre de courir un risque connu et précis, en stipulant à son profit certains avantages, autant serait-il déraisonnable de sa part de sacrifier l'indépendance de son action extérieure à des concessions économiques qui achèteraient son concours politique. La Belgique se félicite aujourd'hui de l'accord de ses amitiés et de ses intérêts,

et souhaite de tout son cœur qu'aucun nuage ne trouble jamais une affection qui lui est si chère. Elle n'ignore point cependant que l'amitié entre peuples diffère quelque peu de l'amitié entre individus qui peut sans inconvénient s'appuyer sur le sentiment tout seul.

Un petit peuple a besoin de plus de prudence qu'un grand pays, et son bon sens doit lui rappeler que la fable de La Fontaine, au V livre, sur les deux amis cheminant ensemble, s'applique bien moins aux humains, qu'aux nations inégales, en commune aventure.

Il ne reste guère à l'occasion plus de cheveux qu'à la fortune ; nous n'avons pas su la saisir au passage, ce qui fait qu'à présent, nous voilà réduits à nous résigner à un traité économique qui satisfait bien peu les aspirations de notre industrie et de notre commerce. Sans nul doute, tout traité de ce genre contente les uns et déplaît aux autres, les gens satisfaits se taisent, tandis que les mécontents seuls font entendre leur voix, de telle sorte que de toutes façons le traité le plus favorable suscitera des plaintes de certains intérêts déçus.

Que dire de celui-ci qui n'est qu'un pis aller ?

Et cependant, Messieurs, que de difficultés, de temps perdu, de négociations commencées en 1919, abandonnées, reprises ! Quelle patience, quelle doigté, il a fallu à la délégation belge pour arriver à conclure cet accord du 12 mai 1923. Ils n'ont pas gagné grand'chose, c'est malheureusement vrai, mais eussent-ils obtenu encore moins, qu'ils mériteraient, grandement nos félicitations, car la tâche qu'ils avaient à remplir se présentait comme extrêmement difficile.

La conclusion d'un traité de commerce n'a rien de malaisé, lorsque les deux parties contractantes pratiquent la même politique commerciale. Si par extraordinaire, elles suivaient toutes deux les chemins, déserts à présent, du libre-échange, ça irait fort bien ; elles marcheraient de concert.

Si chacun est protectionniste, le problème se complique un peu plus, mais il se résout en somme assez vite par des réductions de tarifs plus ou moins équivalentes. Mais allez donc réaliser cette œuvre paradoxale de faire un accord commercial entre deux pays, comme la France et la Belgique, l'une terriblement protectionniste, l'autre attachée à un libre-échange nécessaire à son expansion, et qu'elle n'arrive point à atteindre suffisamment à son gré ! Les deux pays s'aiment beaucoup, s'estiment, ont un sincère désir d'augmenter cette affection, mais hélas, des fiancés ont beau se regarder tendrement et se sourire, épiant d'un œil anxieux le lever de la lune de miel, d'autres qu'eux règlent les questions d'intérêts qui, hélas, sont maîtresses et ce sont les notaires qui écrivent les contrats de mariage.

Et puis, en France, les tarifs sont fixés par un acte unilatéral du pouvoir législatif sans négociation préalable avec l'étranger. Il établit un tarif minimum au-dessous duquel il défend de descendre. La rigueur de la loi du 29 décembre 1891, fut renforcée encore par celle du 28 juillet 1919 qui interdit au Gouvernement dans la négociation d'un traité de commerce, d'accorder une réduction de tarif inférieure à son tarif minimum ; il faut que

cette concession soit comprise dans les limites de l'écart entre le minimum et le maximum dont les taux restent à la discrétion du Parlement français.

Pour accentuer encore son protectionnisme, la France a décidé de ne plus accorder en bloc la clause de la nation la plus favorisée et dès 1918, elle a dénoncé toutes les conventions commerciales qui l'admettaient encore. C'est ainsi que fut dénoncé pour le 10 septembre 1919 le *modus vivendi* commercial avec la Belgique, dénonciation de principe, qui laissait subsister à titre précaire pour trois mois, renouvelable, le *modus vivendi* de 1892. Nous vivons jusqu'à présent sous ce régime instable. Rappelons en passant, comme exemple typique de ce protectionnisme aigu, la loi votée cette année-ci par la Chambre des Députés qui soumet à des conditions restrictives très dures, les droits des étrangers de posséder, de diriger des affaires en France ou de les administrer. Un peuple fait chez lui ce qu'il veut, c'est entendu, il lui est loisible d'imposer les mêmes prohibitions à ses ennemis d'hier qui occupèrent son territoire, et à ses plus fidèles amis. Espérons cependant que le Sénat français aperçoive cette différence, sans quoi, il n'est point douteux qu'en Belgique, l'opinion publique justement blessée dans ses intérêts et ses sentiments, réclamera du Gouvernement ou de l'initiative parlementaire une loi analogue.

On conçoit dans ces conditions, que si la tâche de nos négociateurs était délicate, celle des négociateurs français garrottés par des chaînes si étroites ne l'était guère moins. La Belgique, en vertu du régime provisoire, jouissait déjà du tarif minimum. Comment lui donner satisfaction, car la bonne volonté n'était pas douteuse ?

Par des tarifs préférentiels que la France en dénonçant en 1918 ses traités du commerce s'était réservé la faculté de conclure avec certains pays limitrophes ?

A aucun prix, la Belgique ne pouvait entrer dans cette voie qui l'eût obligée à devoir dénoncer les quarante traités de commerce comportant la clause de la nation la plus favorisée qu'elle avait conclus avec d'autres pays. C'eût été une grosse faute qui eût fait perdre, pour un plat de lentilles, peut-être illusoire, les marchés étrangers absolument nécessaires à son commerce d'exportation.

Restait l'expédient de reviser les coefficients français et de les réduire proportionnellement à la baisse des prix, si elle se produisait.

Pour compliquer encore l'affaire, précisément à l'époque des négociations les plus actives, au lieu de baisser, les prix ont haussé considérablement, mais nos délégués ayant obtenu une consolidation des taux français, avaient en fait reçu une réduction appréciable, car la plupart des droits français et belges sont calculés au poids. Leurs prix affectent directement l'incidence des droits. S'ils montent, les droits de douane baissent en réalité. Une marchandise taxée 20 francs aux cent kilogrammes, vaut, par exemple, 200 francs aujourd'hui. Son prix de vente est donc chargé de 10 p. c. Si demain, sur le marché, sa valeur atteint 400 francs, le droit étant consolidé et restant à 20 francs, la marchandise n'est plus chargée que de 5 p. c.

Ajoutons à ces difficultés, que d'un côté les Belges arrivaient avec un nouveau tarif général de douanes, non encore voté par les Chambres, tarif élevant certains droits dont les réductions consenties par eux en faveur de leurs partenaires n'avaient donc que la valeur d'une probabilité.

Les Français, eux, devaient bien se baser sur leur ancien tarif, puisqu'ils n'en ont pas d'autre, et en attendant que le nouveau soit au point, ils trouvaient que toute concession faite à la Belgique c'était engager l'avenir. Qu'allait dire le protectionnisme du Parlement français qui prévaut encore. Le 31 décembre 1922, on retira au Gouvernement, le droit qu'il avait jusqu'alors, de modifier par décrets les coefficients de majoration des droits de douanes.

Un traité de commerce ne consacre donc point des amitiés et n'a rien de commun avec les manifestations oratoires des cérémonies patriotiques. Autre chose est d'associer les amitiés franco-belges dans l'appréciation d'une cuisine savante et de vins qui disposent à l'attendrissement.

Les conventions commerciales entre peuples ne se discutent point au dessert, comme parfois les affaires des particuliers qu'il faut arroser avant de conclure. S'imaginer que de pareilles négociations se mêlent, comme certains l'ont trop pensé, de mutuelles congratulations, c'est oublier qu'il s'agit d'intérêts discutés aussi âprement que les intérêts privés. L'amitié dispose les volontés à s'accorder. Il n'en reste pas moins que les conceptions économiques différentes et opposées de la France et de l'Union Belgo-Luxembourgeoise ont dû mettre durement à l'épreuve la patience des délégués des deux pays et que les délégués belges ont tiré d'une situation compliquée des résultats que n'apprécie peut-être point assez l'opinion publique.

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET.

Les trois premiers ont pour objet de fixer les territoires auxquels s'applique la Convention économique, le régime et les conditions générales d'application.

L'article 1^{er} améliore certainement la situation du Congo aux produits duquel, il importait d'ouvrir les marchés français.

Le 31 octobre 1901 une convention était intervenue entre le Gouvernement français et l'État Indépendant. Elle accordait généreusement à l'État des taxes de douanes réduites, mais seulement pour treize articles, dont d'ailleurs elle ne produisait que l'un ou l'autre : c'étaient le café, le thé, le poivre, les clous de girofle, les amomes et cardamomes (qui servent à la parfumerie), la cannelle, la cassia lignea, la vanille, le piment, la muscade, le cacao et cette autre muscade appelée macis. Cette Convention a subi le même sort que les autres. Dénoncée un an d'avance en 1918 pour 1919, elle a été tous les trois mois renouvelée comme le *modus vivendi* avec la Métropole. La Convention proposée ne s'appliquerait donc plus aux treize fameux articles, dont l'existence de la Colonie est pour certains au moins fabuleuse, mais à tous les produits du Congo.

Les articles 4 et 5 ont pour but de parer à l'instabilité des prix de cer-

taines marchandises qui pourrait fausser l'incidence des taxes douanières et dont ne manqueraient pas de se plaindre les intéressés. D'autre part il ne fallait pas exposer le maintien du tarif sur tels ou tels produits à des réclamations portant sur des hausses ou les baisses insignifiantes. On a fixé la limite à 20 p. c. de la valeur en prenant des précautions d'interdire d'augmenter la marge de protection. Si malgré tout, une des parties, en arrivait à dépasser cette relation entre les prix et les droits de douane, on prévoit des réclamations puis des négociations qui, tout compté, permettront de renoncer à la Convention dans un délai de six mois.

Il pourrait arriver cependant que cette marge de protection deviendrait tellement gênante que ce traité dénoncé, il faudrait aussidénoncer le *modus vivendi* de 1892. C'est ce qu'autorise l'article 5, soit pour les métropoles et les colonies, soit pour l'une ou l'autre, stipulation qui favorise la Belgique moins portée à enfler ses tarifs.

L'article 6 est dictée par la préoccupation de ne pas accorder directement ou indirectement à d'autres pays, qui ne bénéficient pas du traitement de la nation la plus favorisée, les avantages réciproques de la convention.

Quant à l'article 7, il s'explique de lui-même.

L'article 8 nous amène aux certificats d'origine dont il est impossible de se passer lorsqu'un pays établit des droits différentiels vis-à-vis d'un autre. Si, par exemple, des produits allemands arrivent en Belgique après avoir passé par la France, pour être vendus dans le territoire Belgo-Luxembourgeois, ils doivent déjà payer pour entrer en France, quatre fois le minimum des droits, auxquels il faudra ajouter les nôtres; d'autre part, si ces marchandises devaient passer par les pays de l'Union, pour de là être dirigés sur la France, notre palier sera au maximum à 3. D'où il résulte que sous ce rapport la France sera moins garantie que nous.

S'ils sont nécessaires, ces certificats dans la situation actuelle, nous coûtent cher; nos agents à l'étranger les délivrent à très bon compte, mais les consuls français, s'ils les délivrent gratuitement pour un envoi de moins de 100 francs, touchent 20 francs au-dessus de ce prix; moyen ingénieux de faire payer par l'étranger ses fonctionnaires. Ce qui fait qu'une marchandise de 100 francs est chargée de 20 p. c. de plus. Dorénavant ces certificats pour les envois au dessous de 500 francs ne coûteront plus rien et comme les petites expéditions sont fréquentes, ce sera une notable diminution de frais pour nos achats.

Actuellement, la Belgique peut expédier en France, sans certificat, les matériaux de construction, et la France nous envoyer ses vins. En vertu du Traité, le nombre des produits belges non soumis aux certificats sera fort augmenté et pourra l'être encore dans l'avenir. (Voir la liste de la page 60 du projet de loi.)

Quant aux marchandises venant de France — ni en transit ni sortant d'entrepôts —, l'Union belgo-luxembourgeoise admet que, pour certains départements, le certificat d'origine pourra être remplacé par une attestation

de la douane française. Pour faciliter encore les relations économiques entre les parties contractantes, on a décidé, en outre, qu'au lieu des autorités locales, certains organismes pourraient délivrer les certificats d'origine :

- 1° Les Chambres de commerce du pays de l'expéditeur ;
- 2° Les groupements industriels autorisés par le Gouvernement du pays expéditeur ;
- 3° Et même des groupements agréés par le Gouvernement destinataire, tel l'Uni-France, ou tout autre groupement qui serait constitué en Belgique.

L'accord maintient que les certificats d'origine ainsi établis, devront être légalisés par un agent diplomatique ou consulaire du pays qui recevra la marchandise.

Pour mettre fin aux inconvénients de la vérification des certificats soupçonnés d'être de complaisance par la douane, et qui produiraient des pertes de temps et des frais, on s'est entendu pour adopter le certificat de vérification déjà employé entre la France et la Suisse, pièce officielle émanant d'organismes jouissant des pouvoirs de délivrer les certificats et un expert désigné par le représentant diplomatique du pays de destination.

Venons-en à l'article 9, un des plus importants du traité et le plus gros de conséquences. Il s'agit des appellations d'origine qui tiennent tant à cœur à la France qui y voit un moyen de protection, surtout pour ses vins et ses liqueurs. En cette matière, l'intérêt des Luxembourgeois coïncide avec celui des Français, et c'était une considération dont la Belgique avait l'obligation morale de tenir compte.

Avant d'aller plus loin, il serait utile, nous paraît-il, de jeter un coup d'œil rapide sur l'arrangement de Madrid et d'en résumer l'essentiel.

L'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Washington en 1911, concernant la répression des fausses indications de provenance impose la saisie de tout produit portant une indication de provenance dans laquelle le nom d'un pays ou d'un lieu compris dans les territoires auxquels s'applique l'arrangement est directement ou indirectement indiqué faussement comme pays ou lieu d'origine.

Dans les pays où, comme en Belgique, la législature n'admet pas la saisie dans ces conditions, celle-ci doit être remplacée à l'entrée par la prohibition d'importation et à l'intérieur par les moyens et actions que la loi assure en pareil cas aux nationaux.

L'Arrangement autorise expressément le vendeur à indiquer son nom et son adresse sur les produits provenant de l'étranger à condition que le nom ou l'adresse soit accompagné de l'indication du pays ou du lieu de fabrication ou de production de façon qu'il n'y ait pas d'erreur possible sur la véritable origine des produits.

Les appellations qui ont un caractère générique échappent aux dispositions de l'arrangement sauf les appellations régionales de provenance des produits vinicoles. Le droit de décider quelles sont ces appellations est laissé aux tribunaux de chacun des pays contractants.

L'article 9 de la convention commerciale conclue le 12 mai 1923 entre

l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la France a pour objet la répression des fausses indications de provenance des produits vinicoles originaires de l'un ou de l'autre des pays contractants. Ceux-ci sont engagés à prendre des mesures législatives et administratives pour en réprimer l'emploi notamment par la saisie et par d'autres sanctions appropriées lorsque sur les produits ou leurs emballages figurent des noms, marques, inscriptions ou signes quelconques comportant sur l'origine de ces produits de fausses indications « sciemment » employées, c'est-à-dire avec la connaissance de leur caractère erroné.

La législation respective de chacun des pays intéressés devra déterminer à qui il appartiendra de provoquer les mesures répressives.

Les appellations régionales ou de cru sont réservées d'une façon absolue aux produits qui y ont réellement droit. Il est interdit de les employer d'une manière quelconque pour les autres produits alors même que leur véritable origine serait mentionnée aussi explicitement que possible ou que les fausses appellations seraient accompagnées de certaines rectifications telle : « genre », « type », « façon ou autres.

Cependant il est admis que le vendeur d'un produit vinicole mentionne son nom et son adresse sur le récipient, mais l'origine véritable devra être indiquée en même temps soit par une appellation régionale, soit par l'indication du pays d'origine, chaque fois que par une indication de l'adresse il pourrait y avoir confusion avec une localité ou une propriété située dans un autre pays.

Les appellations d'origine des produits vinicoles de même que les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations dûment protégées dans le pays de production et notifiées aux autres pays ne pourront en aucun cas être considérées comme ayant un caractère générique ou être déclarées tombées dans le domaine public.

Les dispositions de l'article 9 de la Convention économique avec la France concernent exclusivement les produits vinicoles. Toutefois par l'alinéa final les pays contractants se sont engagés à étudier ultérieurement l'extension éventuelle de ces dispositions aux autres produits tirant du sol et du climat leurs qualités spécifiques.

Cet article 9 a attiré spécialement l'attention de votre Commission qui a exprimé l'avis que les mesures législatives à prendre par le Gouvernement belge et imposées par Convention, ne devraient absolument pas lui survivre si elle était dénoncée.

Alors que le projet actuel n'est accueilli par les Belges, qu'avec résignation et que son mérite principal, de l'avis général, réside dans son caractère provisoire qui permet des améliorations si l'avenir réalisait nos appréhensions, on comprendrait mal que nous commissions l'imprudence d'adhérer définitivement, fut-ce seulement pour les vins, à l'arrangement de Madrid. Le terrain solide sur lequel nous nous trouvons, une fois abandonné pour toujours, on se demande bien quel bouclier nous opposerions à une recrudescence du protectionisme, non pas du Gouvernement français, mais des pressions intéressées auxquelles il aurait peine à résister, et pour des négociations ultérieures, quelle monnaie d'échange il nous resterait ?

Frappée en outre de la pertinence de certaines observations des négociants en vins et spiritueux de Belgique, elle estime que pour pouvoir apprécier la convention avec les plus grandes possibilités d'exactitude, il serait préférable que le projet de loi provisoire qu'elle réclame du Gouvernement belge, fût déposé au plus tôt, après avoir écouté les avis et les observations non seulement des exportateurs français, mais aussi des négociants en vins de Belgique. Ainsi le Parlement aura une vue complète de la question.

Il n'appartient pas à votre Commission d'élaborer cette loi, mais il lui est cependant permis d'exprimer l'avis que si elle n'est pas rédigée avec infiniment de circonspection, elle causera la ruine des négociants en vins belges qui seront réduits à devenir les courtiers des maisons françaises.

Comment, par exemple, fera le négociant belge qui recevrait en bloc, d'une maison française, cinquante pièces, ou autant de barriques de vin accompagnées d'un seul certificat d'origine? Il a bien un certificat, mais un seul, comment va-t-il faire pour les débiter et les vendre en détail à ses clients? Devra-t-il accompagner chaque barrique, feuillette ou quartaut d'un certificat d'origine? Et la vente en bouteilles en détail ou en demi-gros? Seront-ils surveillés et dénoncés par les syndicats français, ou les maisons que ne manqueront pas d'installer en Belgique ses producteurs ou ses marchands.

Il faut craindre les inquisitions des concurrents intéressés et en tout cas éviter que les Belges ne se trouvent pas, au point de vue légal, dans une situation inférieure. Ainsi, les Français pourront envoyer au client belge une pièce ou une feuillette, ou moins encore, en l'accompagnant d'un certificat.

Comment fera la maison belge, qui, pour obtenir des prix plus réduits, achète en gros? Comment revendra-t-elle, s'il n'y a qu'un certificat? C'est fort délicat à résoudre.

Mais, disent les Français, nous ne pouvons admettre que les Belges vendent comme étant nos grands vins, des vins de coupage. Eh bien, les Belges ne peuvent admettre que les Français se réservent pour eux tout seuls les bénéfices des coupages qu'ils font les premiers. Voici ce qui se produit couramment : une maison de Bourgogne achète cinquante pièces de Chambertin authentique ou d'autre grand cru. De ces cinquante pièces, elle en fait cent au moyen de vins d'Algérie ou du Midi. Elle a donc cent pièces, dont elle ne peut vendre que cinquante en France sous le nom de Chambertin, puisque le fisc français sait qu'il n'en est entré chez elle que cinquante. De ce vin identiquement pareil, elle fera deux parts, l'une dénommée Chambertin qu'elle vendra en France à 2,500 francs la pièce ou plus, et l'autre qu'elle enverra à une maison belge sous le nom de vin rouge n° 1, et celle-ci le vend sous le nom de Chambertin, puisqu'il est le même que l'autre. Vous pensez bien qu'en Belgique on ne lui achètera jamais comme Chambertin, ce qui ne pourrait, à cause du certificat, être appelé que vin rouge numéro un tel !

Nous avons sous les yeux des factures de ce genre qui démontrent que le coupage s'effectue largement en France.

Et dans tous les prix-courants de vins fins, combien ne trouvez-vous pas,

à côté d'un nom de lieu, de maison, terme générique, des appellations d'origine comme cuvée Réservee, ou Monopole, ou Royale, ou Ducale, ou Impériale, clos de ceci ou de cela, château de quelque chose qui n'est que le vide-bouteille dominical d'un négociant du Bordelais, qui peuvent être de fort bons vins, mais n'en sont pas moins des vins de coupages. Et les cognacs ! Malgré qu'ils viennent de Cognac, et toutes leurs étoiles, n'en buvons pas trop ; pas plus de deux litres en plusieurs mois, sinon nous apprendrons aux dépens de notre estomac que les lois françaises autorisent l'exportation de l'alcool industriel pour la consommation, alors qu'elles le défendent strictement pour le commerce intérieur.

Les nombreux collègues que cette question intéresse reliront avec plaisir cet article que publiait dans un journal liégeois peu de temps avant la guerre un de nos plus savoureux écrivains, M. Maurice des Ombiaux :

« Done, nous l'avons montré, on a vendu sous le nom de Bourgogne beaucoup de vins que la Côte d'Or n'avait pas engendrés : vins de Narbonne, vins du Roussillon, vins d'Algérie et d'ailleurs ; tout cela fait du Bourgogne dans les caves des tripoteurs, et ils sont nombreux !

» Ce n'est un mystère pour personne que les vins destinés à la Belgique sont cuisinés. Mon excellent confrère et ami, M. Galbart, m'a raconté que, se trouvant à Dijon, il y a quelques années, il lia conversation avec un voisin de table, au café ; c'était un marchand de vins, il arrivait de Narbonne :

» — Que diable venez-vous faire ici dans ce pays de vignes ? lui dit notre ami.

» — Je viens vendre mes gros vins du Midi que l'on emploie pour fabriquer le Bourgogne belge, répondit-il.

» Le Bourgogne belge !

» Voilà donc le grand mot lâché.

» Eh bien oui ! Il y a le Bourgogne tout court, et il y a le Bourgogne belge.

« Beaucoup de nos compatriotes croient, bénévolement, qu'entre la manière bourguignonne et la manière belge, il n'y a que la différence de mûrissement en tonneaux et en bouteilles.

» A la vérité, s'il n'y avait que cela, la matière ne vaudrait pas une dissertation, car il arrive qu'en Bourgogne on mette du vin en bouteilles après deux ans comme en Belgique. Et il arrive qu'en Belgique on mette en bouteilles du vin de quatre ans comme en Bourgogne, et cela ne fait pas des différences si accusées qu'on veut bien le dire.

» Le Bourgogne belge, ce n'est pas le vin de Bourgogne mis tôt en bouteilles, c'est-à-dire un an et demi ou deux ans après la récolte, non, c'est du vin de Bourgogne ou d'ailleurs, arrangé à une certaine sauce.

» Les amateurs belges ne font aucune difficulté de reconnaître que chaque grande maison de vins a son goût particulier. Un Chambertin 1908 de la maison X... n'a pas le même goût que le Chambertin 1908 de la maison Y... ou de la maison Z...

» Par contre, on trouve un goût commun à tous les vins de la maison X... comme à tous ceux de la maison Y... ou de la maison Z...

» Beaucoup de grandes maisons ont donc chacune leur manière d'accommoder les vins ; c'est là le secret.

» Ce que certains de nos compatriotes apprécient et recherchent, ce n'est pas le vin de Bourgogne « tel que le bon Dieu l'a donné », selon l'expression d'un vigneron de Vosnes-Romanée, c'est la sauce des maisons X..., Y... ou Z...

» Le goût belge est donc un goût artificiel, une fabrication. Le goût que l'on retrouve dans tous les vins d'une maison de commerce provient de la couverture de ces vins, c'est-à-dire du vin étranger, du gros vin, que l'on ajoute au produit de la Côte d'Or.

» Des gens compétents et dignes de foi m'ont dit, en Bourgogne, que les vignobles de la Côte d'Or produisant des vins blancs, sont reconstitués de telle sorte que ces vins n'ont plus besoin d'être soutenus par d'autres, ils se suffisent à eux-mêmes, mais que les vins rouges ont parfois besoin encore d'être renforcés, que bientôt, pourtant, ils pourront se passer de tout tuteur. On les renforce en augmentant la teneur d'alcool, soit par le sucrage, soit par l'addition pure et simple d'alcool, et en y ajoutant du vin de Roussillon, par exemple. Cette adjonction de Roussillon est admise par beaucoup de Bourguignons qui, ne faisant pas le commerce, sont impartiaux dans la question, mais elle ne peut dépasser le taux de 15 p. c. »

» Maurice DES OMBIAUX. »

En réalité elle va parfois jusqu'à 50 ou 60 p. c.

Hélas, peu de temps après, ces vins de Bourgogne coulaient par torrents dans des gosiers sauvages, incapables d'apprécier ce nectar !

En résumé, le commerce belge, demande que le Gouvernement, soucieux d'égalité, réclame des engagements équivalents des parties contractantes. Il souhaite que des mesures transitoires, facilitent l'écoulement des produits mis en réserve dans les entrepôts et leur accorde un régime fiscal bien étudié et, enfin, que la comptabilité à tenir par le commerce belge soit simplifiée autant que possible et exempte des tracasseries fiscales aussi bien que des inquisitions des concurrents.

Les articles 10 et 11, intéressent spécialement nos amis du Grand-Duché de Luxembourg.

L'art. 12 s'occupe des tarifs des chemins de fer. Chacun de nous se souvient que depuis l'armistice la politique française tendait à priver les ports belges du commerce maritime qui lui avait toujours appartenu pour favoriser et protéger directement les ports français. Nous avons tenté sans succès d'obtenir une clause destinée à éviter toute guerre de tarif. La convention ne supprime pas la concurrence, mais elle doit s'exercer au grand jour ; elle exclut les tarifs occultes, plus dangereux que les taxes douanières connues de tout le monde et si malgré tout, les tarifs des chemins de fer lèsent par trop une partie, celle-ci a le droit de réclamer un examen et un accord entre les diverses administrations.

L'article 13 ne change absolument rien vis-à-vis du Maroc et l'article 14 consacre clairement le caractère d'expérience provisoire de la convention. Il en permet la revision facile, soit totale, soit partielle. C'est heureux pour nous, car nous ne pouvons oublier que le 10 janvier 1923 expire le régime commercial imposé à l'Allemagne par le Traité de Paix. D'ici là il faudra négocier avec elle à deux ou à trois. De plus, il faut prévoir que le tarif douanier français finira bien un beau jour par être définitivement terminé.

Qu'arrivera-t-il si les groupements protectionnistes prennent alors le dessus et obligent le Gouvernement à élever encore certains droits ou s'il exigeait le paiement en or ?

Le Gouvernement Belge a fait preuve de prévoyance en réservant autant qu'il l'a pu la liberté de ses mouvements.

EXPLICATIONS DES DROITS CONVENTIONNELS PAR CATEGORIES D'INDUSTRIES.

I.

AGRICULTURE.

(Voir : Liste A. Droits à l'entrée en France, n° 1, Ex 14bis, Ex 76, Ex 84, Ex 110, Ex 170, Ex 172ter.

Liste B. Droits à l'entrée en Belgique, n° 52, Ex 57, 66, 67, 69, Ex 71, Ex 72, Ex 73, Ex 77, Ex 79, 81, Ex 90, Ex 93, Ex 95, 96, Ex 98, Ex 99, Ex 117, Ex 203, Ex 207, 208, 209, 211, Ex 223, 224, Ex 225, Ex 227, 229, 230, 231, 232, Ex 233, 242, 250, 264, 265, 266, 267, 269).

En ce qui concerne les *produits agricoles*, il était à prévoir que les revendications belges rencontreraient de grandes difficultés étant donné le caractère différent des politiques suivies par les deux pays en cette matière. En effet, tandis que la France a renforcé dans les derniers temps sa politique protectionniste et a fait de nouveaux efforts pour intensifier sa production agricole, afin d'arriver à se suffire à elle-même, la Belgique a maintenu sa politique libérale traditionnelle. Dans ces conditions, la Délégation belge s'est vue obligée de limiter ses revendications en cette matière et de porter ses efforts sur quelques produits importants.

C'est ainsi que, en ce qui concerne les *chevaux* de race belge, elle a réussi à obtenir une réduction importante sur le droit français existant. Un dégrèvement de 60 p. c. du droit a été accordé pour un contingent annuel de 5000 chevaux. Il est à remarquer que cette concession est d'autant plus appréciable qu'elle s'applique exclusivement aux chevaux de races belges et en provenance de l'Union belgo-luxembourgeoise et qu'elle ne peut s'étendre, par conséquent, aux pays auxquels la France accorde la clause de la nation la plus favorisée.

Cette concession comportera pour les exportateurs belges de ces chevaux un dégrèvement des droits se chiffrant à environ 1 million 123 mille francs par an. Si nous tenons compte du contingent spécial de 2000 chevaux dont l'importation en Alsace-Lorraine a été autorisée par la frontière luxembourgeoise et dont il est parlé dans l'exposé général, le dégrèvement doit être évalué à environ 1 million 300 mille francs.

En ce qui concerne les pigeons voyageurs, destinés à être lâchés en France, ils étaient soumis à un droit de 20 francs les 100 kilogrammes, bien que leur importation fut essentiellement temporaire. Ce droit — tout minime qu'il fût — entravait d'une manière singulière l'organisation et le développement des concours de pigeons si populaires en Belgique. Nous avons réussi à supprimer cet obstacle en obtenant la franchise complète des droits de douane pour les pigeons importés dans les conditions indiquées ci-dessus. Il n'est pas possible de chiffrer exactement la concession qui nous a été faite, mais d'après une déclaration d'un délégué français, elle s'éleverait à environ 1 million de francs par an.

D'autres concessions ont été accordées, pour les gruaux de maïs, 20 p. c., pour les raisins et fruits forcés, 53 p. c., pour les huiles de colza, 20 p. c., et pour certaines catégories de plantes vivantes et oignons à fleur, 40 p. c. ; enfin, les droits frappant la bière ont été réduits de 20 p. c.

D'autre part, le Gouvernement français s'est engagé par un échange de lettres, à ne pas prendre l'initiative d'augmenter les droits sur les chicorées de Bruxelles, les racines de chicorée, et des plantes vivantes de pépinière.

*
* *

De son côté la France a présenté certaines revendications portant sur des produits agricoles et des denrées alimentaires. Satisfaction lui a été donnée pour le malt, les amidons et féculs de pommes de terre, le tapioca. Certaines catégories de légumes frais et secs, certains fruits frais et conservés et l'huile d'olive ; les pâtes alimentaires, conditionnées pour la vente au détail, certains produits de boulangerie fine, les pâtés de foie, les conserves de gibier et de volaille, le chocolat en bâtons, les bonbons au sucre et la moutarde.

Il convient de remarquer que dans beaucoup de cas, en raison de la majoration des droits prévus au projet de tarif belge, les droits accordés à la France restent supérieurs à ceux actuellement en vigueur. Toutefois pour certains produits essentiellement français, tels que les capres, olives et truffes, les droits ont été réduits à des taux inférieurs à ceux actuellement en vigueur.

En ce qui concerne les produits précités, la délégation française avait demandé, dans un certain nombre de cas, qu'il soit établi des droits au tarif maximum. Satisfaction lui a été donnée pour les pâtes alimentaires et les pâtés de foie, le malt et le houblon. Pour ces deux derniers produits, la délégation belge s'est refusée, pourtant, à admettre l'établissement, au tarif maximum, de droits supérieurs à deux fois ceux prévus au tarif minimum.

Pendant la discussion du traité, les industries belges du chocolat et de la biscuiterie avaient produit des doléances dont il a été tenu compte dans la mesure du possible lors de l'élaboration du taux belge qui a élevé les droits d'entrée sur ces produits.

Elles demandaient le remaniement du tarif français, ce qui malheureusement ne dépend pas de nous, et la suppression du certificat d'origine qui

gène particulièrement les petits envois. La convention leur donne sur ce point une satisfaction partielle, puisque le certificat pour l'envoi de moins de cinq cents francs sera dorénavant gratuit.

Nous avons parlé plus haut des droits sur les vins et eaux-de-vie.

Produits chimiques et pharmaceutiques; engrais chimiques préparés; matières colorantes; matières tannantes; couleurs, laques, vernis et mastics; colles et gélatines; essences, parfumeries et cosmétiques.

(Liste A, nos 131, 217, 313.

Liste B, nos 288, 289, 292, 294, 295, 308, Ex 307, Ex 310, 311, 512, 313, Ex 315, Ex 321, 327, 356, 357, 358, 360, 368, 382, 389, 392, Ex 400, 426, Ex 427, 432, 433, 439, 440, 441, 442, 443, 445, 446, 447, 452, Ex 457).

Pour ces produits, le marché français n'a, en ce qui nous concerne, qu'une importance médiocre. Il n'y a guère que pour l'acide stéarique, l'acide oléique, et les superphosphates qu'il présente quelque intérêt. Pour l'acide oléique nous avons obtenu la consolidation du droit existant; pour l'acide stéarique il ne fut pas possible de nous accorder de réduction, la France craignant particulièrement les importations hollandaises et ne voulant pas pour cette raison, abaisser son tarif minimum. Quant aux superphosphates, le droit français est très peu élevé: aussi n'avions-nous même pas formulé de revendication.

La France nous accorda encore quelques concessions sur des produits d'importance secondaire. La position était toute autre du côté français. La rubrique que nous analysons renferme des produits, les parfumeries, par exemple, qui, de tout temps, présentèrent pour la France un intérêt capital. D'autre part, elle avait fait, depuis la guerre, un grand effort pour développer son industrie chimique et son industrie des colorants; aussi, ses revendications en la matière étaient-elles nombreuses et pressantes.

Elle formula d'abord une première série de demandes pour des produits exempts dans l'état actuel de notre tarif et affectés de droits dans notre projet.

Nous maintenîmes l'exemption pour l'acide borique brut, le carbonate de soude, l'extrait de châtaignier, et de sumac. Pour quatorze produits chimiques, deux engrais préparés, les produits pharmaceutiques, les colles, les gélatines et couleurs, les savons, nous consentîmes, sur la base des droits inscrits à notre projet de tarif des réductions variables qui, tout en donnant dans une mesure appréciable, satisfaction aux desiderata français, assurent aux industries belges qui, pour la plupart des produits en question, n'étaient pas protégées jusqu'ici par aucun droit, un taux de protection suffisant.

Les droits sur l'alcool méthylique et l'alcool amylique déjà fortement réduits dans notre projet de tarif en considération des intérêts de l'industrie, furent encore réduits légèrement à la demande de la France.

En outre les droits sur les colles et couleurs à base d'alcool furent adaptés aux réductions consenties d'autre part sur les préparations alcooliques en général.

Enfin, nous consentîmes une réduction très intéressante et sur laquelle les

négociateurs français insistèrent particulièrement. Il s'agit des parfumeries pour lesquelles le droit de base actuel est abaissé de 20 p. c. à 18 p. c. De plus, en ce qui concerne les parfumeries alcooliques, nous avons accordé en plus la suppression de la surtaxe additionnelle de 16 p. c. sur le droit brut, *existant actuellement*.

Les deux délégations convinrent ensuite d'établir des droits différentiels à l'égard de l'Allemagne pour un certain nombre de produits. L'Allemagne est pour la plupart des produits qui viennent d'être vus un concurrent particulièrement redoutable pour l'industrie des deux pays. Nous avons toutefois évité dans la mesure du possible de surtaxer les produits nécessaires à notre industrie ou des produits que nous ne fabriquons pas.

INDUSTRIE CÉRAMIQUE.

(*Liste A, nos 331, Ex 352, Ex 345, Ex 346, 347bis.*

Liste B, nos 813, 818, Ex 821, 824, 825.)

En ce qui concerne l'*industrie céramique*, la délégation française a fait remarquer que son industrie se trouvait actuellement handicapée par l'industrie du territoire de la Sarre, qui a été provisoirement assimilée en vertu du Traité de Versailles, au point de vue douanier, au territoire français, et dont, par conséquent, les produits entrent librement en France. L'industrie sarroise possède, en effet, l'avantage de pouvoir importer d'Allemagne à des conditions avantageuses, les matières premières qui lui sont nécessaires. Dans ces conditions, la délégation française n'a pas pu admettre nos revendications concernant les « poteries en grès » et les « faïences communes ». Il est à remarquer d'ailleurs, que les droits qui frappent ces produits ne sont pas prohibitifs et permettent les importations de produits belges en France.

En ce qui concerne les « faïences fines et majoliques », non décorées et décorées, ainsi que les « pièces pour électricité en porcelaine », nous avons réussi à obtenir un dégrèvement équivalent à 6 p. c. du droit figurant actuellement au tarif douanier français.

Enfin, pour les « poteries et produits réfractaires », qui comme les faïences, intéressent au premier chef l'industrie belge, la consolidation des droits actuels nous a été accordée.

En contre-partie des concessions accordées par la France, la Délégation belge a consenti à abaisser de 25 p. c. les droits prévus au projet de tarif belge pour les « ouvrages en faïence fine », les « ouvrages en porcelaine », et les « appareils sanitaires en grès et en faïence ». Les droits du tarif belge, ainsi réduits, se rapprochent sensiblement des droits français qui, dans la plupart des cas, sont inférieurs à ceux du projet belge, pour ce qui regarde ces produits.

La délégation belge a consenti, en outre, à établir un droit en tarif maximum pour les produits cités ci-dessus.

INDUSTRIE DU CUIR.

(Liste A, nos Ex 476, 488, 494 quater.

Liste B, nos 466, 467, Ex 472, Ex 473, 475, 476, 487, 489, 490, 1153 à 1156, Ex 1158.)

En ce qui concerne les « peaux préparées », les revendications belges portaient, à la fois, sur celles préparées à l'aide d'un tannage végétal et celles préparées à l'aide d'un tannage minéral. En ce qui concerne les peaux de première catégorie non corroyées bien que les droits figurant au tarif français fussent inférieurs aux droits prévus au projet de tarif belge, nous avons réussi à obtenir une réduction de 7 p. c. du droit français.

Pour les peaux préparées à l'aide d'un tannage végétal corroyées ainsi que pour toutes les peaux préparées à l'aide d'un tannage minéral, la Délégation française considérait que les droits français représentent un minimum nécessaire de protection pour son industrie. Néanmoins, à la suite des instances de la Délégation belge, des réductions variant de 6 à 10 p. c. furent accordées sur ces articles.

En outre, nous avons réussi à obtenir une réduction de 10 p. c. pour les peaux vernies et les courroies.

Les revendications françaises portaient spécialement sur les « peaux teintées et maroquinées », les « peaux vernies », certains ouvrages en peau ou en cuir, tels que « talons, trépointes, tiges de bottes, ganterie », et les « chaussures ». En ce qui concerne les peaux teintées et maroquinées, nous avons accordé des réductions s'élevant à 8 et 10 p. c. des droits prévus au projet de tarif belge, droits qui étaient sensiblement supérieurs à ceux du tarif actuel. Malgré nos concessions, la protection prévue pour ces produits se trouve encore accrue par rapport au régime actuel. Quant aux peaux vernies, il a été fait une distinction entre celles « pour chaussures » et celles « pour voitures ». Pour les premières, dont la fabrication n'est pas une spécialité belge, nous avons accordé une réduction de 40 p. c. du droit. Le droit ainsi concédé reste, d'ailleurs, supérieur de 90 p. c. au droit actuel.

Quant aux « semelles », tiges de bottes, et autres articles en cuir — cravaches, fouets, etc. — nos réductions s'élèvent à 12 et 16 p. c. du droit prévu. Ici également le droit est ainsi ramené à un taux qui dépasse encore celui actuellement en vigueur. Pour ce qui regarde la ganterie, notre concession — qui se chiffre à 20 p. c. du droit sur les gants « simplement découpés » et à 53 p. c. sur les gants « finis » — porte sur le droit du tarif actuel. Cette réduction a été consentie, en tenant compte du fait qu'il s'agit d'un produit auquel les Français attachent la plus grande importance, et qui n'est pas fabriqué en Belgique, dans une proportion suffisante à la consommation. Quant à la maroquinerie, autre spécialité française, nous avons ramené le droit de 20 p. c. du projet de tarif à celui de 15 p. c. existant actuellement.

Enfin, en ce qui concerne les « chaussures » nos concessions n'ont porté que sur les chaussures d'enfants et les bottes. La réduction accordée sur le premier article s'élève à 12,5 p. c. et à 25 p. c. sur le second, en prenant comme base les droits prévus au projet de tarif.

La délégation n'a pas cru pouvoir donner suite aux revendications françaises portant sur les « peaux chamoisées », « bronzées », etc., et sur toute la série des peaux « simplement tannées ou corroyées, etc. » autres que les peaux teintes et maroquinées reprises ci-dessus.

En ce qui concerne les « pelleteries simplement apprêtées », la délégation belge a été amenée à réduire le coefficient de majoration prévu au projet de tarif de 3 à 2, en présence de l'insistance de la délégation française qui nous a fait remarquer que la plupart des pelleteries, à l'entrée en France, sont admises en franchise et que les autres ne supportent pas un droit supérieur à 100 francs les 100 kilos, tandis que les droits prévus au tarif belge s'échelonnent entre 12, neuf cents et douze mille francs aux 100 kilos. Il est à remarquer que la France, en adoptant un régime très libéral pour les peaux simplement apprêtées, désire favoriser son industrie de la fourrure ouvrée, tandis que la Belgique, en établissant ses droits, a poursuivi un but purement fiscal.

En ce qui concerne les pelleteries confectionnées, nous avons accordé une réduction de 10 p. c. sur le droit actuel.

En ce qui concerne les droits du tarif maximum, la délégation française a fait remarquer que la Belgique et la France avaient un intérêt commun à se défendre contre l'Allemagne. En effet, dans les derniers temps, on a constaté que l'Allemagne achetait dans ces pays une grande quantité de pelleteries et de cuirs bruts, qu'elle transformait chez elle, à vil prix, grâce aux bas salaires, et qu'elle inondait ensuite les marchés belge et français sous la forme de produits finis, vendus à des prix contre lesquels la concurrence intérieure ne pouvait pas lutter.

C'est pourquoi on a établi un droit au tarif maximum sur la plupart des articles en cuir et sur les pelleteries ouvrees ou confectionnées.

INDUSTRIE TEXTILE.

(Liste A. Ex 363, Ex 372, Ex 373, Ex 440, 441 bis et ter, Ex 433, 647 bis, 65.)

Liste B. 499, 500, 501 à 505, 508, 511, 520, 521, Ex 527, Ex 528, 559, 609, Ex 611, Ex 612, 613, Ex 615, Ex 616, Ex 620, 621, 622, Ex 624, Ex 626, Ex 627, 628.)

Pour apprécier à leur juste valeur les concessions quelque insuffisantes soient-elles, que la France nous a faites sur son tarif pour les produits textiles, il faut prendre en considération que l'industrie textile française étant en partie localisée dans le Nord, a subi de grands ravages du fait de la guerre; ravages réparés aujourd'hui, et que la politique du Gouvernement français à son égard dans les circonstances actuelles est de maintenir intacte et même de renforcer la protection douanière d'avant-guerre.

Pendant la première partie des négociations la délégation française avait même opposé à nos revendications un *non possumus* presque complet. Outre l'argument général ci-dessus, elle invoquait un argument particulier à savoir que nos importations en France avaient fortement augmenté en 1920, 1921 et relativement à l'avant-guerre et que nous étions donc pour son industrie

un concurrent dangereux. Combien cependant avait diminué en 1922, notre exportation.

Etant donné toutefois l'importance de la question en ce qui nous concerne nous n'avons pas abandonné la position et notre insistance nous a valu une série de concessions qui amélioreront certainement les conditions d'entrée de nos produits textiles en France.

LIN ET CHANVRE.

a) *Fils.* — Pour les fils de lin, nous avons obtenu pour l'espèce écrue jusqu'au N° 50 anglais (qui sont ceux qui nous intéressent spécialement) un abattement du droit français de 10 p. c. En échange nous avons consenti à la France pour ses fils de lin le maintien de la situation actuelle, c'est-à-dire la franchise.

La concession des liniers français est d'autant plus remarquable que le trafic des fils de lin entre les deux pays s'est complètement modifié depuis la guerre à notre avantage.

Pour les fils de chanvre, une réduction a été également faite d'environ 7 p. c. du droit actuel, lequel avait déjà été réduit par décret, le 1^{er} décembre 1922, de 10 p. c. La réduction totale depuis le début des négociations est donc de 10 p. c.

b) *Tissus.* — Le Gouvernement français ayant obtenu à grande peine de l'industrie linière la concession ci-dessus sur les fils, laquelle apparaissait déjà comme un gros sacrifice consenti pour permettre la conclusion de l'accord, la délégation belge s'est rendu compte qu'elle pouvait difficilement insister davantage et maintenir une revendication sur les tissus de lin frappés pourtant à l'entrée en France d'un droit excessif. En conséquence les deux délégations se sont mises d'accord pour réserver la liberté de leur Gouvernement relativement à ces produits.

LAINES.

a) *Fils.* — Pour les fils peignés, nous avons obtenu pour toutes les catégories intéressant l'industrie belge (simples et retors, écrus, teints et imprimés), une réduction de 10 p. c. du droit existant. Pour les fils cardés, la réduction obtenue est de 6,2 p. c. environ.

b) *Tissus.* — Quant aux tissus de laine pure, nous avons obtenu pour toutes les catégories un abattement de près de 8 p. c.

En échange de cette concession, nous avons consenti à réduire l'augmentation de droits pour les tissus légers de laine que nous avions prévue à notre projet de tarif. Alors que nous comptions majorer le droit actuel de 23 p. c., nous avons consenti à ne le majorer pour les deux espèces intéressant particulièrement la France que de 16 et de 18 p. c.

COTON.

Pour cette branche de l'industrie textile, notre revendication s'est heurtée à un *non possumus* absolu de la part des industriels français. Il faut reconnaître que pour les fils et tissus de coton, nous ne sommes pas les importateurs principaux sur le marché français. C'est l'Angleterre que l'industrie française redoute particulièrement. La crainte d'avoir à étendre à l'Angleterre les concessions éventuelles qui nous auraient été faites a certainement été le motif principal du refus opposé à notre revendication. D'autre part, le Gouvernement français n'a pas cru devoir insister auprès de ses industriels, étant donné qu'il avait été amené à leur demander des sacrifices à l'occasion de l'accord avec l'Italie.

Nous avons néanmoins obtenu une réduction sur les tissus de coton mélangés de laine (le coton dominant en poids), qui intéressent à la fois la Belgique et le Grand-Duché. L'abattement particulièrement important, se chiffre par 27 p. c. du droit actuel.

SOIE.

Nous avons introduit une demande de réduction de droits sur les fils de soie artificielle pour lesquels le marché français présente un grand intérêt et dont le droit est assez élevé.

Nous abandonnâmes notre revendication parce que les droits français, comme il nous le fut démontré, n'était nullement une entrave à notre exportation. Celle-ci, en effet, avait de 1 qm. en 1912, à 6403 qm. en 1922. Un abaissement du droit ne pouvait en tout cas pas être envisagé, la France n'entendant pas favoriser chez elle l'importation des soies artificielles, au détriment de sa production de fils de soie naturelle.

La France, de son côté, est demanderesse pour toute une série de tissus de soie. Nous fîmes droit à sa demande en abaissant le droit actuel de 15 p. c. à 13 p. c., pour les broderies, dentelles, passementeries, rubans, tulles, velours et tous autres tissus de soie.

Cette concession doit apparaître dans l'accord comme une contre-partie aux réductions qui nous ont été accordées sur l'ensemble des produits textiles.

* * *

Indépendamment des réductions ci-dessus les deux délégations convinrent d'appliquer les droits différentiels à l'Allemagne, notamment pour les articles en soie et les articles en coton.

VÊTEMENTS ET CONFÉCTIONS.

Les articles de vêtements et confécions intéressent particulièrement la France; nous n'étions guère demandeurs. Nous avons accepté de réduire à 18 p. c. le droit actuel de 20 p. c. sur la bonnetterie, les vêtements, les chapeaux, les cravates de soie pure ou mélangés de soie.

Pour ce qui est des corsets nous avons rabattu le droit inscrit à notre

projet de tarif au droit du tarif français ; nous avons adopté la terminologie française.

Enfin, les deux délégations ont convenu d'appliquer des droits différentiels à l'Allemagne pour les articles de soie.

C'est malheureusement l'industrie textile qui est la moins favorisée par le projet de convention. Nos honorables collègues ont tous reçu les réclamations des industriels intéressés, notamment de l'« Association Belge de Tissage » et de la Société coopérative « La Textile ». Il résulte du tableau annexé à leurs lettres que pour les tissus de coton en 1914 le rapport approximatif entre les droits français et belges était de 1.80 à 1 soit 80 p. c.

Après l'application aux coefficients proposés (4 pour la Belgique, 5 pour la France), ce rapport montera à 2.25 contre 1, différence : 125 p. c.

La Chambre de commerce de Renaix a publié aussi un travail approfondi sur la question, suivi d'un tableau-annexe impressionnant, qui nous fournit les rapports entre les taux de 1914 et ceux de 1923. A part l'un ou l'autre article, comme les mélanges de soie et coton (coton dominant), ce rapport démontre des différences considérables en augmentation sur le tarif de 1914, et des différences en faveur de la France de 80 à 125 p. c., sauf pour les tissus de laine cardée et coton dominant, qui n'est que de 45 p. c.

Il faudrait une compétence spéciale, que n'a pas votre rapporteur, pour apprécier en détail les observations des industries textiles, si complexes et si délicates. Il n'est point douteux, cependant, que c'est en leur faveur que devra s'exercer toute l'activité et tout le zèle des négociateurs belges, car si philosophes et si résignés que nous ait laissés la guerre et la paix (si l'on peut dire) qui l'a suivie, nous pensons que les industriels du nord devraient bien se rappeler pourtant un peu que si leurs usines furent détruites, les nôtres ne furent pas mieux traitées, parce que nous n'avons pas écouté uniquement le souci de nos intérêts matériels.

OUVRAGES DIVERS EN BOIS ET EN LIÈGE.

(Liste B. Nos 648, Ex 649, Ex 668, Ex 684, Ex 685, 689, 690, 691, 693, Ex 698.)

La Belgique a concédé pour divers ouvrages en bois et en liège des réductions variant entre 20 et 40 p. c. sur les droits inscrits dans le projet de tarif.

Ces réductions en ce qui concerne les ouvrages en liège, rondelles en liège, liège préparé en plaques, disques, bouchons, en liège se maintiennent encore ainsi abattues à un niveau supérieur à celui du droit français. En ce qui concerne les futailles, la réduction ramène le droit à celui qui est actuellement en vigueur ; pour les feuilles de placage, elle réalise à peu près la parité des droits français.

La Belgique s'engage, d'autre part, à appliquer aux importations allemandes d'ouvrages en liège, disques en liège, et bouchons de liège, des droits supérieurs de 100, 150 et 200 p. c. à ceux du tarif minimum.

BROSSERIE.

(*Liste A. Ex 644.*
Liste B. Ex 1186.)

La Belgique obtient pour les divers articles de brosserie une réduction de 11 p. c. En échange, elle concède à la France pour la brosserie fine, une réduction de 25 p. c. sur les droits inscrits dans le projet de tarif. Cette réduction n'a d'autre effet, d'ailleurs, que de ramener le droit du projet de tarif à celui qui est actuellement appliqué.

La Belgique s'engage en outre à appliquer aux importations allemandes de brosserie, pinceaux et plumeaux des droits supérieurs de 100 à 150 p. c. à ceux du tarif maximum.

INDUSTRIE DU MEUBLE.

Le règlement du régime tarifaire en ce qui concerne les meubles résulte d'un accord entre les Chambres syndicales compétentes françaises et belges.

Cet accord est dominé par les considérations suivantes :

1° Les exportations belges vers la France ont plus que doublé depuis la guerre;

2° Les droits français, sont, à l'exception des sièges en bois courbés, inférieurs à ceux prévus dans le projet du tarif belge;

3° Ces droits ont été réduits en ce qui concerne les sièges en bois courbé, et autres de 20 p. c., par un décret du 2 décembre 1922.

Tenant compte de ces considérations, les industriels belges et français ont proposé de maintenir les droits tels qu'ils sont inscrits dans le tarif français et dans le projet belge. Toutefois, en raison de l'avantage résultant pour la Belgique de la réduction opérée par le décret du 2 décembre dernier, les meubles d'importation allemande seront soumis à leur entrée en Belgique à des droits triples de ceux du tarif minimum. Les meubles de bois courbé et de provenance tchéco-slovaque seront frappés de droits supérieurs de 100 p. c. à ceux du tarif minimum.

INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC.

(*Liste A. N° Ex 620.*
Liste B. Nos 704, 705, 708, 709, 711, 714, 715, 718, 720, 721.)

Les réductions consenties de part et d'autre en ce qui concerne les articles en caoutchouc résultent d'un accord intervenu entre les représentants des industries intéressées des deux pays.

Celles qui ont été faites à la Belgique ne concernent que quelques articles, mais ces articles sont particulièrement intéressants; d'autres résultent de modifications de la nomenclature, leur importance n'apparaît pas au premier abord; un examen attentif montre toutefois qu'elles représentent des abattements de droits très considérables. Les réductions consenties sont de :

Pour les enveloppes pneumatiques pour bicyclettes, de.	40 p. c.
Pour les chambres à air pour bicyclettes, de.	28 p. c.

Pour les ceintures ombilicales, doigtiers, gants, divers,
bonnets de bain, etc., de : 72 p. c.

Pour les talons en caoutchouc, de 33 p. c.

Ces concessions ont il est vrai, une contre-partie s'appliquant à de nombreux articles. Cette contre-partie a pour effet de ramener les droits du projet de tarif belge au niveau des droits français correspondants ou à un niveau inférieur. Elle concerne les bandages en caoutchouc, les courroies pour machines, ballons, canules, doigtiers, etc., bandes pour billards, blocs et rondelles, coussins, matelas, et oreillers à vent, jouets et ballons, tableterie de caoutchouc durci, etc.

Les concessions faites à la Belgique sont liées à certaines mesures de défense contre les importations allemandes. Celles-ci pour les objets compris dans l'accord, seront soumises à des droits triples de ceux du tarif minimum.

INDUSTRIE DU PAPIER.

(Liste A. Nos 466, 466 bis, 467, 469, 469 ter, 491 quater.)

Liste B. Nos 731, 735, 736, 847 à 750, 755, Ex 757, 760, 775, 776, 779 à 784.)

1. *Papier et cartons.* — Nous étions demandeurs notamment pour les « papiers ou cartes à la mécanique pesant plus de 30 grammes au mètre carré », pour les « papiers dits de fantaisie, couchés, en blanc ou en couleur, les « papiers de tentures », et les « papiers sensibilisés pour la photographie ».

Pour le premier groupe, la Délégation française a fait remarquer que, d'une manière générale, les droits du tarif belge projetés étaient supérieurs aux droits du tarif français, et que d'autre part le coefficient trois prévu pour ces articles, en tarif français, ne s'applique pas aux papiers destinés aux journaux périodiques et à l'édition; or, la plupart des importations belges en France comprennent cette catégorie. La Belgique jouit donc en fait, eu égard à cette disposition, d'un régime fort libéral qui lui donne satisfaction, et la délégation française n'a pas cru, dans ces conditions, pouvoir envisager une réduction nouvelle de la taxe prévue pour l'ensemble de ces articles.

En ce qui concerne les papiers de tentures, les deux pays étaient demandeurs. Le projet de tarif belge, ici aussi, prévoyait des droits supérieurs à ceux du tarif français, à l'exception toutefois de ceux frappant les papiers de tentures ordinaires sur fond naturel. La demande française étant, de ce fait, plus justifiée, dans l'ensemble, que la demande belge et la délégation française se considérant, d'autre part, dans l'impossibilité de réajuster aux droits belges son tarif relatif aux papiers ordinaires sur fond naturel, les deux délégations se mirent d'accord pour abandonner, de part et d'autre, toute revendication portant sur ce point.

Pour les « papiers et cartons sensibilisés », les deux pays étaient également demandeurs. La concession que la France offrait pour ces articles ne donnant pas satisfaction, et devant, d'autre part, provoquer une réduction du droit belge projeté, la délégation belge, d'accord avec l'industrie intéressée, décide de maintenir le *statu quo*, de part et d'autre.

En ce qui concerne l'industrie du papier, les revendications françaises portaient sur la plupart des rubriques du projet de tarif douanier belge. Nous avons réussi à limiter notablement le nombre de ces demandes, et nous avons opposé une fin de non-recevoir notamment aux revendications portant sur : les « cartons communs », les « papiers et cartons d'emballage », les « papiers buvard, à filtrer, simili sulfurisé », etc., les « papiers vergés ou filigranés », « busettes pour filatures », etc.

D'autre part, les concessions accordées par la Belgique portent sur les « papiers et cartons d'emballage gaufrés », etc. (réduct. 25 p. c.); les « papiers à cigarettes » qui constituent une spécialité française (réduct. 37 p. c.); « papiers réglés pour registres », etc. (réduct. 12,5 p. c.); « papiers et cartons couchés et émaillés » (réduct. 25 p. c.); « papiers gélatinés, etc. » (réduct. 12 p. c.); « cartons ivoire et similaires » (réduct. 12 p. c.); « papiers à la main » (réduct. 25 p. c.); « papiers à lettres — pour ceux renfermant moins de 500 pièces — » (réduct. 25 p. c.); « sacs, sachets, etc. » (réduct. 25 p. c.); « boîtes, étuis, écrins » (réduct. de 12 à 25 p. c., suivant la nature).

Il est à remarquer que les réductions consenties à la France, pour la plupart des articles cités ci-dessus, laissent subsister au projet de tarif belge des droits supérieurs à ceux qui les frappent actuellement.

Il est à remarquer, qu'en ce qui concerne les articles de librairie et de l'imprimerie, un accord très satisfaisant a pu intervenir au préalable entre les industries intéressées des deux pays. Cet accord, ayant rencontré l'approbation unanime des délégués belges, luxembourgeois et français, a été entériné sans modification.

Dans cet accord, les industriels des deux pays émettaient deux vœux distincts : le premier consistait « à voir les véhicules de la pensée » : livres, journaux et périodiques « circuler librement, en exemption de tout droit de douane, entre les deux pays », et « à voir également leurs accessoires normaux — brochures, cartonnages, reliures — bénéficier du même traitement ». La réalisation de ce vœu comportait en ordre principal : 1° de la part de la Belgique, l'abandon de son projet de taxer les publications de mode; 2° de la part de la France, l'abandon de son système de taxation des livres reliés, qui jusqu'ici acquittaient les droits propres à leur reliure, suivant la nature de celle-ci. Cette concession est spécialement appréciable, étant donné que depuis de longues années, nous avons tenté en vain d'obtenir cette exemption, notamment pour les livres de prière, dont l'industrie est très importante en Belgique.

Le second vœu émis par les industriels des deux pays portait que les productions de l'imprimerie subissent des taxes aussi modérées que possible et que la même tarification leur soit applicable à leur entrée dans les deux pays. Les droits prévus par le projet de tarif belge étant nettement supérieurs aux droits du tarif français actuel, la délégation belge a été amenée à abaisser les premiers, dans la proportion nécessaire, pour établir la parité. Il convient de remarquer, toutefois, que les droits belges, tels qu'ils résulteront de la convention, dépassent, d'une manière assez importante, les droits actuels et que, par conséquent, l'industrie de l'imprimerie et du livre, en Belgique, se trouvera mieux protégée qu'antérieurement.

D'autre part, l'établissement de la parité avec les droits français a eu pour conséquence de légères réductions sur certains postes du tarif français, affectant notamment les gravures. En outre, tous les droits français dont le taux n'a pas été modifié, ont été consolidés.

A la demande de la délégation française, la délégation belge a admis d'une façon générale, pour les papiers et les cartons, d'établir un droit au tarif maximum, exception faite, toutefois, des papiers pour journaux qu'il convient de ne pas surtaxer étant donné leur destination.

La délégation française insistait, en effet, tout particulièrement pour obtenir cette protection contre l'importation indirecte des produits allemands, dont la concurrence spécialement pour ce qui regarde la carte postale constitue, depuis un certain temps, une véritable menace pour l'industrie française.

INDUSTRIE VERRIÈRE

(Liste A. Nos 349, bis ter et quater, Ex 350, 351, 359, Ex 362.

Liste B. Nos 839, Ex 841, Ex 844, 845, 854.)

L'industrie verrière vit essentiellement d'exportation; le marché français présente pour elle un intérêt considérable. Les demandes que nous avons formulées à son sujet avaient donc une grande importance. Elles sont parmi celles qui ont reçu le plus largement satisfaction. Pour apprécier ce résultat, il faut tenir compte en premier lieu, des efforts stériles qui avaient été accomplis précédemment déjà, en mettant des industriels des deux pays en présence pour obtenir certaines réductions des coefficients français, en second lieu, de la crise très grave que traverse l'industrie verrière française et qui condamne au chômage une grande partie de ses usines; en troisième lieu, du fait que sous les conditions actuelles déjà les exportations belges vers la France se sont sensiblement développées depuis la guerre et que par conséquent les réductions obtenues viendront encore favoriser ce courant.

VERRES A VITRE.

Nos demandes relatives au verre à vitre figuraient parmi celles de première importance. Malgré que la plupart des bassins français soient éteints, nous avons obtenu pour les verres de petite dimension une réduction de 10 p. c. et pour ceux de grande dimension une réduction de 14 p. c. La première réduction offre un intérêt particulier, car c'est pour les verres de petite dimension que nous rencontrons surtout la concurrence française.

GLACES.

Un décret français du 30 décembre 1922 a dès à présent donné satisfaction intégrale à nos demandes par une sensible réduction du coefficient qui, suivant les postes est de 8 p. c., de 20 p. c. et près de 50 p. c.

GOBELETERIE ET CRISTALLERIE:

Les exportations de Belgique en France sont ici aussi en sensible progrès par rapport à l'année 1913, leur valeur totale atteignant en 1922, 6 millions 387,876 francs. Nous avons obtenu pour la gobeletterie, le verre de cristal, uni ou moulé, teinté ou non, verres de cheminées, de lampes, réflecteurs, abat-jour, globes, une réduction de 14 p. c. Il s'agissait là d'une demande tout particulièrement importante.

VERRES SPÉCIAUX.

Nos exportations, en ce qui concerne ces produits, ont une valeur moins considérable. Nous avons obtenu pour les postes les plus importants des réductions variant de 12,5 à 20 p. c.

BOUTEILLES.

Pour les bouteilles, fioles et flacons, de même que pour les objets en verre non dénommés, la consolidation du droit actuel nous est accordée.

Les concessions faites à la France pour l'industrie verrière concernent :

Les plaques en verre pour la photographie : réduction de 30 p. c.;

Les réflecteurs, tulipes, etc., qui ne sont ni multicolores ni taillés, ni gravés ou décorés : réduction de 20 p. c.;

Les bouteilles dites « champenoises » : 25 p. c.;

Les articles de gobeletterie de verre ordinaire : réduction de 25 p. c.;

Les couronnes mortuaires en vitrifications : réduction de 20 p. c.;

Ouvrages en vitrification : réduction de 25 ou de 33 p. c. suivant les articles.

Il convient d'observer que plusieurs des articles faisant l'objet d'une réduction à la France, notamment pour la gobeletterie de verre ordinaire les droits inscrits au projet de tarif auxquels s'appliquent les réductions sont sensiblement plus élevés que ceux du tarif actuellement en vigueur, si bien que les nouveaux droits conventionnels seront encore supérieurs à ceux-ci.

Les concessions faites par la France pour les produits de l'industrie verrière sont liées à l'application de certains droits du tarif maximum à l'Allemagne et à la Tchéco-Slovaquie. Les provenances du premier de ces pays seront frappés de droits triples de ceux du tarif minimum, en ce qui concerne : les barres et baguettes, le verre en feuilles ou en plaques, le verre à vitre, les pannes et tuiles en verre, les plaques en verre pour la photographie, les verres ou cheminées de lampes, les réflecteurs, tulipes, abat-jour, les bouteilles et flacons, la gobeletterie, etc.

Le verre à vitre, les réflecteurs, tulipes, etc. la gobeletterie de provenance tchéco-slovaque seront soumis à des droits doubles de ceux du tarif minimum.

INDUSTRIES DU FER ET DE L'ACIER ET INDUSTRIES DÉRIVÉES.

(Liste A. Nos 513, Ex 524, 525 *quinq*, 526, *bis*, *ter*, *quater*, *quinq*, *sex*, 532 *bis* et *ter*, 533 *oct*, 535 *ter*, Ex 536, 553, 553 *bis*, 554, 555 *bis*, 557, 557 *bis*, 558 *bis* et *ter*, 559, *bis*, *ter* et *quater*, Ex 561, 561 *bis*, 564 à 566 *bis*, Ex 569, Ex 581, 586, Ex 614.

Liste B. Nos 867 à 874, 879, 885, 887, 889, 896, Ex 901, 903 à 908, 911, 913, 914, Ex 918, 920 à 922, 925, 928, 930, 933, Ex 936 à 942, 944, 946, 947, 948, 949, 951, 753, 955, 1003, 1006 à 1016, Ex 1019, Ex 1025, Ex 1027, 1035, 1037, 1038, Ex 1040, 1045, 1049, 1050, 1052, 1055 à 59, Ex 1061, Ex 1064, 1071 à 1073, Ex 1077, 1087, 1088, 1093, 1100, 1112, 1113.)

a) *Métallurgie*. — Nous sommes peu exportateurs de produits métallurgiques (fonte brute, acier brut, demi-produits) que nous tirons, d'autre part, de France en grande quantité, pour les besoins de notre industrie de transformation. Les droits français sont d'ailleurs particulièrement élevés. Leur incidence dépasse 15 p. c. Nous n'avons introduit aucune demande concernant ces produits, tout d'abord parce que nous sommes faiblement exportateurs, et, ensuite, parce qu'une concession pour être vraiment effective eût dû, étant donné la hauteur du droit français, être d'un ordre de grandeur tel que la délégation française n'eût pu l'admettre.

La France, au contraire, a été demanderesse et a sollicité pour tous les produits métallurgiques une réduction de coefficient 3 inscrit à notre nouveau tarif à la place du coefficient 2 existant actuellement. Nous avons accordé le coefficient 2,5.

De plus, nous avons admis l'établissement de droits différentiels à l'égard de l'Allemagne.

b) *Produits de transformation*. — Pour ces produits, le marché français présente un certain intérêt. Une série de revendications avait été inscrite à leur sujet dans notre cahier. Il faut reconnaître que pour un grand nombre d'entre eux le coefficient de majoration appliqué dans le tarif français ne réalise pas la péréquation intrégale. Le droit actuel est donc en valeur relative moindre qu'en 1925. C'est pour cette raison que nos demandes n'ont pu être reçues à l'exception de celle sur les essieux coudés, affectés d'un coefficient particulièrement élevé : 8 qui a été rabattu à 6,5.

En échange, nous avons accordé sur la base des droits inscrits au nouveau tarif, quelques légères concessions sur produits spéciaux intéressant la France, concessions qui laissent d'ailleurs le droit à un niveau supérieur à celui qui existe actuellement.

Nous avons également consenti l'application de certains droits différentiels à l'égard des provenances allemandes.

c) *Produits de la construction mécanique* (machines, mécaniques, outils, ouvrages en fonte, fer et acier).

Les produits de la construction mécanique ne sont pas frappés en France de droits proportionnels à ceux qui affectent les produits de base de l'industrie du fer. Le droit moyen est d'environ 15 p. c. Aussi de tout temps, le marché français a-t-il été pour la construction mécanique belge un marché de premier ordre.

Pour les dernières années d'avant-guerre notre exportation en France se chiffrait en moyenne à 31 millions pour les machines et mécaniques, 20 millions pour les outils et ouvrages en métaux, 8 millions pour les véhicules (y compris les automobiles, dont il sera parlé plus loin). En 1922, notre exportation en France pour le total des divers produits ci-dessus atteignait 136 millions environ.

Aussi est-ce sur cette partie de l'industrie du fer et de l'acier que s'est particulièrement porté notre effort, afin d'améliorer encore, si possible, un trafic qui, étant donné l'incidence générale du tarif français, comportait néanmoins déjà des conditions satisfaisantes.

Il y avait toutefois une difficulté à notre demande. Les constructeurs français avaient un fort handicap à l'égard des nôtres du fait des hauts droits de douane français sur les demi-produits et par voie de conséquence du haut prix sur le marché français de ces demi-produits eux-mêmes. Il ne pouvait, en tout cas, quel que soit l'intérêt que nous y ayions, être question d'abattements considérables. La délégation française, désireuse toutefois de nous donner satisfaction dans la mesure du possible, nous proposa une série de réductions de coefficients. Ces réductions furent soumises officiellement à nos constructeurs qui les jugèrent insuffisantes et demandèrent à rencontrer leurs collègues français. Plusieurs entrevues eurent lieu. Elles avaient été très soigneusement préparées par l'envoi du côté belge de rapports circonstanciés qui devaient servir de base à la discussion. L'accord se fit sur les bases suivantes :

1) Les constructeurs français consentaient à des réductions de coefficients, qui se retrouveraient toutes dans celles qui avaient été présentées par la délégation française officielle. Quelques-unes toutefois de ces dernières n'étaient pas reproduites. Le bénéfice nous en fut toutefois maintenu.

Les abattements consentis portaient sur 32 positions du tarif français et varient entre 0,2 et 1,7 unités, ce qui représentait de 7 p. c. à 22 p. c. du droit existant. Ils portent sur les appareils pour hauts-fourneaux, les chaudières, les cylindres de laminoir, les volants, toute la série des ouvrages en fonte, la petite ferronnerie, les ferrures de voitures, les articles de serrurerie, les câbles et chaînes, les articles de clouterie et de visserie.

Nos autres demandes ne purent obtenir satisfaction. Pour les machines à vapeur et moteurs, on opposa à nos industriels que les droits français étaient égaux sinon inférieurs à ceux de notre projet de tarif. En ce qui concerne les pièces détachées pour lesquelles plusieurs revendications étaient inscrites il fut répondu, ce que nos industriels admirent, que les rubriques en cause comprenant un nombre infini de pièces les plus diverses, les droits dont elles étaient affectées étaient des moyennes, qui pour certaines pièces devaient forcément être excessives tout comme pour d'autres elles étaient insuffisantes. Pour ce qui est du matériel roulant et particulièrement des wagons qui constituent un groupe extrêmement important de notre cahier de revendications, nous n'avons obtenu qu'un abattement de coefficient sur les wagons de terrassement. Les coefficients sur les wagons en général sont, il est vrai, assez modérés (1.7 et 1.9) et ce n'est guère que pour les wagons de terrassement qu'ils atteignent un taux susceptible d'être réduit (3.7).

D'après le compte rendu de l'entrevue, les constructeurs français déclarèrent que si les droits du tarif français sur les produits dont dépendent les industries transformatrices de métaux étaient diminués, les industriels belges seraient fondés à demander à leurs collègues français d'envisager cette nouvelle situation.

Enfin, les constructeurs français promirent d'attirer l'attention de leur Gouvernement sur les règles d'application du tarif qui avaient pour effet d'en aggraver indûment la portée.

2) Comme contre-partie, les constructeurs belges admettent pour les machines à vapeur, les machines-outils, les serrures à combinaison, la réduction des droits inscrits au nouveau projet de tarif, à l'effet d'arriver à l'égalité avec le droit français. Indépendamment de ces concessions, une série de réductions de coefficients furent en outre accordées pour les ouvrages en fonte, les outils, les produits de la clouterie, les toiles mécaniques, les ferrures de voiture, les coffres, les aiguilles et épingles, les produits de la coutellerie (ciseaux, couteaux, rasoirs), d'accessoires pour confection d'appareils de distillerie, et sur certaines rubriques d'appareils non dénommés. Il faut noter que les droits sur les machines et ouvrages en métaux de notre nouveau tarif sont calculée sur la base de 10 p. c. *ad valorem*, ce qui double et même dans certains cas triple la protection existant actuellement. Les concessions faites ne préjudicient nullement au relèvement de protection auquel les industries intéressées pouvaient prétendre ; elles ne font que réduire légèrement l'augmentation prévue.

3) Les constructeurs des deux pays sont d'accord pour adopter une défense commune à l'égard de l'Allemagne qui constitue pour tous le concurrent le plus redoutable. En conséquence, une série importante de positions furent inscrites à la liste C. En principe, y figurent tous les articles pour lesquels une des deux Parties consentit à l'autre une réduction.

d) *Produits de l'industrie électrique.* — Pour ces produits une entrevue fut également ménagée entre les représentants des groupements intéressés des deux pays. Ici aussi un accord intervint d'après lequel une réduction d'environ 5 p. c. du droit français était consentie sur les machines dynamo-électriques, transformateurs et induits d'un poids supérieur à 2,000 kilos. En revanche nous avons accordé aux industriels français une réduction des droits sur les compteurs de tours et appareils de mesure pour l'électricité, inscrits à notre nouveau tarif, de manière à les ramener à parité avec le droit français. Une concession fut parallèlement faite sur les accumulateurs électriques.

Il fut enfin convenu de part et d'autre que le plus haut droit possible serait appliqué aux produits particulièrement dangereux provenant de l'Allemagne.

e) *Industrie automobile.* — La question de l'industrie automobile était particulièrement délicate. D'un côté, la France réclamait à l'entrée en Belgique un abaissement considérable du droit inscrit au projet de tarif et qui

correspondait à une incidence moyenne de 40 p. c. *ad valorem*. Étant donné l'importance de la question pour l'industrie française, la France faisait de cet abaissement la condition *sine qua non* du traité.

D'autre part, la Belgique, qui, avant la guerre, exportait en moyenne 400 machines par an sur le marché français et avait vu, à la suite de l'institution du nouveau droit français de 45 p. c. *ad valorem*, ses importations réduites presque à néant, demandait un régime qui lui permit de reprendre sur ce marché la place à laquelle elle put normalement prétendre. La France, qui avait établi ce droit de 45 p. c. en considération des importations des États-Unis et de l'Italie, se montrait disposée à un abaissement en faveur de la Belgique, dont la production ne l'inquiète pas, à condition que cette réduction lui profitât exclusivement. Les industriels des deux pays furent mis en contact dès le début des négociations pour tâcher de rechercher les modalités d'un accord rentrant dans les conditions énoncées ci-dessus. Ces tractations subirent de nombreuses vicissitudes.

L'accord se fit finalement sur les bases suivantes : la Belgique renonçait à toute revendication sur le marché français. De son côté, elle fixait dorénavant ses droits à des taux correspondant à une incidence de 26 p. c. pour les voitures pour voyageurs et à 15 p. c. pour les camions.

f) *Industrie armurière*. — Un accord avait été conclu en 1921 entre industriels des deux pays fixant le droit à l'entrée en France à 25 p. c. pour les armes à chiens extérieurs et à 20 p. c. pour les armes à chiens intérieurs, carabines, révolvers et pistolets. A l'occasion des présentes négociations, les industriels belges avaient souhaité que ces droits auxquels ils avaient dû souscrire faute de mieux, fussent réduits respectivement à 20 et 12,5 p. c. Il ne put être donné satisfaction parce que nos importations d'armes ayant passé de 900 qm. pour les années d'avant-guerre à une moyenne de 1500 qm. pour les années d'après-guerre, on avait tout lieu de considérer les droits actuels comme satisfaisants. De plus, la Belgique avait déjà un privilège à cet égard étant le seul pays à bénéficier d'une dérogation générale et illimitée à la prohibition générale d'entrée dont sont objet les armes en France depuis 1920. Nous avons obtenu la consolidation des droits actuels.

INDUSTRIE DU CUIVRE.

D'une façon générale et malgré toute l'importance que présentait la question pour notre industrie, nous étions assez peu fondés à formuler une revendication sur les produits en cuivre du fait que nos droits actuels sont égaux sinon supérieurs aux droits français. Néanmoins les industriels des deux pays furent mis en contact. Un accord intervint sur la base d'une réciprocité aussi large que possible entre les deux pays. En conséquence nous obtenions une réduction sur le tarif français relativement aux plaques en cuivre rouge, découpées autrement qu'en angles droits. Réciproquement nous consentions une série d'abattements sur les rubriques 956 à 948 de notre nouveau tarif. Enfin, nous admettions la fixation de certains droits maxima à appliquer à l'Allemagne.

INDUSTRIE DU ZINC, DU NICKEL, DE L'ÉTAIN.

Pour ces produits également, nos droits nouveaux sont en général supérieurs aux droits français, c'est pourquoi il ne fut pas possible de soutenir une revendication en ce qui les concerne.

Le jour même de la signature du traité, nous avons obtenu la consolidation du droit sur le zinc laminé dont nous redoutions le relèvement.

INSTRUMENTS DE MUSIQUE.

(Liste A. n° 604.)

Les modifications tarifaires convenues résultent d'un accord intervenu entre les chambres syndicales et les facteurs d'instruments de musique des deux pays.

La Belgique obtient que pour les pianos droits, l'imposition française soit abaissée de 35 à 25 p. c., soit une réduction de près de 30 p. c.

Cette concession a comme contre-partie l'application de certaines mesures de défense aux importations allemandes d'instruments de musique de diverses espèces comportant l'établissement de droits doubles ou triples de ceux du tarif minimum.

*
* * *

Dans l'examen du projet de Convention nous devons nous garder de comparer un à un tel ou tel produit pour autant que le permettent les spécifications différentes des tarifs. Nous arriverions à cette conclusion que nous payerons pour entrer en France des droits infiniment supérieurs à ceux qu'on paie à la frontière belge. Par exemple : le fer blanc paiera en Belgique fr. 10.50 aux 100 kilogrammes, les tôles galvanisées de plus d'un millimètre d'épaisseur fr. 10.50, et fr. 12.50 s'ils ont 1 millimètre et moins ; pour entrer en France le tarif nous demande 36 francs pour le fer blanc, cuivré, zingué, plombé de plus de 6/10 de millimètre d'épaisseur et 39 francs pour une épaisseur de 6/10 de millimètre et moins. On citerait facilement une foule de cas analogues qui démontrent que dans l'ensemble nous payons beaucoup plus cher pour sortir que nos voisins pour entrer. C'est une triste constatation pour nous, mais nous n'y pouvons rien. Nous nous efforçons de rester libre-échangistes, opportunistes, dirait-on, ou plus justement la France reste protectionniste. Il n'y a donc point de comparaison possible.

Quoi qu'il en soit, Messieurs, cette Convention commerciale s'offre à vous tout entière, telle qu'elle est, et sans qu'il nous soit permis d'y rien modifier.

Nous devons la prendre en bloc, avec les sacrifices qu'elle nous impose, ses insuffisances, ses bons et ses mauvais côtés. Pas plus que quiconque, votre Commission n'a la prétention de les comparer les uns avec les autres, et d'évaluer à l'aveuglette une balance que seul l'avenir nous révélera. Il lui semble cependant, que cette Convention, qu'elle s'est efforcée d'examiner et de vous exposer aussi objectivement qu'elle a pu, il vaut mieux la voter, pour éviter le pire et l'incertitude absolue.

Sûrement a-t-elle, comme vous tous, été impressionnée par les nombreuses

plaintes des industries qui sont, ou se croient lésées. Aussi se fut-elle trouvée tout à fait anxieuse et hésitante, si le traité n'avait pas eu ce caractère temporaire, qui à ses yeux est sa première qualité. Il ne nous lie que pour un an et demi, et peut être dénoncé, en général, un an après sa mise en vigueur. Nous ne nous lançons donc point dans l'inconnu et nous faisons une courte expérience, pour essayer de voir clair dans une situation confuse.

Si les Chambres le ratifient, nous saurons un an après, si le déficit de notre balance commerciale avec la France qui menace d'atteindre plus de sept cents millions de francs cette année-ci, se sera amélioré, ou si le protectionnisme de nos alliés aura encore contribué à maintenir à peu près aussi bas, à notre détriment, un de ses plateaux.

Souhaitons le contraire dans l'intérêt de la Belgique et de la France qu'unissent tant de liens affectueux et confiants. Nous n'avons point à juger les théories économiques françaises, mais les amis les plus sincères et les plus dévoués de la France, ont le souci de ne point voir ces liens se relâcher, et le devoir de lui confesser leurs inquiétudes. Notre mariage qui est en même temps, mariage de raison, gardera-t-il la même fécondité, si l'un des conjoints se voit forcé un jour de reprocher à l'autre un système qui le conduit tout doucement à l'anémie ?

Le Gouvernement français le comprend, mais ne fait point tout à fait ce qu'il veut, parce qu'il subit l'action parlementaire, soumise de son côté aux chambres de commerce et aux influences locales. Nous nous félicitons que jusqu'à présent nos amitiés aient, sans s'affaiblir, supporté certaines désillusions.

L'opinion belge se résignait provisoirement aux tarifs élevés, se disant que la convention commerciale en gestation améliorerait sans doute son sort. Qui vivra verra.

C'est dans ces sentiments, que votre Commission insiste pour que le Gouvernement belge, pendant ces mois d'expérience, continue ses conversations à Paris, afin d'obtenir le redressement des griefs que la convention révélera mieux à l'usage, et surtout que le tarif général français qui lentement s'élabore, tienne compte de certains intérêts vitaux de la Belgique, dans un esprit d'amitié et de sagesse politique.

La France répugne à diminuer la zone de protection dont elle entoure son industrie ; mais néanmoins, au cours des négociations, nous sommes heureux de reconnaître qu'elle a plus d'une fois laissé voir son désir de nous favoriser. Son accord avec l'Espagne, dont la concurrence industrielle ne peut lui causer aucune sorte d'inquiétude, n'accorde à celle-ci qu'une seule diminution de tarifs, tandis que la Belgique en a obtenu environ quatre-vingt dix, ce qui indique qu'à la Belgique elle consent des sacrifices qu'elle refuse à d'autres ; les Belges, de leur côté, ne recherchent qu'une chose : éviter avec la France toutes les causes de mécontentement, pour autant que cela dépende de nous. Cette bonne volonté réciproque, au moins des Gouvernements, autorise à envisager l'avenir avec confiance. La porte reste donc ouverte pour continuer les négociations, pour lesquelles il est désirable que les Départements

ministériels chargés des divers accords restent en contact de plus en plus étroit avec les représentants de nos industries. Bien entendu, la décision n'appartient point à ceux-ci. Ils ne voient que l'intérêt de leur industrie, qu'ils peuvent aisément confondre avec l'intérêt général. A ces rapports fréquents avec nos délégués, ayant eux une vue d'ensemble, on a eu recours pendant la dernière négociation. Cette collaboration se révéla fort utile. Il faut la développer. Son utilité se révélera bien davantage demain, car ce seront les enseignements de l'expérience du nouveau traité qu'auront faite nos industriels et nos commerçants qui montreront beaucoup mieux que toutes les théories et les prophéties les modifications à y apporter.

La Commission a adopté le projet de loi par 9 voix contre 6 et une abstention.

Le Rapporteur,

J. DE GÉRADON.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

3
(ANNEXE I AU RAPPORT N° 11)

CONVENTION COMMERCIALE

ENTRE

L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA FRANCE

LISTE A

Droits à l'entrée en France

avec indication du régime douanier belge correspondant :

- 1° Régime actuel;
 - 2° Régime projeté (tarif minimum);
 - 3° Tarif concédé à la France.
-

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCEDE A LA BELGIQUE	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
1	Chevaux (1) :		Fr. c.		Fr. c.	
	entiers ou hongres et juments de 5 ans et au-dessus . . .	tête	150 »	2.5	150 »	2.5 (*)
	entiers ou hongres et juments de moins de 5 ans . . .	id.	100 »	2.5	100 »	2.5 (*)
	poulains	id.	50 »	2.5	50 »	2.5 (*)
Ex 14 ^{bis}	Pigeons voyageurs (2)	100 kil.	20 »	—	—	—
26	Plumes :					
	a) de parures :					
	1. non apprêtées ni montées; palettes et peaux d'oiseaux garnies de leurs plumes, simplement séchées ou salées	—	exemptes	—	exemptes	—
	2. apprêtées ou montées :					
	d'autruche, de marabout des Indes, d'oiseau de para- dis, crosses et aigrettes de héron	100 kil.	1,000 »	3	1,000 »	3
	autres	id.	750 »	3	750 »	3
	b) à écrire, brutes ou apprêtées	—	exemptes	—	exemptes	—
	c) à lit :					
	1. brutes	—	id.	—	id.	—
	2. apprêtées et duvet brut ou apprêté	100 kil.	25 »	2	25 »	2
Ex 76	Gruaux de maïs, semoules de maïs en gruau	id.	16 »	2	16 »	1.6
Ex 84	Raisins et fruits forcés	id.	150 »	1.5	150 »	—
Ex 110	Huiles de colza destinées à la savonnerie (à charge d'être rendues impropres à l'alimentation et dénaturées aux frais des importateurs, sous la surveillance du service des douanes)	id.	15 »	1.5	6 »	3

(1) Sont exemptés du coefficient de majoration :

Les chevaux nés et élevés en Belgique ou au Luxembourg appartenant aux races flamande, brabançonne ou ardennaise et produits du croisement de ces races entre elles, dans la limite d'un contingent qui ne pourra dépasser chaque année 5.000 têtes, et aux conditions ci-après que les autorités françaises se réservent le droit de vérifier :

1° obligation pour les importateurs de déposer une demande de réduction de droits au bureau de douane d'importation huit jours francs avant celui choisi pour l'entrée des chevaux en France;

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
—	exempts	—	1 f)	—	exempts	—	—	—	—
—	id.	—	5 a)	—	id.	—	—	—	—
—	exemptes	—	34 b)	—	exemptes	—	—	—	—
—	id.	—	33	—	id.	—	—	—	—
—	id.	—	a)	—	a) b)	—	apprêtées	—	—
valeur	15 p. c.	—	627 b)	valeur	5 et 15 p. c.	—	ou montées :	—	—
—	exemptes	—	34 c)	—	exemptes	—	b) valeur	40 p. c.	—
—	id.	—	34 a) 1.	—	id.	—	—	—	—
—	id.	—	34 a) 2.	—	Id.	—	—	—	—
100 kil.	2 »	—	55	100 kil.	2 »	—	—	—	—
Raisins . 100 k. (poids brut)	120 »	—	98 a) 3.	100 kil. (poids brut)	120 »	—	100 k. (poids brut)	100 »	—
Abricots . id.	120 »	—	73 a) 1.	id.	120 »	—	id.	100 »	—
Cerises et } id.	120 »	—	77 a)	id.	120 »	—	—	—	—
griottes . }				id.	120 »	—	id.	100 »	—
Fraises . id.	120 »	—	81 a)	id.	120 »	—	—	—	—
Pêches et } id.	120 »	—	90 a)	id.	120 »	—	—	—	—
brugnons }				id.	120 »	—	—	—	—
Prunes . id.	100 »	—	96 a)	id.	100 »	—	id.	100 »	—
—	exemptes	—	147 b) 3.	100 kil.	5 »	2	—	—	—

2° obligation de présenter à la douane française :

a) pour les animaux de service un certificat délivré par un vétérinaire agréé du Gouvernement belge ou luxembourgeois attestant que l'animal est né et a été élevé en Belgique ou au Luxembourg et qu'il appartient exclusivement à l'une des races pures flamande, brabançonne ou ardennaise ou au croisement de ces races entre elles :

b) pour les reproducteurs mâles ou femelles, un certificat d'inscription au Stud book de la race à laquelle appartient l'animal (flamande, brabançonne ou ardennaise).

(2) Les pigeons voyageurs originaires de pays jouissant en France du Tarif minimum et destinés à être lâchés en France sont exempts de tous droits à leur importation, sous réserve des justifications exigées par la douane française.

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
Ex 168	Pâtes de cellulose chimiques :		Fr. c.		Fr. c.	
	a) sèches	100 kil.	2 »	3	2 »	3 (1)
	b) humides	id.	2 »	3	2 »	1.5 (1)
Ex 170	1° Plantes vivantes de serre chaude, plantes vivantes de serre froide, plantes à massifs dites « plantes molles », servant à la décoration des jardins et nécessitant un abri en hiver :					
	Aspidistra, araucaria, cocos Weddeliana, kentia, azalea indica non fleurie, phœnix Robbelleni et crotons	id.	10 »	—	6 »	—
	2° Oignons à fleurs, plantes bulbeuses, jacinthes, tulipes, plantes à rhizomes, muguet et plantes de catégories similaires :					
	a) Gloxinias	id.	10 »	—	6 »	—
172 ^{ter}	Bière	id.	16 »	4	16 » (2)	3 (3)
175	Marbres, statuares ou autres (*).					
Ex 177	Pierres ouvrées y compris les pierres de construction ouvrées, taillées ou sciées (3) à surface plane et ayant d'épaisseur :					
	de 4 à 16 centimètres exclusivement	id.	0 40	2	0 40	—
	Monuments funéraires non sculptés :					
	autres	id.	3 »	2	3 »	1.5
	Pierres moulurées (6)	id.	1 »	2	1 »	—
181	Briques pleines de toutes formes et dimensions, communes, y compris les briques de laitier, de scories, de mâchefer, les briques schiste-calcaires et silico-calcaires, dans les- quelles le ciment n'entre que comme liant	id.	0 15	—	0 15	—
216	Essieux :					
	coudés, pour locomotives, en fer ou en acier :					
	bruts	id.	12 »	8	12 »	6.5
	travaillés	id.	20 »	8	20 »	6.5

(1) Coefficient non applicable, sous les conditions fixées par l'Administration des douanes, aux pâtes de cellulose importées en vue de la fabrication des papiers des catégories ci-après désignées, destinées à l'impression des journaux et publications périodiques, ainsi qu'à l'édition :

a. Papier autre que de fantaisie à la mécanique au-dessus de 30 grammes le mètre carré ;

b. Papier dit de fantaisie couché en blanc.

(2) Y compris la surtaxe représentant le droit de fabrication sur les bières françaises.

(3) Le coefficient 3 ne s'applique qu'au droit de douane proprement dit de 8 francs les 100 kilogrammes brut. Il porte par suite le droit à percevoir sur les bières en tarif minimum à 32 francs les 100 kilogrammes brut.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
—	exemptes.	—	792	—	exemptes.	—	—	—	—
—	id.	—	125	—	id.	—	—	—	—
—	exemptes.	—	124	—	exemptes.	—	—	—	—
a) en cerelles hectol. b) en bouteilles id.	10 » 15 »	3 3	959	a) hectolitre. b) id.	10 » 15 »	3 3	—	—	—
—	exemptes.	—	795 a)	—	exemptes.	—	—	—	—
—	exemptes.	—	795 b)	valeur.	15 p. c.	—	valeur.	7 p. c.	—
—	exemptes.	—	808	a) ordinaires, non vernis-sées. b) creuses ou de forme spéciale.	exemptes. id.	— —	—	—	—
100 kil.	1 »	3	1070	a) 100 kil. et plus : 1. bruts. . . 100 kil. 2. ouvrés . . id.	6 » 13 »	4 4	—	—	—
id.	4 »	6		b) moins de 100 kil. : 1. bruts. . . 100 kil. 2. ouvrés . . id.	9 » 16 »	4 4	—	—	—

(4) Les écaussines (y compris les petits granits de Soignies, Maffles, Denée, Anthisnes, Sprimont, Aywaille, Poulseur, Tournai, etc.) seront traitées comme *marbres* lorsqu'elles seront sciées, ayant moins de 4 centimètres d'épaisseur, sculptées, polies ou à moulures polies et comme *pierres* lorsqu'elles seront brutes, ciselées, ou à moulures ciselées, taillées ou sciées ayant 4 centimètres d'épaisseur et plus.

(5) Les écaussines (y compris les petits granits de Soignies, Maffles, Denée, Anthisnes, Sprimont, Aywaille, Poulseur, Tournai, etc.) seront traitées comme *marbres* lorsqu'elles seront sciées, ayant moins de 4 centimètres d'épaisseur, sculptées, polies ou à moulures polies et comme *pierres* lorsqu'elles seront brutes, ciselées, ou à moulures ciselées, taillées ou sciées ayant 4 centimètres d'épaisseur et plus.

(6) Ne sont pas considérés comme moulures les chanfreins, biseaux, arêtes à battues.

N ^o du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coefficients.	Droits.	Coefficients.
Ex 221	Plaques en cuivre rouge pour enveloppes de foyers, planes, découpées autrement qu'à angles droits (1)	100 kil.	Fr. c. 20 »	2.8	Fr. c. 20 »	2.3
Ex 224	Zinc laminé	id.	4 »	3	4 »	3
0131	Sulfate de fer	id.	0 80	—	0 50	—
0217	Acide oléique d'origine animale, autre que de graisse de poisson	id.	3 »	2.5	3 »	2.5
343	Parement au savon, au lichen, à la fécula et tous autres pouvant servir à l'encollage des lins et à l'apprêt des tissus	id.	6 »	4.5	6 »	4
348	Amidon proprement dit	id.	18 »	5.4	18 »	5
331	Poteries réfractaires en terre commune :					
	Creusets, cornues, cazettes, moules et pièces évidées ou creusées autres que les briques	id.	1 50	3	1 50	3
	Briques pleines de moins de 2 décimètres cubes	id.	0 50	3	0 50	3
	Briques autres de toutes formes et dimensions	id.	0 75	3	0 75	3
Ex 332	Autres produits réfractaires :					
	Briques et pièces à base de silice, alumine, bauxite, magnésie, etc.	id.	1 »	3	1 »	3
Ex 345	Faïences fines et majoliques :					
	non décorées :					
	en biscuit	id.	7 »	2.9	7 »	2.7
	couvertes d'un vernis de couleur uniforme	id.	9 »	2.9	9 »	2.7
Ex 346	Faïences fines et majoliques :					
	décorées :					
	en biscuit	id.	12 »	2.9	12 »	2.7
	vernies	id.	16 »	2.9	16 »	2.7

(1) Ces produits suivaient le régime du n° 372.

TARIF BELGE									
EX VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCEDE A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coef- ficients.	Nos	Base.	Quotité.	Coef- ficients.	Base.	Quotité.	Coef- ficients.
valeur.	10 p. c.	—	936 b)	100 kil.	12 »	3	—	—	—
—	exempt.	—	969	id.	3 »	3	—	—	—
valeur.	10 p. c.	—	970	id.	4 »-12 »	3.5	—	—	—
—	exempt.	—	321 d)	id.	4 »	3	—	—	—
—	exempt.	—	307 h)	100 kil.	0 50	3	—	—	—
—	exempt.	—	307 h)	100 kil.	2 »	3	—	—	—
100 kil.	6	2	444	id.	4 »	3	—	—	—
—	exempt.	—	57	de maïs : 100 kil.	6 »	3	—	—	—
—	exempt.	—	57	de riz : id.	6 »	3	—	—	—
—	exempt.	—	57	autres : id.	4 »	3	—	—	—
—	exempt.	—	806	100 kil.	0 80	3	—	—	—
—	exemptes.	—	805	a) rectangulaire pesant moins de 5 kl. par pièce : 100 kil.	0 50	3	—	—	—
—	exemptes.	—	805	b) autres : 100 kil.	0 60	3	—	—	—
—	exemptes.	—	805/6	100 kil.	0 50-0 60 et 0 80	3	—	—	—
valeur	10-15 p. c.	—	817	100 kil.	4 »-5 »-7 »	4	—	—	—
—	—	—	818	id (appareils sanitaires)	8 »-10 »	4	100 kil.	8 »-10 »	3
100 kil.	4 »-5 »-7 »	3	824	100 kil. (ouvrages non dénommés)	6 »-8 »-12 »	4	id.	6 »-8 »-12 »	3
—	—	—	827 c)	valeur	20 p. c.	—	—	—	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCEDE A LA BELGIQUE	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
347 ^{bis}	Pièces pour l'électricité en porcelaine, faïence, grès blanc ou de couleur, sans parties de métal ni d'autres matières :		Fr. c.		Fr. c.	
	Isolateurs à cloche :					
	de 90 millimètres de diamètre et au-dessous.	100 kil.	10 »	3.2	10 »	3
	autres	id.	15 »	3.2	15 »	3
	Autres, pesant :					
	100 grammes et plus	id.	20 »	3.2	20 »	3
	moins de 100 grammes et plus de 40 grammes	id.	35 »	3.2	35 »	3
	40 grammes et moins.	id.	50 »	3.2	50 »	3
349	Verres bruts coulés de toutes épaisseurs avec ou sans stries ou perforations; verres coulés ou moulés de toutes formes et dimensions, dalles, tuiles, tuyaux pour toitures, vitrages, canalisation ou pavement :					
	en verre ordinaire	id.	4 50	5	4 50	4
349 ^{bis}	Les mêmes, en verre extra-blanc, de couleur, ou légèrement teinté, à l'exclusion de la teinte naturelle du verre.	id.	6 »	4	6 »	3.5
349 ^{ter}	Les mêmes, imprimés ou diamantés.	id.	10 »	4	10 »	3.5
349 ^{quat.}	Les mêmes, armés.	id.	Droit des verres coulés selon l'espèce aug- menté de 35 p. c.	5	Droit des verres coulés selon l'espèce aug- mentés de 35 p. c.	4
Ex 350	Gobeletterie de verre ou de cristal :					
	unie ou moulée, blanche ou de couleur naturelle	id.	4 »	4.6	4 »	4
	teintée dans la masse et unicolore	id.	6 »	4.6	6 »	4
	rodée, taillée ou gravée autrement que pour effacer les traces de l'attache dite pontil	id.	16 »	2.8	16 »	2.8
	décorée d'or, de couleur ou autrement	id.	32 »	2.8	32 »	2.8
	Articles pour l'éclairage :					
	verres ou cheminées d'éclairage, perforés de trous ou encoches sur le corps de la pièce	id.	25 »	4.6	25 »	4.2
	Réflecteurs, abat-jour, globes ou verrines :					
	multicolores, décorés d'or ou autrement	id.	30 »	4.6	30 »	4.2
	taillés ou gravés	id.	16 »	4.6	16 »	4.2
	autres	id.	9 »	4.6	9 »	2

TARIF BELGE														
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCEDE A LA FRANCE.							
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.					
valeur 100 kil.	10 p. c	— 6	1082 a)	100 gr. et plus	6 »	4	—	—	—					
	12 »			100 kil. moins de 100 gr. 100 kil.	10 »									
	10 p. c.		—	1082 d)	500 gr. et plus	5 »				4	—	—	—	
					100 à 500 grammes	8 »								4
valeur	10 p. c.	—	834 a)	100 kil.	2 »	3	—	—	—					
				b)	dalles et carreaux.					2 »	3	—	—	—
					c)					verre armé				
				d)						imprimé ou dia- manté :	3 »	3	—	—
					f)					1. blanc	3 50			
				836						2. coloré	2 »	3	—	—
845 a)	martelé ou strié, etc	2 »	3		—	—	—							
	845 a)	non dénommés		2 »				3	—	—	—			
845 a)		pannes et tuiles	3 »	3	—	—	—							
	845 a)	tuyaux	5 »					3	—	—	—			
valeur 100 kil.		10 p. c.	3.5	845 a)	100 kil.	5 »	4					100 kil.	5 »	3
	1 50-2 »	id. 2.			7 50	4		id. 7 50	3					
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	845 a)	id. 3.	10 »	4	id.	10 »	3					
				840 b)	moulée reliefs, etc.					12 »	4	id.	12 »	3
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	845 a)		polie ou dépolie, rodée, taillée, etc.	20 »	4	id.	20 »	3				
				840 b)	1.	25 »					4	id.	25 »	3
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	845 a)		2.	30 »	4	id.	30 »	3				
				840 b)	peinte, dorée, etc.	30 »					4	id.	30 »	3
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	846		crystal ou demi cristal.	—	—	—	—	—				
				840 b)	valeur.	100 p. c.					—	—	—	—
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	840 b)		100 kil.	40 »	4	—	—	—				
				840 b)	100 kil.	40 »					4	—	—	—
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	841 a)		100 kil.	20 »	4	—	—	—				
				841 a)	multicolore.	20 »					4	—	—	—
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	841 a)		taillés ou gravés ou décorés d'or.	25 »	4	—	—	—				
				841 a)	autres.	15 »					4	100 kil.	12 »	4
valeur 100 kil.	10 p. c.	3.5	841 a)		autres.	15 »	4	100 kil.	12 »	4				
				841 a)	autres.	15 »					4	100 kil.	12 »	4

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
Ex 351	Verres à vitres :		Fr. c.		Fr. c.	
	ordinaires, dont la superficie ne dépasse pas 0 ^m ² 30	100 kil.	6 50	3	6 50	4.5
	ordinaires, dont la superficie excède 0 ^m ² 50	id.	11 50	3.5	11 50	3
Ex 359	Bouteilles, fioles et flacons ordinaires pleins ou vides :					
	d'une capacité d'un demi-litre et plus	id.	3 50	4	3 50	4
	d'une capacité inférieure à un demi-litre	id.	5 »	4	5 »	4
Ex 362	Plaques en verre pour la photographie, sensibilisées	id.	30 »	3.2	30 »	3.2
Ex 363	Fils de lin, purs, non polis, mesurant au kilogramme, en fil simple, simples écrus :					
	en échevaux :					
	2,000 mètres au moins	id.	16 »	5	16 »	4.5
	plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000 mètres	id.	18 »	5	18 »	4.5
	plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000 mètres	id.	23 »	5	23 »	4.5
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres	id.	33 »	5	33 »	4.5
	plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,000 mètres	id.	40 »	5	40 »	4.5
Ex 363	Fils de chanvre, purs, non polis, mesurant au kilogramme, en fil simple, simples écrus :					
	en échevaux :					
	2,000 mètres ou moins	id.	16 »	5	16 »	4.2
	plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000 mètres	id.	18 »	5	18 »	4.2
	plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000 mètres	id.	23 »	5	23 »	4.2
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres	id.	33 »	5	33 »	4.2
	plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,000 mètres	id.	40 »	5	40 »	4.2
Ex 372	Fils de laine pure, mesurant au kilogramme :					
	simples, blanchis ou non :					
	peignés :					
	pas plus de 40,500 mètres	id.	28 »	4	28 »	3.6
	plus de 40,500 mètres, pas plus de 50,500 mètres	id.	36 »	4	36 »	3.6
	plus de 50,500 mètres, pas plus de 60,500 mètres	id.	44 »	4	44 »	3.6
	plus de 60,500 mètres, pas plus de 70,500 mètres	id.	52 »	4	52 »	3.6

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCEDE A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
valeur	10 p. c.	—	834/5	100 kil.	6 »	4	—	—	—
				id.	[2 » 3 » 4 »	3	—	—	—
			844 a)	id.	3 »	4	—	—	—
			b)	id.	2 50	4	100 kil.	2 50	3
100 kil. valeur	1 50-2 » 10 p. c.	3.5 —	845 a)	id.	5-7 50-10	4	(pour les champenoises)		
				id.	5-7 50-10	4	100 kil.	5-7 50-10	3
valeur	15 p. c.	—	839	id.	35 »	4	id.	32 »	3
—	exempts	—	539 a)	100 kil. 1. jusqu'au 8 ^a	8 »	4	—	exempts	—
				2. + 8 à 20 ^a	12 »	4			
				3. + 20 ^a	exempts	—			
—	exempts	—	539 a)	100 kil. 1. jusqu'au 8 a.	8 »	4	—	exempts	—
				2. + 8 à 20 a.	12 »	4			
				3. + 20 a.	exempts	—			
100 kil.	15	2.5	513 a) 1.	100 kil.	15 »	3	—	—	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
			Fr. c.		Fr. c.	
	Fils de laine pure, mesurant au kilogramme (<i>suite</i>) :					
	simples, blanchis ou non (<i>suite</i>) :					
	cardés :					
	10,000 mètres ou moins	100 kil.	15 »	4	15 »	3.75
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 15,000 mètres	id.	22 »	4	22 »	3.75
	plus de 15,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres	id.	30 »	4	30 »	3.75
	plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,500 mètres	id.	37 »	4	37 »	3.75
	simples, teints ou imprimés :					
	peignés :					
	pas plus de 40,500 mètres	id.	53 »	4	53 »	3.6
	plus de 40,500 mètres, pas plus de 50,500 mètres	id.	61 »	4	61 »	3.6
	plus de 50,500 mètres, pas plus de 60,500 mètres	id.	69 »	4	69 »	3.6
	plus de 60,500 mètres, pas plus de 70,500 mètres	id.	77 »	4	77 »	3.6
	cardés :					
	10,000 mètres ou moins	id.	37 »	4	37 »	3.75
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 15,000 mètres	id.	43 »	4	43 »	3.75
	plus de 15,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres	id.	49 »	4	49 »	3.75
	plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,500 mètres	id.	54 »	4	54 »	3.75
Ex 373	Fils de laine pure, retors pour tissage, mesurant au kilo- gramme, en fil simple :					
	blanchis ou non :					
	peignés :					
	40,500 mètres ou moins	id.	34 »	4	34 »	3.6
	plus de 40,500 mètres, pas plus de 50,500 mètres	id.	44 »	4	44 »	3.6
	plus de 50,500 mètres, pas plus de 60,500 mètres	id.	53 »	4	53 »	3.6
	plus de 60,500 mètres, pas plus de 70,500 mètres	id.	63 »	4	63 »	3.6
	cardés :					
	10,000 mètres ou moins	id.	18 »	4	18 »	3.75
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 15,000 mètres	id.	27 »	4	27 »	3.75
	plus de 15,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres	id.	36 »	4	36 »	3.75
	plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,500 mètres	id.	44 »	4	44 »	3.75
	teints ou imprimés :					
	peignés :					
	40,500 mètres ou moins	id.	59 »	4	59 »	3.6
	plus de 40,500 mètres, pas plus de 50,500 mètres	id.	68 »	4	68 »	3.6
	plus de 50,500 mètres, pas plus de 60,500 mètres	id.	78 »	4	78 »	3.6
	plus de 60,500 mètres, pas plus de 70,500 mètres	id.	87 »	4	87 »	3.6

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	5	2.5	512 a) 1.	100 kil.	5 »	3	—	—	—
id.	20	2.5	513 a) 2.	id.	20 »	3	—	—	—
id.	5	2.5	512 a) 2.	id.	10 »	3	—	—	—
id.	20	2.5	513 b) 1.	id.	20 »	3	—	—	—
id.	5	2.5	512 b) 1.	id.	7.50	3	—	—	—
id.	25 »	2.5	513 b) 2	id.	25 »	3	—	—	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
	Fils de laine pure, retors pour tissage, etc. (suite) :		Fr. c.		Fr. c.	
	cardées :					
	10,000 mètres ou moins	100 kil.	40 »	4	40 »	3.75
	plus de 10,000 mètres, pas plus de 15,000 mètres. . .	id.	47 »	4	47 »	3.75
	plus de 15,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres. . .	id.	54 »	4	54 »	3.75
	plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,500 mètres. . .	id.	60 »	4	60 »	3.75
Ex 433	Tissus de coton mélangé, le coton dominant en poids :					
	Etoffes, autres	id.	124 »	5.5	124 »	4
Ex 440 à 441 ^{bis}	Tissus de laine pure :					
	Draps, casimirs et autres tissus foulés, et tissus ras non foulés :					
	Tissus pour habillement, draperie et autres, pesant au mètre carré, lisières comprises :					
	250 grammes au plus	id.	140 »	4	140 »	3.7
	de 251 grammes à 400 grammes inclusivement . . .	id.	220 »	4	220 »	3.7
	de 401 grammes à 550 grammes inclusivement . . .	id.	180 »	4	180 »	3.7
	de 551 grammes à 700 grammes inclusivement . . .	id.	140 »	4	140 »	3.7
	plus de 700 grammes	id.	110 »	4	110 »	3.7
441 ^{ter}	Draps, unis, teints en pièces, dits « amazon », peignés et cardés ou entièrement cardés, pesant au mètre carré, lisières comprises :					
	400 grammes au plus	id.	230 »	4	230 »	3.7
	401 grammes et au-dessus	id.	180 » 140 » 110 »	4 4 4	180 » 140 » 110 »	3.7 3.7 3.7
466	Livres (1) en langue française (2), en feuilles, brochés, car- tonnés ou reliés et manuscrits	—	exempts.	—	exempts.	—
466 ^{bis}	Livres (1) en langues étrangères ou mortes (2), en feuilles, brochés, cartonnés ou reliés et manuscrits	—	exempts.	—	exempts.	—

(Droits des n° 440 à 441^{bis} selon la catégorie)

(1) Y compris les albums illustrés en noir ou en couleur, avec texte interprétatif, et tous ouvrages (même en feuilles volantes contenues en porte-feuille, ou autrement conditionnés) considérés comme livres dans le commerce de la librairie.

(2) Les livres reliés en maroquinerie bénéficient de la franchise sur leur poids total.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coefficients.	Nos.	Base.	Quotité.	Coefficients.	Base.	Quotité.	Coefficients.
100 kil.	5 »	2 5	542 b) 2	100 kil.	12 50	3	—	—	—
			a)	id.	130 »-100 »	4	—	—	—
			558		80 »-70 »	4	—	—	—
id.	130 »	3	b)	id.	80 »-70 »	4	—	—	—
	100 »-80 »				60 »-50 »	4	—	—	—
valeur.	15 et 5 p. c.		558	id.	80 »	4	—	—	—
100 kil. pesant par m ² :				100 kil. pesant par m ² :					
— 200 grammes.	150 »	3		— 200 grammes.	150 »	4	100 kil.	130 »	4
200 à 350 gr. . .	70 »-125 »	3		200 à 350 gr. . .	120 »	4	id.	115 »	4
350 à 550 gr. . .	60 »-105 »	3	528 a)	350 à 550 gr. . .	100 »	4	—	—	—
550 gr. et plus. . .	50 »-85 »	3		550 gr. et plus. . .	80 »	4	—	—	—
—	exempts.	—	775	—	exempts.	—	—	exempts.	—
—	exempts.	—	775 a)	—	exempts.	—	—	exempts.	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCEDE A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coef- ficients.	Droits.	Coef- ficients.
467	Albums simplement cartonnés à images, à collections ou à dessins en noir ou en couleur (*)	100 kil.	Fr. c. 80 »	2.2	Fr. c. 80 »	2.2
469	Gravures, simili-gravures, photogravures, photocollographies et similaires, estampes, lithographies, chromos. images de décalcomanie sur papier en feuilles, étiquettes et dessins de toute sorte, y compris les calendriers, annonces commerciales et intérieurs d'albums pour photographies et collections et cartes postales illustrées :					
	En une seule couleur autre que le métal, à la main ou autrement, sur papier, carte ou carton, pesant au mètre carré :					
	350 grammes et moins :					
	non vernis	id.	80 »	2.1	80 »	2
	verniss.	id.	120 »	2.1	120 »	2
	de 351 à 700 grammes :					
	non vernis	id.	50 »	2.1	30 »	2
	verniss.	id.	70 »	2.1	70 »	2
	plus de 700 grammes :					
	non vernis	id.	20 »	2.1	20 »	2
	verniss.	id.	25 »	2.1	25 »	2
	En deux ou plusieurs couleurs ou en métal, à la main ou autrement, sur papier, carte ou carton, pesant au mètre carré :					
	350 grammes et moins :					
	non vernis	id.	200 »	2.1	200 »	2
	verniss.	id.	225 »	2.1	225 »	2
	de 351 à 700 grammes :					
	non vernis	id.	120 »	2.1	120 »	2
	verniss.	id.	140 »	2.1	140 »	2
	plus de 700 grammes :					
	non vernis	id.	60 »	2.1	60 »	2
	verniss.	id.	75 »	2.1	75 »	2

(*) Sont admis au régime des livres, et comme tels exemptés de droits (n° 466 et 466^{bis}), les albums illustrés en noir ou en couleur, avec texte interprétatif, et tous ouvrages (même en feuilles volantes contenues en portefeuille ou autrement conditionnés) considérés comme livre dans le commerce de la librairie.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCEDE A LA FRANCE.		
Base.	Quantité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quantité.	Coeffi- cients	Base.	Quantité.	Coeffi- cients.
100 kil.	25 »-60 »	4	775 b)	100 kil.	20 »	4			
			783 a)	id.	50 »	4	100 kil.	50 »	2.1
				id.	70 »	4	id.	65 »	2.1
				id.	100 »	4	id.	85 »	2.1
			b)	id.	40 »	4	id.	40 »	2.1
				id.	60 »	4	id.	50 »	2.1
				id.	90 »	4	id.	60 »	2.1
			c)	id.	30 »	4	id.	30 »	2.1
				id.	50 »	4	id.	40 »	2.1
				id.	80 »	4	id.	50 »	2.1
				100 kil.					
			779 a)	Impressions photos :					
				1. Coloriée main.	200 »	4	id.	200 »	2.1
				2. Autres.	150 »	4	id.	80 »	2.1
			b)	Autres impressions :					
				Cartes-vues, etc. :					
				1. Une couleur. .	50 »	4	id.	80 »	2.1
				2. Deux couleurs.	70 »	4	id.	120 »	2.1
				3. Trois couleurs et plus.	100 »	4	id.	190 »	2.1
			780	Carte-vues, etc., avec tissus, ru- bans, etc.	200 »	4	id.	225 »	2.1
id.	18 »-30 »	4	781	Calendriers, etc. :					
				a) Une couleur. .	30 »	4	id.	20 »	2.1
				b) Deux couleurs.	50 »	4	id.	25 »	2.1
				c) Trois couleurs et plus.	70 »	4	id.	60 »	2.1
id.	35 »-60 »	4							
valeur.	15 p. c.	—	784	Images, vignettes, etc., pesant par m ² :					
				a) 200 grammes :					
				1. Une couleur. .	75 »	4	id.	80 »	2.1
				2. Deux couleurs.	105 »	4	id.	120 »	2.1
				3. Trois couleurs et plus.	150 »	4	id.	200 »	2.1
				b) 200 à 500 gr. :					
				1. Une couleur. .	60 »	4	id.	50 »	2.1
				2. Deux couleurs.	90 »	4	id.	70 »	2.1
				3. Trois couleurs et plus.	135 »	4	id.	120 »	2.1
				c) 500 gr. et us :					
				1. Une couleur. .	45 »	4	id.	20 »	2.1
				2. Deux couleurs.	75 »	4	id.	25 »	2.1
				3. Trois couleur et plus.	120 »	4	id.	60 »	2.1

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
469 ^{ter}	Photogravures et similaires, en feuilles ou découpées en cartes, menus, etc.	100 kil.	Fr. c. Droits du n° 469 selon le genre.	2.4	Fr. c. Droits du n° 469 selon le genre.	2
Ex 476	Peaux préparées à l'aide d'un tannage végétal ou mégissées : seulement tannées ou mégissées : autres (que de chèvre, de chevreau, de mouton et d'agneau), non refendues ni égalisées :					
	entières	id.	25 »	2.8	25 »	2.6
	croupons	id.	32 »	2.8	32 »	2.6
	dépouilles et croûtes	id.	18 »	2.8	18 »	2.6
	corroyées :					
	a) de veau cirées ou prêtes à l'être, non teintées ni noircies au bain ou à la brosse, ni lissées, ni grainées, ni quadrillées, ni imprimées, ni maro- quinées, ni lustrées, ni mates	id.	50 »	3	50 »	2.6
	c) de vache et autres grandes peaux teintées ou noir- cies au bain ou à la brosse, lissées, grainées, quadrillées, imprimées, maroquinées, lustrées ou mates	id.	50 »	2.9	50 »	2.8
	d) crouponnées pour sellerie fine, peaux de cochon, qu'elles soient de couleur naturelle, noires, bru- nies ou teintées	id.	40 »	3	40 »	2.8
	Peaux préparées à l'aide d'un tannage minéral autre qu'à base exclusive d'alumine :					
	seulement tannées ou mégissées : autres (que de chèvre, de chevreau, de mouton et d'agneau) non refen- dus ni égalisées :					
	entières	id.	31 25	3.3	31 25	3.1
	croupons	id.	40 »	3.3	40 »	3.1
	dépouilles et croûtes	id.	22 50	3.3	22 50	3.1
	corroyées :					
	c) de veau et autres petites peaux, qu'elles soient de couleur naturelle, teintées ou noircies au bain ou à la brosse, lissées, grainées, quadrillées, imprimées, maroquinées, lustrées ou mates	id.	75 »	3.3	75 »	3.1
	d) de vache et autres grandes peaux teintées ou noircies au bain ou à la brosse, lissées, grainées, quadrillées, imprimées, maroquinées, lustrées ou mates	id.	62 50	3.3	62 50	3.1
	e) crouponnées pour sellerie fine, peaux de cochon, qu'elles soient de couleur naturelle, noires, brunies ou teintées	id.	50 »	3.3	50 »	3.1

TARIF BELGE										
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.			
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	
—	—	—	Voir d'autre part n° 469.				—	—	—	
100 kil.	15 »	3-3 5-4	468 b) 1.	100 kil.	25 »	3	—	—	—	
			2.	id.	30 »	3	—	—	—	
			3.	id.	20 »	3	—	—	—	
id.	15 »	3-3.5-4	468 b) 1.	id.	25 »	3	—	—	—	
			2.	id.	30 »	3	—	—	—	
			3.	id.	20 »	3	—	—	—	
id.	30 »	2.5	466 b) 1.	id.	40 »	3	100 kil.	36 »	3	
			2.	id.	50 »	3		id.	45 »	3
id.	15 »	5	466 b) 1.	id.	40 »	3	id.	36 »	3	
										2.
id.	30 »	2.5	466 b) 1.	id.	40 »	3	—	—	—	
			2.	id.	50 »	3	—	—	—	
			3.	id.	20 »	3	—	—	—	
id.	15 »	3-3.5-4	468 b) 1.	id.	25 »	3	—	—	—	
			2.	id.	30 »	3	—	—	—	
			3.	id.	20 »	3	—	—	—	
id.	15 »	3-3.5-4	468 b) 1.	id.	25 »	3	—	—	—	
			2.	id.	30 »	3	—	—	—	
			3.	id.	20 »	3	—	—	—	
id.	30 »	4	466 a).	id.	60 »	3	100 kil.	55 »	3	
			b) 1.	id.	40 »	3		id.	36 »	3
			2.	id.	50 »	3		id.	45 »	3
			3.	id.	30 »	3		—	—	—
id.	15 »	3-3 5-4	466 a).	id.	25 »	3	—	—	—	
			b) 1.	id.	20 »	3	—	—	—	
			2.	id.	30 »	3	—	—	—	
id.	15 »	5	466 b) 1.	100 kil.	40 »	3	100 kil.	36 »	3	
			2.	id.	50 »	3		id.	45 »	3
			3.	id.	20 »	3		—	—	—
id.	30 »	2.5	466 b) 1.	id.	40 »	3	id.	36 »	3	
			2.	id.	50 »	3				id.
id.	15 »	3-3.5-4	468 b) 1.	id.	25 »	3	—	—	—	
			2.	id.	30 »	3	—	—	—	
			3.	id.	20 »	3	—	—	—	

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
			Fr. c.		Fr. c.	
	Peaux vernies préparées à l'aide d'un tannage végétal . . .	100 kil.	125 »	5	125 »	4.5
	Peaux vernies préparées à l'aide d'un tannage minéral autre qu'à base exclusive d'alumine :					
	a) de chèvre, de chevreau, de mouton, d'agneau . . .	id.	146 87	5	146 87	4.5
	b) autres	id.	140 62	5	140 62	4.5
488	Courroies, bandes et lanières pour courroies, cordes pour transmissions, tuyaux en cuir, plaques et rubans non boutés pour cardes, bandes et morceaux découpés, manchons et ouvrages en peau et en cuir pour pneuma- tiques, filatures, tissages et machines :					
	en cuir naturel :					
	tanné à l'alumine ou à l'aide d'un tannage végétal, corroyé ou non, ou en cuir non tanné, brut ou parche- miné	id.	65 »	4.7	65 »	4.2
	tanné à l'aide d'un tannage minéral autre que l'alumine.	id.	81 25	4.7	81 25	4.2
491 ^{quat.}	Couvertures pour reliure de livres, journaux et publications périodiques, en peau, étoffe, carton, papiers unis ou décorés et autres (*)	—	divers		exemptes	
513	Tenders de machines à vapeur locomotives.	400 kil.	12 »	2.8	12 »	2.8
Ex 524	Machines dynamo-électriques pesant :					
	5,000 kil. et plus et renfermant :					
	au moins 50 p. c. de fonte grise ou de fonte d'acier. . .	id.	13 »	4.7	13 »	4.4
	moins de 50 p. c. de fonte grise ou de fonte d'acier . . .	id.	20 »	4.7	20 »	4.4
525 ^{quat.}	Appareils de chargement pour hauts-fourneaux; gueulards de hauts-fourneaux; poches à fontes; mélangeurs à fontes; convertisseurs d'aciérie, chariots de coulée; trains de laminoirs divers: rouleaux entraîneurs; ripeurs pour laminoirs; appareils de chargement de fours Martin, etc.	id.	12 »	3.2	12 »	3

(*) Les articles de l'espèce garnis de métal précieux ou de tabletterie acquittent séparément sur ces garnitures le droit de la bijouterie ou de la tabletterie, suivant le cas.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	30 »	4	467	100 kil.	125 »	3	100 kil. pour voitures . . pour chassis res.	125 » 75 »	3 3
100 kil. id. valeur.	30 » 12 » 5 et 10 p. c.	3 6 —	483 — 484	courroies : 100 kil. autres : 100 kil.	45 » 50 »	3 3	— —	— —	— —
id.	15-5 p. c.	—	755 a) — — b)	1. valeur. 2. 100 kil. 3. id. id.	20 p. c. 150 35 20	— 4 4 4	— — — —	exemptes — — —	— — — —
100 kil.	4 »	6	1031	100 kil.	6 »	4	—	—	—
id.	2-4	6	1075	id.	12 »	4.5	—	—	—
id.	12 »	6	1075	id.	12 »	4.5	—	—	—
id.	2 » - 4 »	6	1064 b)	100 kil. : 50.000 et plus. 10 000 à 50 000 2.500 à 10 000 1.000 à 2 500 500 à 1.000 250 à 500 100 à 250 50 à 100 moins de 50 kil.	5 » 6 50 8 » 9 » 12 » 16 » 20 » 25 » 30 »	4 4 4 4 4 4 4 4 4	100 kil. id. id. id. id.	10 » 12 » 15 » 18 » 20 »	4 4 4 4 4

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
	Chaudières à vapeur :		Fr. c.		Fr. c.	
526	en tôle de fer ou d'acier, simples ou munies de bouilleurs, de réchauffeurs, ne comportant pas de tubes (1)	100 kil.	9 »	2.8	9 »	2.6
526 ^{bis}	en tôle de fer ou d'acier à foyer intérieur ne comportant pas de petits tubes (1)	id.	10 50	2.8	10.50	2.6
526 ^{ter}	en tôle de fer ou d'acier, tubulaires ou semi-tubulaires, c'est-à-dire comportant des tubes en fer, acier, cuivre ou laiton (1) (2)	id.	14 »	2.4	14 »	2.4
526 quat.	multitubulaires et éléments de ces chaudières (1) (2)	id.	18 »	3	18 »	2.8
Ex 526 quinq.	Chaudières découvertes, gazomètres, récipients en tôle de fer ou d'acier non galvanisée, d'une épaisseur (1) (2) :					
	de 5 millimètres et au-dessus	id.	9 »	2.9	9 »	2.6
	de 1 à 5 millimètres	id.	11 »	2.9	11 »	2.6
Ex 526 ^{sex.}	Calorifères à vapeur et à eau chaude et leurs chaudières, calorifères à pétrole, à l'exclusion des chauffe-bains	id.	12 »	2.9	12 »	2.6
532 ^{bis}	Cylindres de laminaires :					
	bruts	id.	5 »	4	5 »	3.5
532 ^{ter}	Volants de machines :					
	bruts de fonderie, simplement ébardés	id.	8 »	3	8 »	2.5
	autres	id.	12 »	3	12 »	2.5
533 ^{oct.}	Bâtis et carcasses de dynamos et de moteurs électriques, croisillons d'induits, fourreaux de collecteurs, pôles pleins de dynamos alternateurs, en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, en fonte malléable, en tôle emboutie ou soudée, bruts pesant :					
	plus de 1,000 kilogrammes	id.	8 »	5	8 »	4
	plus de 300 kil. jusqu'à 1,000 kil.	id.	8 50	5	8 50	4
	plus de 100 kil. jusqu'à 300 kil.	id.	9 »	5	9 »	4
	plus de 15 kil. jusqu'à 100 kil.	id.	9 50	5	9 50	4
	plus de 3 kil. jusqu'à 15 kil.	id.	10 »	5	10 »	4
	plus de 1 kil. jusqu'à 3 kil.	id.	15 »	5	15 »	4
	moins de 1 kilogramme	id.	20 »	5	20 »	4

(1) Les appareils de service ou de sûreté payent les droits applicables suivant l'espèce, sauf ceux qui sont attachés aux parois de la chaudière d'une façon fixe et permanente. Les fontes de foyer sont taxées séparément aux droits du n° 555.

(2) Les tubes en acier emboutis ou sans soudure compris dans les chaudières payent les droits inscrits au n° 576^{bis} pour les tubes de l'espèce.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	4 »	6	1020 1023	100 kil.	5 - 6 - 10	4	—	—	—
id.	4 »	6	1021	id.	6 »	4	—	—	—
id.	4 »	4	901 a) 898	id.	4 »	4	—	—	—
id.	2 »	4	1022	id.	5 »	4	—	—	—
id.	2 »	6	1060	id.	4 »	4	—	—	—
valeur.	15 %	—	1002 b) c) d)	id.	8 - 10 12	4	—	—	—
id.	2 » - 4 »	4	1034 a)	id.	2 50	4	—	—	—
100 kil.	2 »	4	1065 a)	100 kil.	2 » - 3 »	4	—	—	—
id.	2 »	6	b)	id.	4 » - 5 »	4	—	—	—
Importés isolément et n'ayant pas reçu un travail du ressort de l'électricien :									
100 kil.	2 » - 4 »	4	1074 b)	100 kil. bruts					
				1,000 kil. et plus.	6 »	4			
				300 à 1,000 kil.	7 »	4			
				100 à 300 kil.	8 »	4	—	—	—
				15 à 100 kil.	10 »	4			
				4 à 15 kil.	11 »	4			
				— de 4 kil.	12 »	4			

(3) Les objets qui sont fabriqués en tôle galvanisée, émaillée ou étamée ou en tôle de moins de 1 millimètre d'épaisseur, payent les droits inscrits au n° 568.

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
535 ^{ter}	Fils et câbles isolés pour l'électricité composés d'âmes en fer, acier, cuivre ou alliage de cuivre (*) recouvertes :		Fr. c.		Fr. c.	
	de soie en combinaison avec du caoutchouc ou de la gutta-percha, sans enveloppe protectrice en métal	100 kil.	100 »	4.8	100 »	4.4
	de caoutchouc ou de gutta-percha seuls ou en combinaison avec des matières autres que la soie, sans enveloppe protectrice en métal	id.	70 »	4.8	70 »	4.4
	autres si l'âme métallique a un diamètre :					
	égal ou supérieur à $\frac{2}{10}$ de millimètre	id.	40 »	4.8	40 »	4.4
	inférieur à $\frac{2}{10}$ de millimètre	id.	60 »	4.8	60 »	4.4
Ex 536	Induits de machines dynamo-électriques et pièces détachées telles que bobines pleines ou vides en métal entourées de cuivre isolé; pièces travaillées en métal, ajustées ensemble ou démontées pour machines, appareils électriques, appareils électro-techniques, transformateurs et autres applications de l'électricité, pesant :					
	2,000 kil. et plus	id.	25 »	5	25 »	4.7
553	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :					
	a) Tuyaux cylindriques droits, pour canalisations, de 7 millimètres d'épaisseur et plus. Poutrelles et colonnes pleines ou creuses, non ornées; bâtis de colonnes simplement percés de trous; cornues pour la fabrication du gaz; barreaux pleins de grilles et leurs assemblages; grilles et plaques de foyer; barres droites à sections pleines; cuves de grande dimension pour usages industriels; trappes de regards; plaques d'égoûts et objets analogues d'un moulage grossier	id.	4 »	5	4 »	4.5
	b) Cuvelages de mines en fonte moulée	id.	droits de 553 a) majorés d'un tiers.			
553 ^{bis}	Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis :					
	Tuyaux cylindriques droits, pour canalisations, de moins de 7 millimètres d'épaisseur, tuyaux dits raccords de canalisations, tels que coudes, embranchements, raccords droits (y compris les raccords munis de brides brutes percées à la mèche)	id.	5 »	5	5 »	4.5
554	Fonte mécanique ou d'ornement pesant :					
	Plus de 50 kil. par unité	id.	4 »	5	4 »	4.5
	De 5 à 50 kil.	id.	5 »	5	5 »	4.5
	Moins de 50 kil.	id.	6 »	5	6 »	4.5

(*) Les produits de l'espèce fabriqués avec des fils en aluminium suivent le régime de ces fils (voir le répertoire général).

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	12 »	6	1080 a)	100 kil.	60 »	4	—	—	—
id.	12 »	6	1080 b)	id.	30 »	4	—	—	—
id.	» - 12 »	6	1080 c)	id.	25 »	4	—	—	—
valeur	10 %	—	1079	id.	12 »	4	—	—	—
100 kil.	40 » - 2 » - 4 »	6	1089 a)	id.	20 »	4.5	—	—	—
id.	12 »	6	b)	id.	14 »	4.5	—	—	—
valeur	10 p. c.	—							
100 kil.	2 »	4	868 a)	id.	2 »	3	100 kil.	2 »	2.5
id.	2 »	4	871 a)	id.	2 50 à 7 »	3	id.	2 50 à 7 »	2.5
			870	id.	3 »	3	id.	3 »	2.5
id.	2 »	4	868 a)	id.	2 »	3	id.	2 »	2.5
			b)	id.	2 »	3	id.	2 »	2.5
			869 a)	id.	2 50	3	id.	2 50	2.5
			b)	id.	3 »	3	id.	3 »	2.5
				id.	3 50	3	id.	3 50	2.5
id.	2 »	4	871 a)	id.	2 50 à 7 »	3	id.	2 50 à 7 »	2.5
valeur	15 p. c.	—	b)	id.	5 » à 15 »	4	id.	5 » à 15 »	3.5
100 kil.	2 »	6	c)	id.	4 » à 10 »	4	id.	4 » à 10 »	3.5

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
			Fr. c.		Fr. c.	
555 ^{bis}	Cylindres à ailettes et à enveloppe d'eau, pistons, carters, tubulures en fonte pour moteurs à explosion, pesant l'unité :					
	Plus de 60 kil. par unité	100 kil.	7 »	5	7 »	4.5
	De 12 à 60 kil.	id.	9 »	5	9 »	4.5
	Moins de 12 kil.	id.	11 »	5	11 »	4.5
556	Ouvrages en fonte trempée (durcie par coulée en coquille) bruts, simplement ébarbés, pesant par unité :					
	plus de 500 kilogrammes	id.	4 »	5.3	4 »	5
	de 100 à 500 kilogrammes	id.	8 »	5.3	8 »	5
	moins de 100 kilogrammes	id.	11 »	5.3	11 »	5
	tournés, limés, ajustés, montés ou non sur arbres en fer ou en acier, posant par unité :					
	plus de 500 kilogrammes.	id.	12 »	5.3	12 »	5
	de 100 à 500 kilogrammes.	id.	17 »	5.3	17 »	5
	moins de 100 kilogrammes.	id.	22 »	5.3	22 »	5
557	Poêles, cheminées, calorifères, fourneaux de cuisine, cuisinières, entièrement en fonte, et les pièces détachées pour ces appareils, ornementés ou non, non polis, ni étamés, ni décorés par des applications d'émail ou de vernis	id.	6 »	5.2	6 »	5
	Les mêmes appareils en fonte et tôle ou en tôle, et les pièces détachées pour ces appareils, ornementés ou non, non polis, ni étamés, ni décorés par des applications d'émail ou de vernis	id.	9 »	5.2	9 »	5
	Les mêmes appareils contenant des pièces de fonte ou de tôle, polies, étamées, vernissées ou décorées par des applications d'émail en une seule couleur	id.	12 »	5.2	12 »	5
	Les mêmes appareils contenant des pièces de fonte ou de tôle, revêtues d'impressions ou de dessins, ou décorées avec or ou par des applications d'émail en plusieurs couleurs	id.	19 »	5.2	19 »	5
557 ^{bis}	Ouvrages en fonte moulée :					
	Poteries et autres objets non repris aux numéros 552 à 557 du tarif	id.	4 »	5.5	4 »	5.3
558 ^{bis}	Petits ouvrages non dénommés en fer ou en acier, pièces pour grilles, barrières de passages à niveau, pour marquises, serres, kiosques, verandas, châssis fixes ou mobiles, fers à vitrage assemblés ou non en châssis, fermetures en tôle pour magasins et, en général, toutes pièces comprenant un ou plusieurs éléments percés, ou ajustés, ou assemblés avec rivets ou boulons, chaque élément pesant moins de 5 kilogrammes le mètre courant	id.	10 »	7.6	10 »	6

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	2 »	4	871 a)	100 kil.	2 50 à 7 »	3	100 kil.	2 50 à 7 »	2.5
			871 a)	100 kil.	2 50 à 7 »	3	id.	2 50 à 7 »	2.5
			1034 a)	id.	2 50	4	—	—	—
100 kil.	2 »	4	—	—	—	—	—	—	—
id.	2 »	6	—	—	—	—	—	—	—
			871 c)	100 kil.	4 » à 10 »	4	100 kil.	4 » à 10 »	3.5
			1034 b)	id.	3 50	4	—	—	—
			1002 a)	id.	4 »	4	—	—	—
			1002 b)	id.	8 »	4	—	—	—
valeur	15 p. c.	—	1002 c)	id.	10 »	4	—	—	—
			1002 e)	id.	15 »	4	—	—	—
			1002 d)	id.	12 »	4	—	—	—
			1002 e)	id.	15 »	4	—	—	—
100 kil.	2 »	4	871 a)	id.	2 50 à 7 »	3	100 kil.	2 50 à 7 »	2.5
valeur	15 p. c.	—	—	—	—	—	—	—	—
100 kil.	4 »	4	898	100 kil.	5 »	4	—	—	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
			Fr. c.		Fr. c.	
558 ^{ter}	Ferrures de voitures et spécialement celles rentrant dans la construction du matériel roulant des chemins de fer (y compris les tampons de choc et crochets de traction), pesant :					
	15 kilogrammes et plus	100 kil.	12 »	5.3	12 »	5
	moins de 15 kilogrammes	id.	15 »	5.3	12 »	5
559	Serrures :					
	entièrement en fer	id.	15 »	6.1	15 »	5.5
	à palastre de fer, avec partie de cuivre ou de laiton :					
	sans être à gorges	id.	20 »	6.1	20 »	5.5
	à gorges	id.	25 »	6.1	25 »	5.5
	à palastre de cuivre :					
	sans être à gorges	id.	25 »	6.1	25 »	5.5
	à gorges	id.	30 »	6.1	30 »	5.5
559 ^{bis}	Cadenas à coffre entièrement en fer brut, sans décor ni vernis :					
	sans être à gorges	id.	15 »	6.1	15 »	5.5
	à gorges (clé à panneton divisé)	id.	20 »	6.1	20 »	5.5
	Cadenas à coffre autres :					
	sans être à gorges	id.	25 »	6.1	25 »	5.5
	à gorges (clé à panneton divisé)	id.	30 »	6.1	30 »	5.5
559 ^{ter}	Paumelles, avec ou sans parties de cuivre ou de laiton, ou tout en cuivre ou laiton.	id.	20 »	4.2	20 »	4
Ex 559 ^{quat}	Clés, pènes en fer de toutes sortes, fiches, charnières en fer ou en tôle, loquets, targettes et tous autres objets, en fer brut, ébarbés ou non, tournés, limés ou polis pour ferrures de meubles, portes, croisées	id.	15 »	6.1	15 »	5.7

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	4 »	4	920	100 kil.	5 »	4	100 kil.	5 »	3.5
id.	4 »	6	920	id.	7 »	4	id.	7 »	3.5
id.	4 »	4	918	en fer ou plus de 90 p. c. de ce métal :			100 kil.	40 »	4
				a) 100 kil.	60 »	4			
				b) id.	30 »	4			
				c) id.	20 »	4			
				10 à 50 p. c. de cuivre :					
valeur	10-15 p. c.	—	952 a)	100 kil.	35 »	4	—	—	—
				en cuivre ou plus de 50 p. c. de cuivre :					
			952 b)	100 kil.	45 »	4	—	—	—
100 kil.	4 »	4	918	en fer ou plus de 90 p. c. de ce métal :			100 kil.	40 »	4
				a) 100 kil.	60 »	4			
				b) id.	30 »	4			
				c) id.	20 »	4			
valeur	10 p. c.	—		Fer :					
100 kil.	4 »	4	919	100 kil.	12 »	4	—	—	
valeur	10 p. c.	—	953	10 à 100 p. c. de cuivre :					
			a)	100 kil.	45 »	4			
			b)	id.	55 »	4			
			c)	id.	120 »	4	100 kil.	120 »	4
							ou au choix de l'importateur :		
							valeur	0 p. c.	
100 kil.	4 »	4	919	100 kil.	12 »	4	—	—	—
Valeur	15 p. c.	—							

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCEDE A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
Ex 561	Câbles de fer et d'acier :		Fr. c.		Fr. c.	
	en fils de moins de 70 kil. de résistance par millimètre carré de section et d'un diamètre de :					
	plus de 2 millimètres	100 kil.	9 »	4.2	9 »	3.8 ⁽¹⁾
	plus de 1 jusqu'à 2 millimètres	id.	12 »	4.2	12 »	3.8 ⁽¹⁾
	plus de 5/10 jusqu'à 1 millimètre	id.	14 »	4.2	14 »	3.8 ⁽¹⁾
	5/10 et moins	id.	22 »	4.2	22 »	3.8 ⁽¹⁾
	en fils de 70 à 175 kil. de résistance par millimètre carré de section et d'un diamètre de :					
	plus de 2 millimètres	id.	12 »	4.2	12 »	4 ⁽¹⁾
	plus de 1 jusque 2 millimètres	id.	15 »	4.2	15 »	4 ⁽¹⁾
	plus de 5/10 jusqu'à 1 millimètre	id.	17 »	4.2	17 »	4 ⁽¹⁾
	5/10 et moins	id.	32 »	4.2	32 »	4 ⁽¹⁾
	en fils de plus de 175 kil. de résistance par millimètre carré de section et d'un diamètre de :					
	plus de 2 millimètres	id.	20 »	4.2	20 »	4 ⁽¹⁾
	plus de 1 jusqu'à 2 millimètres	id.	28 »	4.2	28 »	4 ⁽¹⁾
	plus de 5/10 jusqu'à 1 millimètre	id.	41 »	4.2	41 »	4 ⁽¹⁾
	5/10 et moins	id.	55 »	4.2	55 »	4 ⁽¹⁾
561 ^{bis}	Ronces artificielles	id.	11 »	4.2	11 »	4
Ex 562 ^{bis}	Chaines en fer ou en acier, à maillons d'une épaisseur de 8 millimètres et moins	id.	15 »	4.2	15 »	4 ⁽²⁾
564	Clous posant :					
	gros, plus de 20 kilogrammes le mille	id.	6 »	3.5	6 »	3.2
	moyens, plus de 5 kilogrammes, pas plus de 20 kilogrammes le mille	id.	9 »	3.5	9 »	3.2
	petits, de 200 grammes à 5 kilogrammes le mille	id.	14 »	3.5	14 »	3.2
	très petits, au-dessous de 200 grammes le mille	id.	30 »	3.5	30 »	3.2

(1) Le coefficient ne s'applique pas aux câbles destinés aux navires de commerce.

(2) Le coefficient ne s'applique pas aux chaînes destinées aux navires de commerce.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
100 kil.	4 »	4	910	100 kil. Câbles en fils d'un diamètre : de 2 ^m /m et plus	6 »	4	—	—	—
				1 à 2 ^m /m	9 »	4	—	—	—
				0.5 à 1 ^m /m	12 »	4	—	—	—
				moins de 0.5 ^m /m	20 »	4	—	—	—
id.	4 »	4	911	100 kil.	4 »	4	100 kil.	4 »	3.5
id	4 »	4	916	Id.	6 » - 10 »	4	—	—	—
id.	4 »	4	907	100 kil. pesant par mille : 20 kil. et plus	4 »	4	100 kil.	4 »	3.5
				5 à 20 kil	5 »	4	id.	5 »	3.5
				1 à 5 kil.	6 »	4	id.	6 »	3.5
				0.2 à 1 kil.	10 »	4	id.	10 »	3.5
				moins de 0.2 kil.	15 »	4	id.	15 »	3.5

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
565	Pointes, en fils de fer ou d'acier, fabriqués à la mécanique, qu'elles soient ou non étamées, cuivrées, zinguées, ou coaltarées :		Fr. c.		Fr. c.	
	de plus de 2 millimètres de diamètre.	100 kil.	8 »	3.3	8 »	3
	de plus de 1 millimètre de diamètre jusqu'à 2 milli- mètres	id.	11 »	3.3	11 »	3
	de 1 millimètre de diamètre et au-dessous	id.	24 »	3.3	24 »	3
566	Vis, pitons, gonds, crochets, boulons, rivets, écrous et tous articles non dénommés de boulonnerie ou de visserie, munis ou non de pas de vis, même polis, vernis, ou enduits d'un apprêt quelconque, mais n'ayant subi aucun travail de tour ou de décolletage, d'un diamètre :					
	de 25 millimètres et plus	id.	10 »	5.7	10 »	4.2 (1)
	de 18 à 25 millimètres	id.	12 »	5.7	12 »	4.2 (1)
	de 12 à 18 millimètres	id.	14 »	5.7	14 »	4.2 (1)
	de 8 à 12 millimètres	id.	17 »	5.7	17 »	4.2 (1)
	de 3 à 8 millimètres	id.	22 »	5.7	22 »	4.2 (1)
	au-dessous de 3 millimètres	id.	28 »	5.7	28 »	4.2 (1)
566 ^{1/2}	Les mêmes articles tournés ou décolletés, d'un diamètre :					
	de 25 millimètres et plus	id.	12 »	5.7	12 »	4.2 (1)
	de 18 à 25 millimètres	id.	18 »	5.7	18 »	4.2 (1)
	de 12 à 18 millimètres	id.	20 »	5.7	20 »	4.2 (1)
	de 8 à 12 millimètres	id.	22 »	5.7	22 »	4.2 (1)
	de 3 à 8 millimètres	id.	30 »	5.7	30 »	4.2 (1)
	au-dessous de 3 millimètres	id.	38 »	5.7	38 »	4.2 (1)
Ex 569	Hache-viande presse-viande, presses à confitures	id.	16 »	3	16 »	2.5
Ex 581	Armes de commerce :					
	Fusils de chasse se chargeant par la culasse, à un ou plu- sieurs coups :					
	à percussion centrale et à chiens extérieurs	valeur	25 p. c.	—	25 p. c.	—
	à percussion centrale et à chiens intérieurs, ainsi que tous fusils non compris dans les catégories précé- dentes	id.	20 p. c.	—	20 p. c.	—
	Armes de tir se chargeant par la culasse, carabines, revol- vers, pistolets à répétition ou autres et cannes-fusils	id.	20 p. c.	—	20 p. c.	—

(1) Le coefficient est fixé à 3.8 pour les vis à bois, en fer ou en acier.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCÉDÉ A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coefficients.	Nos	Base.	Quotité.	Coefficients.	Base.	Quotité.	Coefficients.
100 kil.	4 »	4	908	100 kil. diamètre ou épaisseur : plus 5 millimètres	4 »	4	100 kil.	4	3.5
				2 à 5 millimètres.	5 »	4	id.	5	3.5
				1 à 2	7 »	4	id.	7	3.5
				1 millim. et moins	10 »	4	id.	10	3.5
100 kil.	4 »	4	909 a)	100 kil. diamètre ou épaisseur : 25 millim. et plus.	4 »	4	—	—	—
				18 à 25	4 50	4	—	—	—
				12 à 18	5 »	4	—	—	—
				8 à 12	6 »	4	—	—	—
				5 à 8	10 »	4	—	—	—
				2 à 5	20 »	4	—	—	—
				moins de 2 millim.	40 »	4	—	—	—
			909 b)	25 millim. et plus.	5 »	4	—	—	—
				18 à 25	6 »	4	—	—	—
				12 à 18	8 »	4	—	—	—
				8 à 12	15 »	4	—	—	—
				5 à 8	20 »	4	—	—	—
				2 à 5	35 »	4	—	—	—
				moins de 2 millim.	50 »	4	—	—	—
valeur	15 p. c.	—	871 a)	100 kil.	2 50 à 7 »	3	100 kil.	2 50 à 7 »	2.5
			b)	id.	5 » à 15 »	4	id.	5 » à 15 »	3.5
			c)	id.	4 » à 10 »	4	id.	4 » à 10 »	3.5
			933 a)	id.	5 » à 12 »	4	id.	5 » à 12 »	3.5
			b)	id.	10 » à 16 »	4	id.	10 » à 16 »	3.5
			c)	id.	12 » à 25 »	4	id.	12 » à 25 »	3.5
—	exemptes	—	1449	—	exemptes	—	—	—	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
Ex 586	Cartouches de chasse vides (enveloppes de cartouches amor- cées ou non)	100 kil.	Fr. c. 75 »	4	Fr. c. 75 »	3.4
Ex 604	Pianos droits et pianos à queue	valeur	35 p. c.	—	25 p. c.	—
Ex 614	Wagons de terrassement pour chemins de fer à voies ordi- naires	100 kil.	5 »	3.9	5 »	3.7
	Wagons de terrassement pour chemins de fer à voies étroites	id.	7. »	3.9	7 »	3.7
Ex 620	Chapes, chambres à air ou pneumatiques pour voitures et motocyclettes *	id.	100 » *220 »	1.5 *1.9	100 » —	1.5 —
	Chapes, enveloppes pneumatiques ou bandages pour roues de cycles, à l'état brut, travaillé ou fini (1)	id.	220 »	1.9	100 »	2.5
	Chambres à air pour roues de cycles, à l'état brut, travaillé ou fini (1)	id.	220 »	1.9	100 »	3
	Courroies, tuyaux, clapets et autres ouvrages en caoutchouc ou gutta-percha, purs ou mélangés, souples ou durcis, combinés ou non avec tissus ou autres matières (2) . . .	id.	70 »	3	70 »	3

(1) Ces produits suivent actuellement le régime du n° 614^{bis} (pièces de vélocipèdes).

(2) Dans cet article sont compris les ceintures ombilicales, doigtiers simples et pour médecins, gants divers, bonnets de bain, fabriqués entièrement en caoutchouc, ainsi que les talons en caoutchouc sans accessoires métalliques.

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCEDE A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Base.	Quotité.	Coeffi- cients.
valeur	20 p. c.	—	1203	100 kil.	50 »	4	100 kil.	50 »	3
id.	20 p. c.	—	1124 a)	id. (droits)	55 »	3	—	—	—
			b)	id. (à queue)	100 »	3	—	—	—
100 kil.	2 »-4 »	6	1033	100 kil.	5 »-6 »	4	—	—	—
valeur	10 p. c.	—							
id.	12 p. c.	—		Bandages pneumatiques :					
				1. Enveloppes pour autos et motos :					
				A. Ferrées . . .	150 »	3	100 kil.	150 »	1.5
				B. Autres . . .	140 »	3	id.	140 »	2
id.	12 p. c.	—	704 b)	2. Enveloppes pour autres véhicules :					
				—	120 »	3	id.	120 »	1.5
id.	12 p. c.	—		3. Chambres à air pour autos, motos et autres véhicules :					
100 kil.	30 »	3		100 kil.	200 »	3	autos et motos	200 »	—
valeur	5 p. c.	—					100 kil.	200 »	—
id.	10 p. c.	—					autres véhicules	200 »	1.5
100 kil.	12 p. c.	6					100 kil.	200 »	1.5
valeur	15 p. c.	—					id.	50 »	2.5
			705	Courroies	50 »	3			
			706	Tuyaux a)	valeur 5 p.c.	—			
				b)	60 »	3			
			707	Clapets et soupapes	60 »	3			
			700	Feuilles	20 »	2			
			701	id.	25 »	2			
			702	id.	50 »	2			
			708	Ballons, etc.	300 »	4	100 kil.	210 »	—
			709	Randes pour billards	120 »	3	id.	120 »	1.5
			710	Billes billard	valeur 15 p.c.	—			
			711	Blocs (pour chocs)	60 »	3	100 kil.	60 »	1.5
			712	Rouhons	60 »	3			
			713	Chiffres	valeur 15 p.c.	—			
			714	Coussins, etc.	300 »	4	100 kil.	210 »	—
			715	Jonets	valeur 20 p.c.	—	valeur	15 p. c.	—
			716	Manches	id. 5 p.c.	—			
			717	Plaques pour armes	exemptes	—			
			719	Talons	50 »	3			
			720	Tapis	60 »	4	100 kil.	60 »	3
			721	Ouvrages n. d.	valeur 10 p.c.	—	valeur	10 p. c.	—
			718	Tabletterie, etc.	id. 15 p.c.	—	id.	15 p. c.	—

Numéro du Tarif.	Marchandises.	Base.	TARIF MINIMUM.		TARIF CONCÉDÉ A LA BELGIQUE.	
			Droits.	Coeffi- cients.	Droits.	Coeffi- cients.
Ex 620 ^{bis}	Ouvrages en amiante ou en asbeste (1) :		Fr. c.		Fr. c.	
	Papier ou carton :					
	en feuilles (découpées ou non) de format rectangulaire	100 kil.	25 »	2.7	25 »	2.6
	façonnés, découpés, en format non rectangulaire, armés ou non de fils, toiles ou pièces métalliques	id.	50 »	2.7	50 »	2.6
	Fils et cordes associés ou non à d'autres matières.	id.	60 »	3.3	60 »	3.1
	Tresses, tissus et autres ouvrages avec ou sans incorpo- ration d'autres matières	id.	75 »	3.3	75 »	3.1
Ex 644	Brosserie :					
	commune, montée en bois : garnie de fibres végétales, de baleine, de fils ou de lamelles d'acier ou de cuivre, de morceaux de peau chamoisée ou de feutre en matières végétales ou en poils grossiers	id.	30 »	5.4	30 »	4.8
	garnie de fibres animales (autres que de baleine), de poils ou de crins, de feutre en laine pure ou mélangée de poils ou de moins de 25 % de matières végétales	id.	60 »	5.4	60 »	4.8
	garnie de matières végétales et animales ou de feutre en laine mélangée de 25 % et plus de matières végétales.	id.	45 »	5.4	45 »	4.8
	Brosserie fine montée en bois, en os, corne, buffe, carton moulé, laqué, ivoire et caillie factices, celluloïd, caout- chouc durci, caséine durcie et autres matières plastiques similaires	id.	125 »	5.6	125 »	5
647 ^{bis}	Corsets :					
	Tissu de coton, laine, lin ou chanvre :					
	unis, sans éventail ni garniture.	pièce.	0.50	5	0.50	5
	Tissu de coton, laine, lin ou chanvre :					
	garnis et éventailés	id.	0.60	5	0.60	5
	Tissu soie, mélangée ou non, avec ou sans éventail et garniture	id.	1.20	5	1.20	5
651	Fleurs, feuillages, fruits artificiels :					
	même fixés sur d'autres objets que les ouvrages de modes, branches pour vases et articles similaires pour déco- rations et leurs parties détachées :					
	formés en tout ou partie de tissus de soie naturelle ou artificielle pure ou mélangée	100 kil valeur.	1,000 »	4	—	—
	en crin, en coton et toutes autres matières non pré- cieuses	100 kil. valeur.	600 »	4	15 p. c.	—

(1) Suivent le régime du n° 620^{bis} : les marchandises non mentionnées ailleurs en amiante, papier ou tissu d'amiante, par exemple, tissus en amiante caoutchouté, marchandises d'amiante caoutchoutées, gants, vêtements, masques, casquettes,

TARIF BELGE									
EN VIGUEUR.			PROJET DE TARIF (Minimum)				TARIF CONCEDE A LA FRANCE.		
Base.	Quotité.	Coeffi- cients.	Nos	Base.	Quotité.	Coeffi- cients	Base	Quo- té.	Coeffi- cients.
valeur.	5 p. c.	—	801 a)	100 kil.	5 »	3	—	—	—
id.	5 p. c.	—	801 b)	id.	8 »	3	—	—	—
—	exempts.	—	802 1210	id. Bourrages-valeur.	12 » 5 p. c.	3 —	—	—	—
valeur.	5-15 p. c.	—	802 803 804 1210	100 kil. id. id. Bourrages-valeur.	12 » 20 » 25 » 5 p. c.	3 3 3 —	—	—	—
id.	15 p. c.	—	1186 a)	id.	15 p.c.	—	—	—	—
id.	15 p. c.	—	1186 b)	id.	20 p. c.	—	valeur.	15 p. c.	—
id.	15-20 p. c.	—	613	id.	20 p. c.	—	pièce.	0 60	4
id.	20 p. c.	—	626 a)	id.	20 p. c.	—	id.	0 75	4
id.	15 p. c.	—	626 b)	id.	15 p. c.	—	id.	1 25	4

chaussures, bourrelets en tissu d'amianté et aussi caoutchoutés, toutes ces marchandises combinées aussi avec d'autres matières, en tant qu'elles ne sont pas par là soumises à des droits plus élevés.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 NOVEMBER 1923.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van de Handelsovereenkomst gesloten den 12^e Mei 1923 tusschen het Belgisch- Luxemburgsche Economisch Verbond en Frankrijk (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER de GÉRADON.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie zou het ongevoegelijk achten haar verslag aan te vangen zonder aan te dringen op de noodzakelijkheid de ernstige aandacht van het Land te vestigen op de rampspoedige balans van onzen handel met Frankrijk. Gedurende de eerste negen maanden van dit jaar, hebben de Franschen ons goederen verkocht voor een bedrag van 2,011,636,136 fr. ; terwijl wij bij hen slechts ingevoerd hebben voor 1,422,160,689 frank, daarbij begrepen 7,071,889 frank goud en zilver in staven of in munt.

Het is niet te verwonderen dat dit verschil van 589,435,447 frank, voor een enkel land, onzen wissel in waarde doet dalen.

Wij zijn er thans toe verplicht, bij onze aankopen, een gansch bijzondere omzichtigheid in acht te nemen.

Er kan geene sprake van zijn den invoer van de ons ontbrekende grondstoffen te verminderen, doch van hoeveel weeldeartikelen, of van die welke niet volstrekt noodzakelijk zijn, zou de Belg zich niet moeten spenen bijaldien hij eenige brokjes zijner voormalige wijsheid terugvond!

Tijdens deze eerste negen maanden, hebben wij in Frankrijk voor 87,784,979 frank wijnen gekocht ; voor 6,476.022 frank brandewijn en likeuren ; reukwerken voor 8,192,829 frank ; scheikundige producten voor 73,504,568 frank, waarvan wij zeker een gedeelte bij ons hadden kunnen

(1) Wetsontwerp, n^o 293. (Zittingsjaar 1922-1923).

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie :

1^o de leden van de Bestendige Commissievoor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, Cousot, David, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwermans.

2^o de leden door de Afdelingen benoemd : de heeren Helleputte, Soudan, de Wouters d'Oplinter, Van Ackere, Poncelet, Flagey, de Gérardon en Delvigne.

fabriceeren; huidewerken of pelswerken voor 49,882,045 frank; zijden weefsels voor 97,652,509 frank en katoenen weefsels voor 52,666,354 frank; kleergoed, linnen en confecties voor 52,826,043 frank, en kramers- en ijzerwaren voor 53,844,651 frank.

Dit maakt, in negen maanden tijds, meer dan 460 millioen frank waarin ongetwijfeld het noodzakelijke een geringer aandeel heeft dan het overtollige. Wij geven uit meer dan onze middelen verdragen kunnen en zonder na te denken, ons wijs makende dat alles zich toch wel zal schikken.

Wel ja! dat liedje hebben wij reeds al te veel gehoord: alles schikt zich, ten goede of ten kwade, en er komt een dag dat het zich niet meer schikt! Het is tijd daaraan te denken.

Sommigen hebben zich afgevraagd of de Belgische Regeering niet wijs zou handelen met de grenzen te sluiten voor de weelde zaken of voor die niet onmiddellijk onontbeerlijk zijn. Het middel zou ongetwijfeld van invloed zijn op onzen wissel, doch het is alleen toepasselijk voor een volk, mits het slechts een enkel toltarief en geen enkel handelsverdrag bezitte.

In het eerste geval, sluit het zijne grenzen in de mate het dit goedvindt of opent ze naar willekeur; doch een handelsverdrag, gesloten na talrijke min of meer wederkeerige koopjes en toegevingen, belet hem op dezelfde wijze te handelen. Het onderhavige toltarief, bij voorbeeld, ware nooit door het beschermingsgezinde Frankrijk aangenomen geworden, hadde het niet den steun gehad van de wijnbouwers vooral van de Zuiderlingen die weten naar zich te doen luisteren en wier invloed aanzienlijk is. Frankrijk zou gerechtigd zijn zich te beklagen indien wij, na van hem zekere toegevingen te hebben bekomen, onder andere, de vermindering van een derde onzer inkomende rechten op de wijnen, — van 60 tot 40 centiem —, onze landgenooten zouden beletten er te koopen. Dit geldt eveneens voor al de weeldeproducten welke voor onze onderhandelaars ruilmunt waren.

Dus, bij gebreke van tusschenkomst der Wetgeving of der Regeering, heeft de Belg slechts ééne zaak te doen: ophouden met den nieuwen rijke uit te hangen en zich te herinneren dat wanneer men vol schulden zit, men niet leeft als een prins. Op dit gebied heeft de Pers een vaderlandsche plicht te vervullen en daaraan, wij zijn er van overtuigd, zal zij niet falen.

Zal het in werking stellen van het verdrag het evenwicht van onze handelsbalans met onze Zuiderburen herstellen? Het volledig evenwicht, dat valt te betwijfelen, want hun protectionisme schonk ons tot nog toe niets dan luttel tariefverminderingen welke wij, bij gebreke van beter, wel moesten aannemen. Laat ons eene verbetering hopen. Welke? De toekomst zal het ons leeren. Uwe Commissie heeft, zooals vele zakenlui, den algemeenen indruk dat het beter is iets te hebben dan niets. Wat betreft de voor- en nadeelen van het verdrag in cijfers om te zetten, daartoe is het Beheer der douanen niet kunnen geraken. Hier ook, naar het schijnt, heeft men enkel een vaag begrip van de zaak.

Uwe Commissie stelde aan het Beheer de vraag: « Is het mogelijk aan te geven de tollasten — het verschil tusschen de toepassing van het tarief

en van het tarief A aan de Conventie toegevoegd — die eene verdaging van de goedkeuring der Conventie zou medebrengen ? »

Wat in twee woorden beteekent : « Wat zou het aan België kosten indien het die Overeenkomst afwees ? »

Waarop de Eerste Minister zoo vriendelijk was door zijn bestuur te doen antwoorden :

« Vroeger reeds, heeft het Tolbeheer er zich op toegelegd omstandiglijk aan te geven de lastenvermindering die zou voortspruiten uit de toepassing van de rechten op tabel A, toegevoegd aan de Conventie. Het heeft er moeten van afzien, omdat van Fransche zijde, evenals van Belgische zijde, de wederzijdse verhoudingen niet voldoende zijn aangegeven tusschen de koopwaren waarvan het regime bij overeenkomst was bepaald, en de nauwkeurige opgaven van de handelstatistiek. »

En verder erkent het dat de gegevens ontbreken om duidelijk op die vraag te antwoorden. Het wijst met reden op de moeilijkheid daarvan, en maakt zeer te recht een streng voorbehoud. Het heeft aan uwe Commissie belangrijke inlichtingen verstrekt (opgenomen bladz. 9, 10 en 11 van de Bijlage van de verslagen n^o 20, 21 en 22), die in ieder geval merkwaardige gegevens zijn voor eene beoordeeling.

Het antwoord is minder onduidelijk in het besluit : « Wat, in den grond, vooral van belang is, dat is de mogelijkheid in Frankrijk te kunnen komen. Welnu, eene vermindering van rechten, hoe gering ook, is soms voldoende om aan den tollast zijn prohibitief karakter te ontnemen, om aldus den handel te laten ontstaan, en hem, dank zij de eerste stroomingen, tot voordeelige ontwikkeling te doen komen. »

Het ware nutteloos in dit antwoord van den Minister van Financiën een geestdrift te zoeken die noch hij, noch wie ook in België, gevoelt.

De Memorie van Toelichting van de wet eindigt ten andere met het philosophisch gelaten besluit : « Om dit juist te beoordeelen, moet men dit akkoord beschouwen in verband met de economische werkelijkheden waarop noch het gevoel noch de goede wil eenigen vat hebben. »

Wij hebben gedaan wat wij konden, zegt hij, en wanneer de Minister van Buitenlandsche Zaken, om de ontgoocheling van zijne bekeerten te verbloemen, de overeenkomst een « BILLIK » compromis noemt, laat hij ons duidelijk verstaan dat naar zijne meening de hoofdhoedanigheid er van is, dat het een wankelbaar en onzeker stelsel vervangt door vast bepaalde overeenkomsten, welke hij slechts heeft aangenomen om erger te vermijden.

Men moet de vraag zoo stellen : « Is het beter eene, zelfs minder goede overeenkomst te sluiten, of niets te hebben, en ons bloot te stellen aan het gevaar dat op onzen handel een maximumtarief worde toegepast ? »

Aldus gesteld is de vraag gemakkelijk te beantwoorden.

Sommigen zullen betreuren dat de onderhandelingen over een handelsverdrag met Frankrijk nu eerst tot een goed einde zijn gebracht geworden, wanneer wij, over enkele jaren, andere troeven in de hand hielden, welke — zeer gewichtig in een daarmede samenhangende onderhandeling — de openbare meening heden aanvaardt.

De kans is verkeken. De tijd en de omstandigheden zijn veranderd. Want, evenals het voor ons volk natuurlijk was een gekend en bepaald risico aan te nemen in ruil van zekere voordeelen, zou het zijnerzijds onredelijk zijn de onafhankelijkheid van zijne buitenlandsche actie op te offeren aan economische toegevingen die de prijs zouden zijn van zijn politieken steun. België is thans gelukkig met deze overeenstemming van gevoelens en belangen, en hoopt van ganscher harte dat geen wolkje ooit eene genegenheid, die ons dierbaar is, kome overschaduwen. België voelt echter wel dat de vriendschap tusschen volkeren eenigszins verschilt van de vriendschap tusschen personen, die zonder bezwaar enkel op het gevoel kan steunen.

Een klein volk moet omzichtiger zijn dan een groote natie, en zijn gezonde zin moet het leeren dat de zedenles van den aarden pot en den ijzeren pot, te zamen op weg, minder toepasselijk is op de menschen dan op de ongelijke natiën, in hun gemeenschappelijke ondernemingen.

De gelegendheid, evenzeer als de kans, zijn voorbij. Wij hebben er op 't goede oogenblik geen gebruik weten van te maken, waardoor wij er thans toegebracht zijn een economisch tractaat te aanvaarden dat heel weinig beantwoordt aan de verwachtingen van onzen handel en onze nijverheid. Voorzeker, elk tractaat van dien aard bevredigt de eenen wel en de anderen niet; de eersten zwijgen en alleen de anderen laten zich hooren, zoodat de gunstigste overeenkomst op eender welke wijze klachten zal doen oprijzen van zekere teleurgestelde belangen.

Wat dan te zeggen van dit lapmiddel?

En nochtans, Mijne Heeren, wat al moeilijkheden, wat al verloren tijd, wat al onderhandelingen begonnen in 1919, die werden opgegeven, weer hervat. Wat een geduld, wat een omzichtigheid heeft de Belgische afvaardiging moeten oefenen om te komen tot het sluiten van de overeenkomst van 12 Mei 1923. Jammer echter dat ze niet meer hebben bekomen, maar hadden ze nog minder bekomen dan zouden ze nog ruimschoots onze gelukwenschen verdienen, want de taak die ze te vervullen hadden bleek ongevoelbaar moeilijk te zijn.

Het sluiten van eene handelsovereenkomst is niet zoo moeilijk wanneer de contracteerende partijen dezelfde handelspolitiek volgen. Wanneer ze bij uitzondering denzelfden weg volgden van den vrijhandel, die nu verlaten werd, zou dit wel goed gaan. Dan stonden ze zij aan zij.

Is elk van hen protectionnist, dan is het vraagstuk wat meer ingewikkeld, maar is toch tamelijk gauw op te lossen door min of meer gelijkwaardige tariefverminderingen. Tracht echter eens het paradoxale werk tot stand te brengen, van eene handelsovereenkomst te sluiten tusschen twee landen als Frankrijk en België, waarvan het eene buitengewoon protectionnist is en het andere den vrijhandel aankleeft noodig voor zijn uitbreiding en dien het, naar zijn zin, niet genoeg kan uitbreiden. De twee landen houden veel van elkander, achten elkander, willen eerlijk die genegenheid doen aangroeien, maar eilaas! de verloofden mogen elkander nog zoo teerhartig en geïm-lachend aankijken, met anstigen blik staan te wachten op de wittebroodsweken, anderen regelen de vraagstukken van de belangen, en deze over-

heerschen alles, en de huwelijkscontracten worden opgemaakt door notarissen !

Daarbij zijn in Frankrijk de tarieven vastgesteld door een eenzijdige handeling van de wetgevende macht zonder voorafgaandelijke onderhandeling met het buitenland. Zij stelt een minimum-tarief vast met het verbod beneden dit tarief te gaan. De gestrengheid der wet van 29 December 1891 werd nog verscherpt door de wet van 28 Juli 1919 die bij het onderhandelen over een handelsverdrag aan de Regeering verbiedt een tariefvermindering toe te staan beneden haar minimum-tarief ; deze vergunning moet beperkt blijven binnen de ruimte geschapen door de afwijking tusschen het minimum en het maximum waarvoor het Fransche Parlement bevoegd blijft het bedrag te bepalen.

Om zijn protectionisme nog te verscherpen, besloot Frankrijk het beding van de meest begunstigde natie niet meer te verleen en vanaf 1918 zegde het al de handelsovereenkomsten op waarvoor dit beding nog gold. Alzoo werd voor 10 September 1919 de handels-*modus vivendi* met België opgezegt, opzegging in princip, waardoor de *modus vivendi* van 1892 heropbaar en vernieuwbaar voor drie maanden bleef voortbestaan. Tot heden staan we onder dit onbestendig stelsel. Wijzen wij even op een kenschetsend voorbeeld van deze strenge beschermingspolitiek, namelijk op de wet dit jaar door de Fransche Kamer gestemd, waardoor de rechten der vreemdelingen, in Frankrijk zaken te bezitten of te beheeren, aan zeer harde beperkende voorwaarden worden onderworpen. Een volk doet stellig binnen zijne grenzen wat het wil, het is vrij dezelfde verbodsbepalingen op te leggen aan zijn vijanden van gisteren, die zijn gewesten hebben bezet, als aan zijn trouwste vrienden. Laten wij echter hopen dat de Fransche Senaat het onderscheid zal inzien, zooniet zal de openbare meening in België, terecht gekwetst in haar belangen en gevoelens, ongetwijfeld aan de Regeering of aan het parlementair initiatief een gelijkaardigde wet vragen.

In die voorwaarden begrijpt men wel dat, indien de taak onzer afgevaardigden kiesch was, deze der in zoo enge ketens gevatte Fransche onderhandelaars niet gemakkelijker was. Krachtens het voorloopig stelsel, genoot België reeds het minimumtarief. Op welke wijze kon men het voldoening geven, want de goede wil was er ?

Door voorkeurstarieven die Frankrijk, toen het in 1918 zijn handelsverdragen opzegde, zich had voorbehouden te bedingen met sommige aangrenzende landen ?

België mocht in geen geval dien weg opgaan, zooniet zou het verplicht zijn geweest tot de opzegging van de veertig handelsverdragen aangegaan met andere landen met het beding van de meest begunstigde natie.

Het ware eene groote dwaling geweest die ons voor een zeer gering, wellicht ingebeeld voordeel, de voor onzen uitvoerhandel onontbeerlijke buitenslandsche markten zou hebben doen verliezen.

Dan bleef nog het lapmiddel over de Fransche coëfficiënten te herzien en ze desgevallend te verminderen in verband met de daling der prijzen.

Juist ten tijde der meest drukke onderhandelingen, stegen de prijzen op aanzienlijke wijze in plaats van te verminderen, hetgeen de zaak nog moeilijker maakte. Doch door het verkrijgen van geconsolideerde Fransche tarieven hadden onze afgevaardigden feitelijk eene merkelijke vermindering bekomen, daar de meeste Fransche en Belgische rechten volgens het gewicht berekend worden. De prijzen hebben een rechtstreekschen terugslag op den grondslag der rechten. In lieu zij stijgen, dan verminderen in feite de tolrechten. Een koopwaar belast met 20 frank per honderd kilogram is, bijvoorbeeld, heden 200 frank waard. De verkoopprijs is dus met 10 t. h. verzwaaard. Bereikt zij morgen op de markt een waarde van 400 frank, dan is, met een geconsolideerd recht dat 20 frank blijft, de koopwaar maar met 5 t. h. meer bezwaard.

Voegen wij bij die moeilijkheden, dat eenerzijds de Belgen een nieuw algemeen toltarief aanboden dat nog niet aangenomen was door de Kamers. Door dit tarief werden sommige rechten verhoogd, waarvan de verminderingen — door hen toegestaan ten voordeele hunner partners — dus slechts de waarde door waarschijnlijkheid bezaten.

Anderzijds moesten de Franschen wel steunen op hun oud tarief vermits zij geen ander hadden, en, in afwachting dat het nieuwe klaar was, meenden zij dat elke toegeving aan België hen zou verbinden voor de toekomst. Wat ging de thans nog overwegende beschermingspolitiek van het Parlement doen? Op 31 December 1922 werd aan de Regeering het recht ontnomen bij decreet de verhoogingscoëfficiënten der tolrechten te wijzigen.

Een handelsverdrag huldigt dus geenszins een vriendschap en heeft niets gemeens met het oratorisch vertoon van vaderlandsche plechtigheden.

Een andere zaak is het de Fransch-Belgische vriendschap te doen samengaan met het genieten van gezochte spijzen en van tot verteederung stemmende wijnen.

De handelsovereenkomsten tusschen de volkeren worden niet besproken bij het nagerecht, zooals dit soms gebeurt voor de zaken van particulieren onder het drinken van een flinke flesch. Sommigen hebben zich te zeer ingebeeld dat dergelijke onderhandelingen gepaard gaan met wederzijdsche gelukwensen en vergeten dat het belangen geldt die even hardnekkig worden verdedigd als private belangen. De vriendschap is een hulpbron bij het zoeken naar een overeenkomst. Niettemin moeten de verschillende en tegenovergestelde economische opvattingen van Frankrijk en van de Belgisch-Luxemburgsche Unie het geduld der afgevaardigden van beide landen op een zware proef hebben gesteld en hebben de Belgische afgevaardigden uit een ingewikkelden toestand uitslagen gehaald, die de openbare meening misschien niet genoeg waardeert.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET ONTWERP.

De eerste drie artikelen hebben voor doel de landen te bepalen waarvoor de economische Overeenkomst geldt, alsmede het regime en de algemeene toepassingsvoorwaarden.

Het eerste artikel verbetert stellig den toestand van Congo; het behoorde de Fransche markten voor zijne produkten open te stellen.

Op 31 October 1901 werd een overeenkomst gesloten tusschen de Fransche Regeering en den Onafhankelijken Congostaat. Zij stond gereedelijk aan den Staat verminderde tolrechten toe, doch enkel voor dertien artikelen, waarvan, overigens, maar een en andere werden voortgebracht: namelijk koffie, thee, peper, kruinagels, amandelen, cartomandelen (voor reukwerkberceiding), kaneel, lignea-peul, vanille, prikkels, muscade, cacao en macis-muscade. Deze overeenkomst onderging hetzelfde lot als de andere. Een jaar vooraf, in 1918, opgezegd voor 1919 werd zij om de driemaand vernieuwd zooals de *modus vivendi* met het Moederland. De voorgestelde Overeenkomst zou dus niet meer toepasselijk zijn op de dertien artikelen, wier bestaan in de Kolonie voor sommige toch maar denkbeeldig is, doch op al de produkten van Congo.

De artikelen 4 en 5 hebben voor doel de onvastheid der prijzen van sommige koopwaren die den grondslag der tolrechten zouden kunnen vervalschen en waarover de belanghebbende stellig zouden klagen, te keer te gaan. Daarbij moest het behoud van het tarief over deze of gene voortbrengselen niet bloot staan aan klachten over onbeduidende prijsverhoogingen of verminderingen. De grens werd op 20 t. h. van de waarde bepaald, daarbij voorzorgen nemende om te verbieden de beschermingsverhouding nog te vergrooten. Indien, desondanks, een van de partijen de verhouding tusschen de prijzen en de tolrechten te buiten ging, wordt verzet voorzien gevolgd van onderhandelingen die de opzegging van de Overeenkomst binnen een termijn van zes maand mogelijk maken.

Het zou echter kunnen voorkomen dat deze beschermingsverhouding zoodanig hinderlijk zou worden dat bij opzegging van dit verdrag ook de *modus vivendi* van 1892 zou moeten opgezegd worden. Dit wordt toegestaan door artikel 3, hetzij voor de moederlanden en de koloniën, hetzij voor een dezer, waardoor België, minder blootgesteld zijne tarieven te verhoogen, begunstigd wordt.

Artikel 6 werd ingegeven door de bezorgdheid niet rechtstreeks of onrechtstreeks aan andere landen, die de behandeling van meest begunstigde natie niet genieten, de wederzijdsche voordeelen van de Overeenkomst toe te kennen.

Artikel 7 vergt geen betoog.

Artikel 8 brengt ons tot de bewijsstukken van herkomst, waarvan men niet kan afzien als een land differentiaalrechten tegenover een ander invoert. Komen, bijvoorbeeld, Deutsche produkten in België *via* Frankrijk om op Belgisch-Luxemburgsch gebied te worden verkocht, dan moeten zij reeds viermaal het minimum der rechten betalen om in Frankrijk binnen te komen en hierbij moeten dan de onze gevoegd worden; anderzijds, indien die koopwaren langs de Unie-landen binnen komen met bestemming voor

Frankrijk, dan bereikt onze grondslag ten hoogste 5. Hieruit volgt dat Frankrijk in deze omstandigheid minder gevrijwaard is dan wij.

Zoo deze bewijsstukken noodig blijken, in den huidige toestand kosten zij ons zeer duur; onze agenten in het buitenland leveren ze zeer goedkoop, doch de Fransche consuls trekken 20 frank voor uitgaven bij de kosteloze aflevering voor een verzending van minder dan 100 frank; dit is een behendig middel om eigen ambtenaars door het buitenland te doen bezoldigen. Daaruit volgt dat een koopwaar van 100 frank met 20 t. h. meer wordt belast. Voortaan zullen de bewijsstukken voor de verzendingen die 500 frank te boven gaan niets meer kosten, en daar de kleine verzendingen talrijk zijn, zullen onze aankopen een merkelijke vermindering van kosten hebben.

Thans kan België zonder bewijsstuk bouwstoffen sturen naar Frankrijk en kan Frankrijk ons wijn sturen. Het aantal Belgische produkten, niet aan bewijsstuk onderworpen, zal krachtens het Verdrag sterk toenemen en kan in de toekomst nog vermeerderen. (Zie de lijst bl. 60 van het wetsontwerp).

Wat de van Frankrijk komende goederen betreft — niet in doorvoer noch uit entrepôts komende —, neemt de Luxemburgsche Unie aan dat, voor sommige departementen, het bewijs van herkomst mag vervangen worden door een getuigschrift van de Fransche douane. Ten einde de economische betrekkingen tusschen de verdragsluitende partijen nog te bevorderen, werd daarenboven beslist dat, in stede van de plaatselijke overheid, sommige inrichtingen zouden kunnen gemachtigd worden bewijzen van herkomst af te leveren :

- 1° De Handelskamers uit het land van den afzender ;
- 2° De nijverheidsgroeperingen gemachtigd door de Regeering van het land waartoe de afzender behoort ;
- 3° En zelfs groeperingen toegelaten door de Regeering van den bestemming, zooals o. a. de *Uni-France*, of elke andere in België opgerichte groepering.

De Overeenkomst blijft eischen dat de aldus opgemaakte bewijzen van herkomst moeten rechtsgeldig gemaakt worden door een diplomatisch of consular agent van het land dat de koopwaar zal ontvangen.

Om een eind te maken aan de bezwaren der verificatie van de bewijzen die door den toldienst verdacht worden uit goedwilligheid te zijn afgeleverd, en die verlies van tijd en van geld zouden kunnen veroorzaken, heeft men zich verstaan om het reeds tusschen Frankrijk en Zwitserland gebruikelijk bewijs van verificatie, een officieel stuk afgeleverd door inrichtingen die daartoe bevoegd zijn, aan te nemen alsmede een deskundige benoemd door den diplomatieken afgevaardigde van het land van bestemming.

Komen wij tot artikel 9, een der voornaamste van de Overeenkomst en het zwaarwichtigste voor wat de gevolgen betreft. Het betreft de benamingen van oorsprong welke Frankrijk zoo zeer ter harte gaan, dat daarin een beschermingsmiddel ziet, vooral voor zijne wijnen en zijn likeuren. In deze zaak gaat het belang van de Luxemburgers samen met dat der Franschen,

en dit was een beschouwing waarvan België zedelijk verplicht was rekening te houden.

Vooraleer verder te gaan, zou het, onzes dunkens, nuttig zijn een vinggen oogslag te werpen op de regeling van Madrid en het hoofdzakelijke er van samen te vatten.

De regeling van Madrid, dd. 14 April 1891, herzien te Washington in 1911, betreffende de beteugeling der valsche aangiften van herkomst, legt de inbeslagneming op van alle produkten welke een vermelding van herkomst dragen, waarin de naam van een land of van eene plaats behoorende tot het grondgebied waarop de regeling van toepassing is, recht- of onrechtstreeks valschehijk als land of plaats van herkomst is aangegeven.

In de landen waar, zooals in België, de wetgeving de inbeslagneming in deze omstandigheden niet toelaat, moet deze, aan de tolgrens, vervangen worden door het verbod van invoer, en, binnen het land, door middelen en handelingen welke de wet in dergelijke gevallen aan de ingezetenen verzekert.

De regeling machtigt den verkooper uitdrukkelijk zijn naam en adres te vermelden op de uit de vreemde herkomstige produkten, mits de naam of het adres vergezeld gaan van de aanduiding van het land of de plaats der fabricatie of der voortbrenging, derwijze dat er geen missing mogelijk is omtrent de ware herkomst der produkten.

De soortgelijke benamingen ontsnappen aan de bepalingen van de regeling, behalve de gewestelijke benamingen van herkomst der wijnbouwprodukten. Het recht te beslissen welke die benamingen zijn, behoort aan de rechtbanken van elk der verdragsluitende landen.

Artikel 9 van de Handelsovereenkomst, op 12 Mei 1923 gesloten tusschen de Belgisch-Luxemburgsche economische Unie en Frankrijk, heeft voor doel de valsche aangiften van herkomst der wijnbouwprodukten, uit een of ander der verdragsluitende landen oorspronkelijk, te beteugelen. Deze worden aangezocht de wettelijke en bestuurlijke maatregelen te nemen om er het gebruik van te beteugelen, voornamelijk door beslagneming en door andere geschikte bekrachtigingsmiddelen wanneer op de produkten of op hunne verpakkingen welkdanige namen, merken, vermeldingen of teekenen voorkomen houdende « willens en wetens » gebruikte valsche aanduidingen, te weten : met voorkennis van hunne valsheid.

De onderscheidenlijke wetgeving van elk der betrokken landen zal moeten bepalen aan wien het behoort de strafmaatregelen uit te lokken.

De gewestelijke benamingen of die der wijnsort worden op volstrekte wijze voorbehouden aan de produkten die daarop wezenlijk recht hebben. Het is verboden ze eenigermate te gebruiken voor de overige produkten, zelfs dan als hunne wezenlijke herkomst zoo omstandig mogelijk vermeld ware of dat de valsche benamingen zouden vergezeld zijn van zekere verbeteringen, b. v. : « soort », « type », « façon » of andere.

Het wordt echter aangenomen dat de verkooper van een wijnbouwprodukt zijn naam en zijn adres vermeldt op het vat, doch de ware herkomst zal terzelfder tijd moeten aangeduid worden hetzij door een gewestelijke benaming,

hetzij door de vermelding van de plaats van herkomst, telkens dat door eene aanduiding van het adres er verwarring zou kunnen bestaan met eene in een ander land gelegen plaats of eigendom.

De benamingen van oorsprong der wijnbouwprodukten, evenals de begrenzings- en de specificaties betreffende deze behoort jk in het land van voortbrenging beschermde benamingen en aan de andere landen genotificeerd, mogen in geen geval worden aangezien als hebbende een generiek karakter of verklaard zijn gemeen goed te zijn geworden.

De bepalingen van artikel 9 der Economische Overeenkomst met Frankrijk betreffen uitsluitend de wijnbouwprodukten. Echter hebben zich de verdragsluitende landen, bij de slotalinea, verbonden de eventuele uitbreiding van deze bepalingen tot de andere produkten, welke aan den grond of aan het klimaat hunne eigenaardige hoedanigheden te danken hebben, later te bestudeeren.

Dit artikel 9 heeft inzonderheid de aandacht van onze Commissie gevergd, welke het advies heeft geuit : dat de door de Belgische Regeering te nemen en aan de Conventie opgelegde wetgevingsmaatregelen haar niet volstrekt moesten overleven bijaldien zij werd opgezegd.

Wanneer dus het huidige ontwerp door de Belgen slechts met berusting wordt onthaald en dat, naar de algemeene meening, zijne hoofdverdienste gelegen is in zijn voorloopigen aard, welke verbeteringen mogelijk maakt indien in de toekomst mocht blijken te zijn hetgeen wij nu vreezen, dan zou men slecht begrijpen dat wij de onvoorzichtigheid begingen, al ware het slechts alleen voor de wijnen, definitief toe te treden tot de regeling van Madrid. Eens dat wij voor altijd den vasten grond zouden hebben verlaten, waarop wij ons bevinden, vraagt men zich af welke dam wij zouden opwerpen tegen een aanwassing van het protectionisme, niet van de Fransche Regeering, maar van de drukking der belanghebbenden waaraan zij moete zou hebben te weerstaan, en welke ruilmunt er ons zou overschieten voor de latere onderhandelingen?

Getroffen, daarenboven, door de juistheid van zekere opwerpingen van Belgische handelaars in wijnen en geestrijke dranken, is de Commissie van gevoelen dat, om de overeenkomst met de meeste kansen van nauwkeurigheid te kunnen beoordeelen, het verkieslijk zou zijn dat het voorloopig wetsontwerp dat zij aan de Belgische Regeering vraagt, zoetra mogelijk werd ingediend, na de adviezen en de opmerkingen te hebben ingewonnen niet alleen van de Fransche uitvoerders, maar ook van de Belgische wijnhandelaars. Alzoo zal het Parlement een klaren kijk hebben over geheel de quaestie.

Het is niet de taak van uwe Commissie die wet op te maken, doch zij vermag nochtans de meening te uiten dat, bijaldien zij niet met uiterste omzichtigheid wordt opgesteld, zij den ondergang zal bewerken van de Belgische wijnhandelaars die er toe zullen gebracht worden de makelaars te worden van de Fransche huizen.

Hoe, bij voorbeeld, zal de Belgische handelaar, die van een Fransch huis, in bloc, vijftig stukken, of evenveel vaten wijn zou ontvangen,

vergezeld van een enkel bewijs van herkomst? Hij bezit wel een getuigschrift, doch een enkel; hoe zal hij doen om ze te verdeelen en in 't klein aan zijne cliënten te verkoopen? Zal hij bij elke ton, elk vat, elk okshoofd een bewijs van herkomst voegen? En de verkoop in flesschen in 't klein of bij tusschenhandel? Zullen zij bewaakt worden en overgedragen door de Fransche syndicaten, of door de huizen welke de Fransche voortbrengers of hunne verkoopers niet zullen nalaten hier op te richten?

Men moet het toezicht vreezen van de belanghebbende mededingers en, in alle geval, vermijden dat de Belgen, in wettelijk opzicht, zich niet in een ondergeschikten toestand bevinden. Alzoo zullen de Franschen aan den Belgischen cliënt een stuk of een vat, of minder nog, kunnen zenden, door het van een bewijsschrift te doen vergezellen.

Hoe zal het Belgisch huis doen, dat, om lagere prijzen te bekomen, in 't groot koopt? Hoe zal het, met een enkel bewijschrift, kunnen voortverkoopen? Zeer kiesche vraag! Maar — zoo zeggen de Franschen — wij kunnen niet aannemen dat de Belgen versneden wijn voor onze groote wijnen verkoopen. Welnu, de Belgen kunnen niet aannemen dat de Franschen voor zich zelf alleen de voordeelen willen behouden van de versnijdingen die zij 't eerst bewerken. Ziehier hoe 't gemeenlijk torgaat: een huis van Bourgogne koopt vijftig stukken echten Chambertin of een andere grooten wijn. Van die vijftig stukken maakt het er honderd door middel van wijnen uit Algerië of uit het Zuiden. Het heeft dus honderd stukken, waarvan het er slechts vijftig in Frankrijk mag verkoopen onder den naam van Chambertin, dewijl de Fransche fiscus weet dat er slechts vijftig zijn binnengekomen. Van dien volkomen gelijken wijn zal het huis nu twee deelen maken: het eene genaamd Chambertin, en deze wijn zal het in Frankrijk verkoopen tegen 2,500 frank het stuk of meer nog, en het ander gedeelte dat het zal verzenden aan een Belgisch huis onder den naam van « roode wijn n^o 1 »; en dit huis verkoopt hem onder den naam van Chambertin, daar hij dezelfde is als de andere. Gij kunt wel denken dat men, in België, nooit als Chambertin zal koopen hetgeen, wegens het bewijschrift, niet anders mag genoemd worden dan roode wijn nummer zooveel!

Wij hebben hier voor ons dergelijke facturen, waaruit blijkt dat het versnijden op groote schaal in Frankrijk geschiedt.

En wat vindt men niet in de prijs-couranten van fijne wijnen, naast namen van plaats, huis en oorsprong, aan benamingen als Cuvée Réservee, of Monopole, of Royale, of Ducale, of Impériale, clos van hier en clos van ginder; château zus en zoo, wat slechts het zondagdrankje is van een wijhandelaar uit Bordeaux, dat goede wijn kan zijn maar niettemin versnijwijn blijft. En de Cognac dan! Ofschoon hij met al zijn sterretjes uit Cognac komt, mogen wij er toch niet te veel van drinken; niet meer dan twee liter in ettelijke maanden anders zullen wij aan onze zieke maag gewaar worden dat de Fransche wetten den uitvoer toelaten van industrie-alcohol vóór het verbruik, ofschoon zij dien voor de inlandschen handel streng verbieden.

De talrijke collega's die belang in deze zaak stellen zullen met genoegen

het sappig artikel herlezen dat Maurice des Ombiaux korten tijd vóór den oorlog, in een Luiksche dagblad schreef :

« Wij hebben bewezen dat men als Bourgogne veel wijn verkocht heeft die in de Côte d'Or niet is gegroeid : wijn uit Narbonne, uit Roussillon, uit Algerië en elders, dat wordt allemaal Bourgogne in de kelders der knoeters, en zoo zijn er veel !

» Het is een openbaar geheim dat de wijn voor België versneden wordt. Mijn uitstekende confrater en vriend, M. Gilbert, heeft mij verteld dat hij, vóór enkele jaren, te Dijon een gesprek aanknoopte met een tafelbuur, een wijnhandelaar uit Narbonne :

» — Wat voert u naar dit wijndland ? vroeg hem onze vriend.

» — Ik kom hier mijne zware Zuiderwijnen verkoopen, die gebruikt worden voor het vervaardigen van den Belgischen Bourgogne, antwoordde hij.

» Den Belgischen Bourgogne !

» Het groot woord was er uit.

» Wel zeker ! Er bestaat gewone Bourgogne en Belgische Bourgogne.

» Velen onzer landgenooten meenen, te goeder trouw, dat tusschen beide slechts het onderscheid bestaat van het rijp worden in vaten en in flesschen.

» Inderdaad, was het maar dat, dan hoefde dit geen verder betoog, want het gebeurt ook in Bourgogne dat men wijn na de twee jaar op flesschen trekt zooals in België. En het komt in België ook voor dat men wijn na vier jaar op flesschen trekt, zooals in Bourgogne, en dat maakt niet zulk groot onderscheid als men wel beweert.

» De Belgische Bourgogne is geen Bourgogne die vroeg op flesschen werd getrokken, dat wil zeggen anderhalf of twee jaar na den oogst, neen, dat is wijn uit Bourgogne of eenig andere streek, die op een zekere manier werd klaargemaakt.

» De Belgische wijnproevers geven gereedelijk toe dat elke groote firma een bijzonderen smaak aan haar wijnen geeft. Een Chambertin 1908 van het huis X... heeft niet denzelfden smaak als de Chambertin 1908 van het huis Y... of van het huis Z...

» Daarentegen hebben al de wijnen van het huis X... een zelfden smaak evenals de wijnen van het huis Y... en van het huis Z...

» Vele groote huizen hebben dus elk hunne manier om de wijnen klaar te maken ; dat is het geheim.

» Wat sommige onzer landgenooten op prijs stellen en zoeken, is niet de Bourgogne « zooals de lieve God hem gegeven heeft », volgens de uitdrukking van een wijnbouwer uit Vosnes-Romanée, maar dat is de manier van versnijden van het huis X... of Y... of Z...

» De Belgische smaak is dus een kunstmatige smaak, een preparaat. De smaak die men aan al de wijnen van een zelfde huis vindt, ligt aan het versnijden met een of anderen zwaren wijn.

» Bevoegde en geloofwaardige menschen hebben mij gezegd, in Bourgogne, dat de wijnvelden, die witten wijn voortbrengen, op zulke wijze

worden bewerkt dat deze wijnen niet met andere moeten worden aangevuld, zij volstaan op zich zelve, maar dat de roode wijnen soms moeten worden verscherpt, dat dit echter eerlang niet meer noodig zal zijn. Men verscherpt ze met hun alcoholgehalte te verhoogen, hetzij door toevoeging van suiker, of gewoon van alcohol, en, bij voorbeeld, door toevoeging van wijn uit Roussillon. Dit laatste wordt door vele Boergondiërs geduld, die geen handelaren zijn en dus onpartijdig optreden, maar die toevoeging mag 15 t. h. niet overschrijden.

» MAURICE DES OMBIAUX. »

Feitelijk bedraagt zij soms 50 tot 60 t. h.

Helaas korten tijd nadien, liepen die Bourgogae wijnen volop in wilde keelgaten, die zulken Godendrank niet op prijs wisten te stellen !

« Kortom, de Belgische handel vraagt dat de Regeering, op grond van gelijkheid, gelijkwaardige verbodnissen van de contracteerende partijen zou eischen. Hij wenscht dat de overgangsmaatregelen het afzetten zouden vergemakkelijken van de producten die in de stapelhuizen werden opgeslagen, en daarop een degelijk onderzocht fiscaal stelsel zou worden toegepast en, ten slotte, dat de boekhouding van de Belgische handelslui zoo eenvoudig mogelijk zou worden gemaakt en beschermd tegen fiscale plagerijen en mogelijk inkijken door de concurrenten.

De artikelen 10 en 11 zijn vooral van belang voor onze vrienden uit Luxemburg.

Artikel 12 handelt over spoorwegtarieven. Ieder onzer zal zich herinneren dat, sedert den wapenstilstand, de Fransche politiek het er op aanlegde de Belgische havens te berooven van den zeehandel, die hun steeds had toebehoord, om de Fransche havens te begunstigen en rechtstreeks te beschermen. Te vergeefs hebben wij getracht een beding te doen inlassen waarbij elke tarievenoorlog kon worden vermeden. De overeenkomst schaft de concurrentie niet af, maar zij moet bij klaarlichten dag geschieden ; zij sluit verkapte tarieven uit, die meer gevaarlijk zijn dan de door eenieder gekende tolrechten en zoo, spijs alles, de spoorwegtarieven eene partij al te veel schade berokkenen, dan heeft zij het recht een onderzoek te eischen, alsook eene overeenkomst tusschen de verschillende besturen.

Artikel 13 wijzigt volstrekt niets ten opzichte van Marokko en artikel 14 bekrachtigt duidelijk den voorloopigen aard van de overeenkomst, ten titel van proefneming. Alsdan is een totale of gedeeltelijke herziening mogelijk. Dat is gelukkig voor ons, want wij mogen niet vergeten dat op 10 Januari 1923 het handelsregiem ophoudt, dat krachtens het Verdrag van Versailles aan Duitschland werd opgelegd. In afwachting zal men getweën of gedrieën met Duitschland moeten onderhandelen. Daarbij moet worden voorzien dat het Fransche toltarief vroeg of laat klaar zal geraken.

Wat zal er gebeuren, zoo de protectionistische groepeerings ons dan de loef afsteken en de Regeering verplichten sommige rechten nog te verhoogen of zoo zij de betaling in goud eischen?

De Belgische Regeering heeft blijk van doorzicht gegeven met zooveel mogelijk hare vrijheid van handelen voor de toekomst te vrijwaren.

**TOELICHTING VAN DE OVEREENGEKOMEN RECHTEN
VOLGENS DE NIJVERHEIDSKLASSEN.**

I.

LANDBOUW.

(Zie : Lijst A. Rechten bij den invoer in Frankrijk, n^os 1, Ex 14bis, Ex 76, Ex 84, Ex 110, Ex 170, Ex 172ter.

Lijst B. Rechten bij den invoer in België, n^os 52, Ex 57, 66, 67, 69, Ex 71, Ex 72, Ex 73, Ex 77, Ex 79, 81, Ex 90, Ex 93, Ex 95, 96, Ex 98, Ex 99, Ex 117, Ex 203, Ex 207, 208, 209, 211, Ex 223, 224, Ex 225, Ex 227, 229, 230, 231, 232, Ex 233, 242, 250, 264, 265, 266, 267, 269).

Op het stuk van *landbouwproducten* was het te voorzien dat de Belgische eischen op groote bezwaren zouden stuiten, wegens het verschillend karakter van de politiek door beide landen in deze gevolgd. Inderdaad, terwijl Frankrijk in den jongsten tijd zijne protectionistische politiek heeft verscherpt en zich in het werk heeft gesteld om zijne landbouwproductie te verhoogen, om in zijn eigen behoeften te kunnen voorzien, is België bij zijne traditioneele liberale politiek gebleven. In die omstandigheden was de Belgische afvaardiging verplicht hare eischen in deze te beperken en vooral nadruk te leggen op enkele belangrijke producten.

Aldus, wat de Belgische *raspaarden* betreft, is zij erin geslaagd eene merkelijke verlaging van het bestaande Fransche recht te bekomen. Eene vermindering van 60 t. h. van het recht werd verleend voor een jaarlijksch contingent van 5.000 paarden. Op te merken valt dat deze toegeving des te meer op prijs moet worden gesteld, daar zij uitsluitend van toepassing is op de Belgische raspaarden en die uit de Belgisch-Luxemburgsche Unie en dat zij bij gevolg niet kan uitgebreid worden tot de landen waaraan Frankrijk het voorrecht van meestbegunstiging verleent.

Deze toegeving bedraagt voor de Belgische paardenuitvoerders eene vermindering van rechten van ongeveer 1 miljoen 125 duizend frank. Zoo wij rekening houden met het speciaal contingent van 2 000 paarden, waarvan de invoer in Elzas-Lotharingen toegelaten is over de Luxemburgsche grens, en waarover gesproken wordt in de algemeene toelichting, dan moet die vermindering op ruim 1.500.000 frank worden begroot.

De reisduiven, bestemd om in Frankrijk te worden losgelaten, waren aan een recht van 20 frank de 100 kilogrammen onderworpen, ofschoon de invoer ervan alleen tijdelijk was. Dit recht — hoe gering ook — belemmerde fel de inrichting en de uitbreiding der duivenwedstrijden die in België zoo populair zijn. Deze hinderpaal werd uit den weg geruimd toen wij volen vrijdom der tolrechten bekwamen voor de duiven welke onder bovengemelde omstandigheden werden ingevoerd. De ons gedane toegeving in juiste cijfers omzetten kunnen wij niet, doch, naar de verklaring van een Fransch afgevaardigde, zou dit cijfer ongeveer 1 miljoen per jaar bedragen.

Andere toegevingen werden gedaan, voor de maïsgrutten, 20 t. h., voor de druiven en getrokken vruchten, 35 t. h., voor de koolzaadolie, 20 t. h., en voor

sommige categorieën levende planten en bloembollen, 40 t. h., ten slotte, werden de rechten op het hier met 20 t. h. verminderd.

Anderdeels heeft de Fransche Regeering zich bij briefwisseling verbonden, het initiatief niet te nemen om de rechten de verhoogen op het witloof, de bitterpeen en levende broeikasplanten.

* * *

Zijnerzijds heeft Frankrijk sommige eischen voorgedragen betreffende landbouwproducten en eetwaren. Voldoening werd geschonken voor mout, stijfsel, zetmeel en tapioca. Sommige categorieën verse en droge vruchten, sommige verse en ingemaakte vruchten en olijfolie; meelspijzen voor den verkoop in 't klein bereid, sommige producten van banketbakkerij, ganzenleverpastei, ingemaakt wild en gevogelte, chocolade in reepen, suikergoed en mostaard.

Er dient opgemerkt te worden dat in vele gevallen, ten aanzien van de verhooging der rechten in het Belgisch tariefontwerp voorzien, de aan Frankrijk verleende rechten hooger blijven dan de bestaande. Echter werden voor sommige hoofdzakelijk Fransche producten, zooals kapper, olijfolie en truffels, de rechten lager gezet dan de bestaande.

In zake bovengemelde producten had de Fransche afvaardiging gevraagd dat in sommige gevallen de rechten werden bepaald op het hoogste tarief. Voldoening werd geschonken voor de meelspijzen en de ganzenleverpastei, het mout en de hop. Voor deze twee laatste producten heeft de Belgische afvaardiging echter geweigerd op het hoogste tarief rechten te heffen die tweemaal hooger staan dan die in het maximumtarief voorzien.

Tijdens de behandeling van de overeenkomst hadden de Belgische bedrijven van de chocolade en de beschuitbakkerij klachten laten hooren, waarmede rekening werd gehouden in de mate van het mogelijke tijdens de uitwerking van het Belgisch tarief dat de inkomrechten op deze producten heeft verhoogd.

Zij vroegen de herziening van het Fransch tarief, hetgeen ongelukkig niet van ons afhangt, en de afschaffing van het bewijs van oorsprong, waardoor inzonderheid de geringe verzendingen worden belemmerd. De overeenkomst geeft hun op dat stuk gedeeltelijk voldoening, vermits het bewijs voor eene verzending van minder dan vijfhonderd frank voortaan kosteloos wordt afgeleverd.

Wij hebben hooger gesproken over de rechten op de wijnen en de brandewijnen.

Chemische en artseneijproducten; voorbereide scheikundige meststoffen; kleurstof; looistof, verf, lak, glazuur en stopverf; lijm en vischlijm; benzine, reukwerk en toilette-artikelen.

(Lijst A, n^{os} 131, 217, 313.

Lijst B, n^{os} 288, 289, 292, 294, 295, 308, Ex 307, Ex 310, 311, 512, 313, Ex 315, Ex 324, 327, 356, 357, 358, 360, 368, 382, 389, 392, Ex 400, 426, Ex 427, 432, 433, 439, 440, 441, 442, 443, 445, 446, 447, 452, Ex 457).

Wat deze producten betreft levert de Fransche markt voor ons slechts weinig belang op. Slechts voor het stearinezuur, het oliezuur, het phosphoor-

zuur levert zij een belang op. Voor het olie-stearinezuur hebben wij de consolidatie van het bestaande recht bekomen ; voor het stearinezuur kon men ons onmogelijk vermindering toestaan, daar Frankrijk inzonderheid den Hollandschen invoer vreesde en om die reden zijn minimum-tarief niet wilde verminderen. In zake phosphoorzuur staat het Fransch recht niet hoog : ook hadden wij op dat stuk zelfs geen eisch gesteld.

Op producten van ondergeschikt belang gaf Frankrijk ons nog enkele toegevingen. Van Fransche zijde was de toestand gansch verschillend. De rubriek, welke wij thans uitwerken, behelst producten, zooals het reukwerk b. v., die te allen tijde voor Frankrijk van hoofdzakelijk belang zijn geweest. Sedert den oorlog had Frankrijk, anderzijds, een machtige poging gedaan om zijne chemische en kleurbedrijven uit te breiden ; daarom ook waren zijne eischen op dat stuk talrijk en dringend.

Vooreerst bracht dit land verzoeken uit in zake producten die in ons bestaande tarief vrij zijn van alle rechten en in ons ontwerp met rechten worden bedreigd.

Wij handhaafden de vrijstelling voor het boorzuur, het koolzoutzuur, het kastanjelaarsextract, de sumak. Voor veertien chemische producten, twee bereide meststoffen, de artselijproducten, de lijm, de vischlijm en de kleurstof, de zeep, stemden wij, op grond van de in ons tarievenontwerp ingeschreven rechten, toe tot verminderingen van verschillenden aard, die, merkelijk voldoening schenkend aan de wenschen van Fransche zijde, toch een voldoende bescherming verleenden aan de Belgische nijverheidsbedrijven die voor meestal de bedoelde producten geen enkel beschermd recht genoten.

De rechten die op den methyl- en amyliëkalcohol die, met het oog op de belangen der industrie, reeds fel in ons ontwerp waren verminderd, werden op Frankrijks aanvraag, nog eenigszins beperkt.

Daarenboven werden de rechten op den lijm en de kleuren met alcohol gereedgemaakt, aangepast op de verminderingen welke anderzijds werden toegestaan op de alcoholische bereidingen in het algemeen.

Ten slotte stemden wij toe in eene vermindering van belang, waarop de Fransche onderhandelaars inzonderheid hadden aangedrongen. Het geldt de reukwerken op dewelke het bestaande recht van 20 t. h. op 18 t. h. werd verminderd. Verder hebben wij op de alcoholhoudende reukwerken de afschaffing van de toegevoegde surtaxe van 16 t. h. toegestaan op het brutorecht *dat thans in voege is*.

De twee groepen van afgevaardigden kwamen overeen differentieele rechten te bepalen ten aanzien van Duitschland, voor een zeker getal producten. Voor het meerendeel der vernoemde producten is Duitschland een zeer gevaarlijke mededingster voor de nijverheid van de twee landen. In de mate van 't mogelijk hebben wij echter wel vermeden te hooge belasting te bepalen voor producten welke onze nijverheid noodig heeft of voor producten die wij niet fabricceeren.

GLEISWERK.

(Lijst A, n^{rs} 331, Ex 352, Ex 345, Ex 346, 347bis.

Lijst B, n^{rs} 813, 818, Ex 821, 824, 825.)

Wat betreft de gleiswerk-nijverheid hebben de Fransche afgevaardigden doen opmerken dat hunne nijverheid tegenwoordig gehandicapt was door de nijverheid van het Sarregebied, dat voorloopig door het Verdrag van Versailles gelijkgesteld werd, op gebied van tolrechten, met het Fransche grondgebied, en waarvan dienvolgens de producten vrijelijk in Frankrijk binnenkomen. De Sarrenijverheid bezit inderdaad het voordeel aan gunstige voorwaarden uit Duitschland de grondstoffen te kunnen invoeren welke zij noodig heeft, om die redenen heeft de Fransche afvaardiging ons verzoek betreffende het « pottenwerk in zandsteen » en « het plateelwerk in gemeene aarde » niet kunnen aannemen. Er dient ten andere opgemerkt te worden dat de rechten, die op deze producten zijn gelegd, niet prohibitief zijn, en het invoeren van Belgische producten in Frankrijk toelaten.

Wat betreft het onversierd en versierd « fijne plateelwerk en werken in majolica » evenals de « stukken voor electriciteit, in porselein » hebben wij eene vermindering bekomen van 6 t. h. van de rechten die thans op het Fransche toltarief voorkomen.

Ten slotte, voor het vuurvast pottenbakkerswerk en vuurvaste producten, welke, evenals het plateelwerk, in de eerste plaats van belang zijn voor de Belgische nijverheid, werd ons de bevestiging van de tegenwoordige rechten toegestaan.

Tegenover deze Fransche toegevingen heeft de Belgische afvaardiging eene vermindering toegestaan van 25 t. h. op de rechten voorzien in het Belgisch toltarief op « de werken in fijn plateelwerk », op het « porseleinwerk » en op de « gezondheidstoestellen in zandsteen of plateelwerk ». De aldus verminderde rechten van het Belgisch tarief benaderen merkelijk de Fransche rechten die in de meeste gevallen lager zijn dan die van het Belgisch ontwerp, wat betreft deze producten.

De Belgische afgevaardigden hebben er bovendien in toegestemd een recht in maximum-tarief vast te stellen voor de hooger genoemde producten.

LEDER NIJVERHEID.

(Lijst A, n^{rs} Ex 476, 488, 491quater.

Lijst B, n^{rs} 466, 467, Ex 472, Ex 473, 475, 476, 487, 489, 490, 1153 tot 1156, Ex. 1158.)

Wat betreft de « bewerkte huiden » brachten wij een verzoek naar voren betreffende de huiden bewerkt door middel van plantaardige looing en deze bewerkt door minerale looing. Voor de niet getouwde huiden van de eerste reeks, al waren de rechten van het Fransche tarief minder dan de rechten voorzien op het Belgisch ontwerp van tarief, konden wij eene vermindering bekomen van 7 t. h. van het Fransche recht.

Voor de niet getouwde huiden, bewerkt door middel van eene plantaardige looing, evenals voor al de huiden bewerkt door middel van eene minerale looing, was de Fransche afvaardiging van oordeel dat de Fransche

rechten reeds het minimum waren dat er noodig was voor hare industrie te beschermen. Op het aandringen van de Belgische afgevaardigden werd niettemin eene vermindering van 6 tot 10 t. h. op deze artikelen toegestaan.

Wij konden eveneens eene vermindering bekomen van 10 t. h. voor de verniste vellen en de riemen.

De Fransche eischen gingen vooral over de « geverfde of als marokijnleder bewerkte huiden », de « verniste vellen », sommige werken in huid of leder, zooals « zolen, brandzolen, schachten van laarzen, handschoenen », en « schoeisel ». Wat betreft de geverfde of als marokijnleder bewerkte vellen, hebben wij verminderingen toegestaan van 8 tot 10 t. h. van de rechten voorzien op het Belgisch tariefontwerp, rechten die merkelyk hooger waren dan dezin van het tegenwoordig tarief. Ondanks onze toegevingen is de bescherming, voor deze producten voorzien, nog vermeerderd met betrekking tot het tegenwoordig stelsel. Wat aangaat de verniste vellen werd er een onderscheid gemaakt tusschen deze « voor schoeisel » en deze « voor rijtuigen ». Voor de eersten, waarvan de vervaardiging geene Belgische specialiteit is, hebben wij eene vermindering toegestaan van 40 t. h. van het recht. Het blijft ten andere nog met 90 t. h. boven het tegenwoordige recht.

Voor de « zolen », schachten van laarzen, en andere lederen artikelen — rijzweepen, zweepen, enz. — bedragen onze verminderingen 12 tot 16 t. h. van het voorziene recht. In het handschoenbedrijf doelt onze toegeving — die 20 t. h. van het recht op de « enkel uitgesneden » handschoenen en 30 t. h. op de « afgewerkte » handschoenen bedraagt — op het recht van het bestaande tarief. Deze vermindering werd toegestaan ten aanzien van het feit dat het een product geldt waaraan de Franschen het grootste belang hechten, en dat in België niet in voldoende hoeveelheid voor het gebruik wordt vervaardigd. Voor het marokijnwerk dat ook een Fransche specialiteit is, hebben wij het recht van 20 t. h. in het ontwerp voorzien, gebracht tot het bestaande 15 t. h.

Wat de schoennijverheid betreft, deden wij toegevingen slechts voor de kinderschoenen en de laarzen. Wanneer wij tot grondslag nemen de rechten in het tariefontwerp voorzien, dan bedraagt de vermindering op het eerste artikel 12.5 t. h., op het tweede 25 t. h.

De afvaardiging was van gevoelen, dat zij geen gevolg kon geven aan de Fransche eischen in zake « geiten- of schapenvellen », « bewerkte huiden », « bronskleurige huiden » enz., alsmede in zake gansch de reeks « enkel gelooide of getouwde » huiden enz., andere dan de geverfde en als marokijnleder bewerkte huiden bovengemeld.

In zake de « pelterijen enkel toegereed » heeft de Belgische afvaardiging het verhoogingscoëfficiënt, in het ontwerp voorzien, gebracht van 3 op 2, ten aanzien van het aandringen der Fransche afvaardiging die ons liet opmerken dat meestal de pelterijen vrij in Frankrijk komen, en dat de anderen niet boven 100 frank de 100 kilogrammen worden getroffen, terwijl de rechten in het Belgisch tarief voorzien, schommelen tusschen 12; negen honderd en duizend frank de duizend kilogrammen.

Er valt op te merken dat Frankrijk door het aannemen van een zeer vrij

regime voor de enkel bereide vellen er op staat zijne industrie van de bewerkte vellen te begunstigen, terwijl België bij het vaststellen van zijne rechten een fiscaal doel op het oog had.

Wat het gemaakt bont betreft, hebben wij een vermindering van 10 t. h. op het huidig tarief toegestaan.

Betreffende de rechten van het maximum tarief wees de Fransche afvaardiging er op dat België en Frankrijk er hetzelfde belang bij hadden zich tegen Duitschland te beschermen. Men heeft inderdaad in den laatsten tijd vastgesteld dat Duitschland in deze landen een groote hoeveelheid ruwe vellen en leder kocht, tegen geringe kosten verwerkte dank zij de lage loonen, en vervolgens op de Belgische en Fransche markten wierp als afgewerkt goed voor een prijs waartegen de binnenlandsche mededinging niet kon opkomen.

Daarom werd een recht op het maximum tarief geheven voor meest al de lederartikelen en het bewerkt en gemaakt bont.

WEEFNIJVERHEID.

(Lijst A. Ex 363, Ex 372, Ex 373, Ex 440, 441 bis en ter, Ex 433, 647 bis, 65.

Lijst B. 499, 500, 501 tot 505, 508, 511, 520, 521, Ex 527, Ex 528, 559, 609, Ex 611, Ex 612, 613, Ex 615, Ex 616, Ex 620, 621, 622, Ex 624, Ex 626, Ex 627, 628.)

Om de toegevingen ons door Frankrijk verleend voor de geweven producten, hoe onvoldoende zij ook zijn, naar waarde te schatten, moet men rekening houden met het feit dat de Fransche weefnijverheid, meestal in het Noorden gelegen, door den oorlog erg was aangetast, dat zij thans in vollen wederopbouw is en dat de Fransche politiek in deze omstandigheden er op gesteld is het tolprotectionisme van vóór den oorlog te behouden en zelf te versterken.

Aanvankelijk had de Fransche afvaardiging zelfs bij de onderhandelingen een bijna volkomen *non possumus* tegenover onze eischen gesteld. Buiten het algemeen bezwaar voormeld, beriep zij zich nog op het bijzonder argument dat onze invoer in Frankrijk zeer was toegenomen in 1920 en 1921 vergeleken met de jaren vóór den oorlog en dat wij dus een gevaarlijke mededinger waren voor zijn industrie. Hoezeer was onze uitvoer echter geslonken in 1922!

Getet op de belangrijkheid van de vraag voor ons, hebben wij voet bij stek gehouden en ons aandringen bezorgde ons een reeks toegevingen waardoor de voorwaarden van invoer onzer weefproducten in Frankrijk stellig zullen verbeteren.

VLAS EN HENNEP.

a) *Draad*. — Voor den vlasdraad hebben wij voor de ongebleekte soorten tot n^o 50 Engelsch (die ons vooral aanbelangen) een vermindering van 10 t. h. op het Fransch recht verkregen. Van onzen kant hebben wij aan Frankrijk voor zijn vlasdraad het behoud van den huidigen toestand, 't is te zeggen de tolvrijheid, toegestaan.

De toegeving van de Fransche vlasbereiders is des te grooter daar de

omzet van de vlagarens tusschen beide landen, sinds den oorlog, geheel ten onzen voordeele is gekeerd.

Voor de henneparens werd insgelijks eene vermindering van ongeveer 7 t. h. van het bestaande recht bewilligd, welk recht reeds bij decreet van 1 December 1922, met 10 t. h. verminderd was. Die gezamenlijke vermindering bedraagt dus 10 t. h. sinds den aanvang der onderhandelingen.

b) *Geweven stoffen.* — Daar de Fransche Regeering met groote moeite van de vlasnijverheid bovenstaande vermindering voor de draden had bekomen, hetgeen reeds voorkwam als een groote toegeving ten einde het akkoord te kunnen sluiten, is de Belgische afvaardiging gaan inzien dat zij moeilijk verder kon aandringen en haar eisch volhouden betreffende de vlasweefsels waarop echter, bij den invoer in Frankrijk, een buitenmatig recht geheven was. Dienvolgens werden beide afvaardigingen het eens om de vrijheid hunner Regeering betreffende deze producten voort te behouden.

WOL.

a) *Garen.* — In zake gekamd garen, hebben wij voor al de soorten die de Belgische nijverheidsbedrijven aanbelangen (enkel garen en getwijnd, ongebleekt, gekleurd en bedrukt), eene vermindering van 10 t. h. van het bestaande recht bekomen. Voor de gekamde garens bedroeg de bekomen vermindering ongeveer 6.2 t. h.

b) *Weefsels.* — Voor de zuiver wollen weefsels, bekwamen wij nagenoeg eene vermindering van 8 t. h. op al de reeksen.

In wil van deze toegeving, bewilligden wij afslag op de verhooging der rechten voor de lichte wollen weefsels welke wij in ons tariefontwerp hadden voorzien. Daar, waar wij het huidige recht dachten te verhoogen met 25 t. h., hebben wij er in toegestemd het slechts met 16 en 18 t. h. te verhoogen voor de twee soorten die inzonderheid Frankrijk aanbelangen.

KATOEN.

In dit vak der textielindustrie is onze eisch op een volstrekt *non possumus* gestuit vanwege de Fransche industrieelen. Wij moeten erkennen dat wij voor het katoengaren en de katoenen stoffen niet de voornaamste bevoorraders zijn der Fransche markt. Vooral Engeland wordt door de Fransche industrie gevreesd. De weigering is vooral voortgesproten uit de vrees dat zij de ons toegestane toegeving ook aan Engeland hadden moeten geven.

Anderzijds was de Fransche Regeering van gevoelen, dat zij bij hare industrieelen niet moest aandringen, vermits zij hun reeds offers had moeten vragen in zake overeenkomst met Italië.

Niettemin hebben wij eene vermindering bekomen op de stoffen van katoen met wol vermengd (katoen de hoofdstof zijnde), stoffen welke tegelijkertijd België en het Groot-Hertogdom aanbelangen. De vermindering, die vooral van belang is, belooft 27 t. h. van het bestaande recht.

'T is ongelukkiglijk de weefnijverheid die het minst bevoordeeld wordt door het verdragontwerp. Onze achtbare collega's hebben allen de klachten ontvangen der belanghebbende nijveraars, namelijk van « l'Association Belge de Tissage », en van de Samenwerkende Maatschappij « La Textile ». Uit de tabel bij hunne brieven gevoegd, blijkt dat voor de katoenweefsels in 1914 de verhouding tusschen de Fransche en Belgische rechten, nagenoeg neerkwam op 1.80 tegen 1, bijgevolg 80 t. h. verschil.

Na toepassing op de voorgestelde coëfficiënten (4 voor België, 5 voor Frankrijk), zal de verhooging klimmen tot 2,25 tegen 1, dus een verschil van 125 t. h.

De Kamer van Koophandel van Ronse heeft ook een grondige studie over het vraagstuk in 't licht gegeven met eene indrukwekkende bijgevoegde tabel, ter vergelijking van de bedragen in 1914 met die van 1925. Uitgenomen voor een of andere waar, zooals de mengsels van zijde en katoen (meest katoen), doet die tabel aanzienlijke verhoogingen uitschijnen op het tarief van 1914 en verminderingen van 80 tot 125 t. h. ten voordeele van Frankrijk, uitgenomen voor de stoffen van gekaarde wol en stoffen met meest katoen, waarvoor de vermindering maar 45 t. h. bedraagt.

Er ware een bijzondere bevoegdheid noodig, welke uw verslaggever niet bezit, voor een grondig besef van de opmerkingen der weefnijverheden, zoo ingewikkeld en zoo kiesch. Het is buiten kijf evenwel dat het te hunnen voordeele is, dat al de bedrijvigheid en ijver der Belgische onderhandelaars zal moeten werken, want hoe deemoedig en gelaten de oorlog ons gemaakt heeft met de (zoogenaamde) vrede die er op volgde, wij achten dat de fabriekanten uit 't Noorderdepartement zich wel iewat zouden mogen herinneren, dat indien hunne fabrieken werden vernield, de onze niet beter werden behandeld, omdat wij niet enkel hebben gehoor gegeven aan de stem onzer stoffelijke belangen.

ALLERHANDE WERK IN HOUT EN IN KURK.

(Lijst B. N^os 648, Ex 649, Ex 668, Ex 684, Ex 685, 689, 690, 691, 693, Ex 698.)

België heeft voor allerlei hout- en kurkwerk verminderingen tusschen 20 en 40 t. h. toegestaan op de rechten voorzien in het tariefontwerp.

Die verminderingen voor de waren in kurk, kurkenschijven, kurkenplaten, -schijfjes, -stopsels, zijn dan niettemin nog hooger dan de rechten van het Fransch tarief. Voor het vaatwerk stelt de vermindering het recht gelijk met het toegepaste huidige recht; voor het fineerhout zijn de rechten nagenoeg gelijk gesteld met de Fransche rechten.

België gaat daarenboven de verbintenis aan om voor den invoer uit Duitschland van kurkwerk, schijfjes en stopsels, rechten toe te passen die 100, 150 en 200 t. h. hooger zijn dan die van het minimum tarief.

BORSTELWAREN.

(Lijst A. Ex 644.

Lijst B. Ex 1186.)

België bekomt voor de verschillende borstelwaren eene vermindering van 11 t. h. Daarentegen staat België aan Frankrijk voor de fijne borstelwaren eene

vermindering toe van 25 t. h. op de rechten voorzien in het tariefontwerp. Die vermindering heeft anderzijds enkel voor uitslag, het recht voorzien in het tariefontwerp te verminderen tot het huidig toegepaste recht.

België gaat daarenboven de verbintenis aan op de Duitse ingevoerde borsteharen, penseelen en pluimborstels rechten toe te passen die 100 tot 150 t. h. hooger zijn dan die van het maximum tarief.

ZIJDE.

Wij hadden eene vermindering gevraagd van de rechten op de garens van kunstzijde die veel belang hebben bij den verkoop in Frankrijk en waarop een vrij hoog recht staat.

Wij verzaakten echter aan onzen eisch omdat de Fransche rechten, zooals het ons bewezen werd, geen hinder hoegenaamd waren voor onzen uitvoer. Die uitvoer was inderdaad van 4 q. m. in 1912 gestegen tot 6403 q. m. in 1922. Eene vermindering van het recht kon in elk geval niet verhoopt worden, daar Frankrijk niet vanzins is den invoer van kunstzijde in 't land te bevoordeelen ten nadeele van zijne eigene voortbrengst van echte zijgarens.

Frankrijk van zijnen kant dringt aan voor een heele reeks zijden weefsels. Wij willigden zijn verzoek in, door ons huidig recht van 15 t. h. te verminderen op 13 t. h., voor borduurwerk, kant, passementwerk, lint, tulle, fluweel en alle andere zijden weefsels.

Die toegeving moet in het akkoord blijken als zijnde eene vergoeding voor de ons verleende verminderingen op de weefsels in 't algemeen.

*
* * *

Buiten die bovenstaande verminderingen, kwamen beide afvaardigingen overeen om de differentieele rechten op Duitschland toe te passen, namelijk voor waren in zijde en in katoen.

KLEEDEREN EN KLEERWAREN.

De kleederen en klederwaren leveren bijzonder belang op voor Frankrijk; wij kochten nagenoeg niets. Wij namen aan het huidig recht van 20 t. h. op het breiwerk, de kleederen, de hoeden, de algeheel of gedeeltelijk zijden dassen, op 18 t. h. te verminderen.

Voor de keurslijven hebben wij het recht, voorzien in ons tariefontwerp, verminderd tot het bedrag van het Fransch tarief; wij hebben de Fransche bewoordingen overgenomen.

Ten slotte zijn de twee afvaardigingen overeengekomen om de differentieele rechten op Duitschland toe te passen voor de zijdewaren.

MEUBEL-NIJVERHEID.

De regeling van de tarieven voor de meubels is het gevolg van eene overeenkomst tusschen de bevoegde syndikale kamers in Frankrijk en in België.

Die overeenkomst is ingegeven door de volgende beschouwingen :

1^o De uitvoer van België naar Frankrijk is meer dan verdubbeld sedert den oorlog ;

2^o De Fransche rechten zijn, ter uitzondering van de zetels in gebogen hout, lager dan die voorzien in het Belgisch tariefontwerp ;

3^o Die rechten zijn verminderd geworden voor de zetels in gebogen hout en andere, met 20 t. h., door een dekreet van 2 December 1922.

Met inachtneming van deze beschouwingen, hebben de Belgische en Fransche nijveraars voorgesteld de rechten te handhaven zooals ze voorzien zijn in het Fransch tarief en in het Belgisch ontwerp. Evenwel, uit hoofde van 't voordeel voor België voortspuitende uit de vermindering gehuldigd door het dekreet van 2 December l.l., zullen de meubels uit Duitschland ingevoerd in België het driedubbel moeten betalen van 't bedrag van het minimum-tarief. De meubels in gebogen hout uit Tchecho-Slowakije zullen 100 t. h. meer moeten betalen dan 't bedrag van het minimum-tarief.

CAOUTCHOUC-NIJVERHEID.

(Liste A. N^r Ex 620.

Liste B. N^{rs} 704, 705, 708, 709, 711, 714, 715, 718, 720, 721.)

De onderling toegestane verminderingen voor de caoutchouc-waren zijn 't gevolg van eene overeenkomst tussehen de vertegenwoordigers der betrokken nijverheden in beide landen.

Die aan België toegestaan, betreffen enkel eenige waren, maar deze zijn bijzonder belangwekkend ; andere zijn 't gevolg van wijzigingen in de opgave ; het belang ervan springt niet onmiddellijk in het oog, doch een aandachtig onderzoek bewijst evenwel dat de vermindering van rechten aanzienlijk is.

De toegestane verminderingen bedragen :

Voor de buitenbanden voor fietsen	40 t. h.
Voor de luchtbanden voor fietsen	28 t. h.
Voor de navelbreukbanden, vingerlingen, handschoenen, allerhande, badmutsen, enz.	72 t. h.
Voor de caoutchouc-hielen	33 t. h.

De toegevingen worden wel is waar vergoed voor talrijke waren. Die vergoeding heeft voor gevolg de rechten van het Belgisch tariefontwerp te verlagen tot het bedrag der Fransche rechten op dezelfde waren of zelfs lager te stellen. Zij betreft de caoutchoucbanden, de machine-riemen, ballons, buisjes, vingerlingen, enz., biljartbanden, blokken en schijfjes, luchtkussens, -matrassen, en -oorkussens, speelgoed en ballons, tooisels in verharde caoutchouc, enz.

De toegevingen aan België gaan gepaard met sommige verdedigings-maatregelen tegen den Duitschen invoer. Die invoer voor de waren in de overeenkomst voorzien, zal het driedubbel moeten betalen van 't bedrag van het minimum-tarief.

PAPIERNIJVERHEID.

(Lijst A. N^os 466, 466 bis, 467, 469, 469 ter, 491 quater.

Lijst B. N^os 731, 735, 736, 847 à 750, 755, Ex 757, 760, 775, 776, 779 tot 784.)

1. *Papier en karton.* — Wij waren namelijk afnemer van « papier zonder lint of karton, wegende meer dan 50 gram per vierkanten meter », van « gekoetst fantasiepapier, wit of gekleurd », van « behangselpapier », van « papier, gevoelig gemaakt voor de photographie ».

Wat de eerste reeks goederen betreft, deed de Fransche afvaardiging opmerken, dat in 't algemeen de ontworpen Belgische tarieven hooger waren dan de Fransche tarieven en dat, anderzijds, het coëfficiënt drie, bij het Fransch tarief voor die goederen voorzien, niet toepasselijk is op papier voor tijdschriften en boeken; welnu, de Belgische invoer in Frankrijk bestaat dienaangaande meestendeels uit die reeks goederen. Gezien die schikking, geniet België dus feitelijk een vrij breed stelsel, dat als bevredigend dient te worden beschouwd en onder die omstandigheden dacht de Fransche afvaardiging niet te mogen ingaan op een nieuwe vermindering van de rechten, voorzien voor de gezamenlijke goederen van die reeks.

Wat het behangpapier betreft waren beide landen afnemers. Dienaangaande ook waren bij het Belgisch tariefontwerp hogere rechten voorzien dan bij het Fransch tarief, uitgezonderd nochtans het gewoon behangpapier op ongekleurden grond. Daar uit dien hoofde de vraag der Fransche afvaardiging in haar geheel meer gerechtvaardigd was dan de vraag der Belgische afvaardiging en gezien, anderzijds, de Fransche afvaardiging het als onmogelijk beschouwde, het Fransch tarief in zake gewoon behangselpapier op ongekleurden grond te wijzigen volgens de Belgische rechten, stelden zich beide afvaardigingen van weerszijden het erover eens, af te zien van allen eisch dienaangaande.

Ook betreffend « gevoelig gemaakt papier en karton » waren beide landen afnemers. De toegeving welke de Fransche afvaardiging nopens dit punt bereid was te doen, schonk geen voldoening en daar zij, anderzijds, een vermindering van de ontworpen Belgische rechten wilde voor gevolg hebben, werd, in overeenstemming met de betrokken nijverheid, van weerszijden besloten het *statu quo* te handhaven.

Wat de papiernijverheid aangaat, betroffen de Fransche eischen de meeste punten van het ontworpen Belgisch toltarief. Het is ons gelukt, het getal dier eischen aanmerkelijk te doen verminderen en wij weigerden namelijk in te gaan op de vragen betreffende: « gewoon karton », « inpakpapier en inpakkarton », « vloeï-, filtreer-, simili vetvrij papier », enz., « gestreept of watermerk papier », « buisjes voor spinnerijen », enz.

Anderzijds werden door België toegevingen gedaan betreffende « geruit inpakpapier en inpakkarton », enz. (vermindering 25 t. h.), « sigarettenspapier », dat een Fransche specialiteit uitmaakt (vermindering 37 t. h.), « gelijnd papier voor registers », enz. (vermindering 12.5 t. h.), « papier en karton, gekoetst of geëmailleerd » (vermindering 25 t. h.), « gelatine-papier », enz., (vermindering 12 t. h.), « ivoorkarton en dergelijke » (vermindering 12 t. h.), « geschept papier » (vermindering 25 t. h.), « briefpapier — voor minder dan

500 stuks — » (vermindering 25 t. h.), « zakken, zakjes », enz. (vermindering 25 t. h.), « doozen, kokers, juweelkistjes » (vermindering van 12 tot 23 t. h. volgens soort). . . .

Op te merken is, dat na de verminderingen op de voornoemde rechten aan Frankrijk toegestaan, bij het Belgisch tariefontwerp toch nog hogere rechten bestaan dan thans worden geheven.

Er dient bovendien op gewezen, dat betreffende de uitgevers- en drukkersbenoodigheden een zeer bevredigende overeenkomst voorafgaandelijk kon tot stand komen tusschen de betrokken nijveraars van beide landen. Deze overeenkomst, welke eenstemmig door de Belgische, Luxemburgsche en Fransche afvaardigden werd goedgekeurd, werd onveranderd aangenomen.

Bij die overeenkomst werden door de nijveraars van beide landen twee onderscheiden wenschen uitgedrukt. De eerste strekte er toe, de « gedachtenverspreiders » : boeken, bladen en tijdschriften, van alle tolrechten tusschen beide landen te doen ontslaan en eveneens gewone bijbehoorten : naai-kartoneer en bindwerk van de zelfde voordeelen te doen genieten. Gevolgen van dien wensch waren hoofdzakelijk : 1° afzien door België van zijn ontwerp tot heffen van rechten op de modedruksels, 2° afzien door Frankrijk van zijn stelsel waarbij rechten worden geheven op ingebonden boeken waarop tot nog toe rechten op den band werden geheven en volgens den aard hiervan. Die toegeving vooral is te waardeeren, gezien wij sedert lang te vergeefs getracht hadden die ontheffing van rechten te bekomen, namelijk voor de kerkboeken, die in België in groote hoeveelheid worden vervaardigd.

De tweede wensch, uitgedrukt door de nijveraars van beide landen, strekte er toe, te bekomen dat op de drukwerken zoo gematigde rechten als mogelijk zouden worden geheven, en dat dezelfde tarieven daarop zouden toegepast worden bij den invoer in beide landen. Daar de rechten, voorzien bij het Belgisch tariefontwerp vrij hooger zijn dan die van het huidige Fransche tarief, stemde de Belgische afvaardiging er in toe, die eerst genoemde rechten in de noodige mate te verminderen, ten einde dienaangaande tot gelijke bedragen te komen. Er dient nochtans te worden opgemerkt, dat de Belgische rechten, voortvloeiende uit die overeenkomst, in belangrijke mate de huidige rechten zullen overschrijden en dat bijgevolg de Belgische druk- en boekhandel, beter zullen beschermd zijn dan vroeger.

Anderzijds had het invoeren van gelijke rechten, het aannemen voor gevolg van lichte verminderingen bij sommige posten van het Fransch tarief, namelijk wat de gravuren betreft. Bovendien werden al de Fransche rechten, wier bedrag niet werd gewijzigd, bestendigd.

Op aanvraag van de Fransche afvaardiging stemde de Belgische afvaardiging in algemeenen zin er in toe, een recht in te voeren bij het maximum-tarief op papier en karton, uitgezonderd echter het dagblad-papier, waarop beter geen te hooge rechten worden geheven, gezien de bestemming daarvan.

De Fransche afvaardiging drong inderdaad inzonderheid aan op dien beschermingsmaatregel met het oog op den onrechtstreekschen invoer van duitsche koopwaar, wier mededinging, voornamelijk wat de postkaarten betreft, sedert eenigen tijd een echt gevaar voor de Fransche nijverheid uitmaakt.

GLASNIJVERHEID.

(Lijst A. N^os 349, bis ter en quater, Ex 350, 351, 559, Ex 362.

Lijst B. N^os 839, Ex 841, Ex 844, 845, 844.)

De glasnijverheid leeft vooral van uitvoer; de Fransche markt levert voor haar aanzienlijk belang op. Onze eischen dienaangaande waren dus van groot belang. Zij mogen vermeld worden bij die, waarover in groote mate voldoening werd bekomen. Tot juiste waardeering van dien uitslag dient te worden in acht genomen, vooreerst, de vergeefsche pogingen welke reeds vroeger werden aangewend bij het samenbrengen van de nijveraars der beide landen tot het bekomen van zekere verminderingen der Fransche coëfficiënten; ten tweede, de erge crisis die thans de Fransche nijverheid treft en waardoor een groot deel zijner werkhuizen stil liggen; ten derde, het feit dat reeds onder de huidige omstandigheden de Belgische uitvoer naar Frankrijk sedert den oorlog aanzienlijk vermeerderde en dat dus die toestand nog zal verbeteren door de bekomen verminderingen.

VENSTERGLAS.

Onze eischen betreffende het vensterglas behoorden tot die van allereerste belang. Hoewel de meeste Fransche blazerijen stil liggen, bekwamen wij voor glas met kleine afmetingen een vermindering van 10 t. h. en voor dit met groote afmetingen een vermindering van 14 t. h. De eerste vermindering is van bijzonder belang, want het is vooral in zake glas met kleine afmetingen dat wij te kampen hebben tegen de Fransche mededinging.

SPIEGELGLAS.

Door een Fransch decreet van 30 December 1922 werd van nu af volledige voldoening geschonken op onze vragen, door een aanmerkelijke vermindering van rechten, die, volgens de posten, 8 t. h., 20 t. h. en bijna 50 t. h. bedraagt.

TAFELGLASWERK EN KRISTALWERK.

De Belgische uitvoer naar Frankrijk maakte op dit gebied ook aanmerkelijken vooruitgang, vergeleken bij dien van 1913, gezien de waarde ervan in 1923 6.587.876 frank bedroeg. Wij bekwamen een vermindering van 14 t. h. voor het tafelglaswerk, het effen of gegoten, getint of niet, kristalglaswerk, het lampglaswerk, lichtweerkaatsers en lampekappen. Het betrof daar een bijzonder belangrijke vraag.

BIJZONDERE SOORTEN GLAS.

Wat die goederen betreft is onze uitvoer minder belangrijk. Bij de bijzonderste posten verkregen wij verminderingen van 12.5 tot 20 t. h.

FLESSCHEN.

Bestendinging der huidige rechten werd ons toegestaan voor flesschen, fleschjes en flacons, alsmede voor ongenoemde voorwerpen in glas.

De toegevingen aan Frankrijk gedaan, op gebied der glasnijverheid, betreffen :

De glasplaten voor de photographie : vermindering 30 t. h. ;

De lichtweerkaatsers, tulpen, enz., noch veelkleurig, noch geslepen of gegraveerd of versierd : vermindering 20 t. h. ;

De flesschen, « champenoises » genaamd : vermindering 25 t. h. ;

Tafelglaswerk in gewoon glas : vermindering 25 t. h. ;

Verglazuurde grafkronen : vermindering 20 t. h. ;

Verglazuurwerk : vermindering van 25 tot 35 t. h. volgens soort.

Er dient opgemerkt te worden dat voor vele artikelen waarvoor Frankrijk een vermindering bekomt, met name het tafelglaswerk in gewoon glas, de in het ontwerp van tarief voorziene rechten waarop de verminderingen worden toegepast, merkelyk hooger zijn dan die van het thans van kracht zijnde tarief, derwijze dat de rechten ingevolge de nieuwe overeenkomst nog hooger dan de vroegere zullen wezen.

De toegevingen door Frankrijk voor de producten der glasnijverheid gedaan worden beheerscht door de toepassing van sommige rechten van het maximum-tarief op Duitschland en Tcheco-Slowakije. Op de producten uit het eerst dezer landen, met name : de staven en roeden, het glas in bladen of in platen, het vensterglas, de glazen dakpannen, de glasplaten voor de photographie, de lampglazen, de lichtweerkaatsers, tulpvormige lampballons, lampekappen, flesschen en flucons, tafelglaswerk, enz., zal het driedubbel der rechten van het minimum-tarief geheven worden.

Het vensterglas, de lichtweerkaatsers, tulpvormige lampballons, enz., het tafelglaswerk uit Tcheco-Slowakije zullen het dubbel der rechten van het minimum tarief betalen.

IJZER EN STAALNIJVERHEDEN EN AFGELEIDE NIJVERHEDEN

(Lijst A. N^o 513, Ex 524, 525 quinq, 526, bis, ter, quater, quinq, sex, 532 bis en ter, 533 oct, 535 ter, Ex 536, 555, 553 bis, 554, 555 bis, 557, 557 bis, 558 bis en ter, 559, bis, ter en quater, Ex 561, 561 bis, 564 tot 566 bis, Ex 569, Ex 581, 586, Ex 614.)

Lijst B. N^o 867 tot 874, 879, 885, 887, 889, 896, Ex 901, 903 tot 908, 911, 913, 914, Ex 918, 920 tot 922, 925, 928, 930, 933, Ex 936 tot 942, 944, 946, 947, 948, 949, 951, 753, 955, 1003, 1006 tot 1016, Ex 1019, Ex 1025, Ex 1027, 1035, 1037, 1038, Ex 1040, 1045, 1049, 1050, 1052, 1055 tot 59, Ex 1061, Ex 1064, 1071 tot 1073, Ex 1077, 1087, 1088, 1093, 1100, 1112, 1113.)

a) *Metallurgie*. — De metallurgische producten (ruwgietijzer, ruwstaal, half-producten), worden door ons weinig uitgevoerd ; daarentegen trekken wij ze met groote hoeveelheden uit Frankrijk voor de behoefte van onze verwerkingsnijverheid. De Fransche rechten zijn trouwens bijzonder hoog. Zij gaan soms hooger dan 15 t. h. Wij hebben niets gevraagd betreffende deze producten, ten eerste, omdat onze uitvoer gering is, en ten tweede, omdat een toegeving, om waarlijk doeltreffend te wezen, uit hoofde van de hoogte van het Fransche recht, zoodanig groot had moeten zijn dat de Fransche afvaardiging ze nooit zou kunnen aannemen hebben.

Frankrijk daarentegen is als eischer opgetreden en heeft voor al de metallurgische producten een vermindering aangevraagd van het coëfficiënt 3, dat in ons nieuw tarief stond vermeld in plaats van het thans bestaande coëfficiënt 2. Wij hebben het coëfficiënt 2.5 toegestaan.

Daarenboven hebben wij het heffen van differentieele rechten ten opzichte van Duitschland aangenomen.

b) *Vervormingsproducten.* — Voor deze producten levert de Fransche markt een zeker belang op. Wij hadden desaangaande een reeks eischen in onzen staat aangestipt. Men moet erkennen dat het verhoogingscoëfficiënt in het Fransche tarief toegepast voor een groot aantal dezer producten de zuivere gelijke verdeling niet bewerkstelligt. Met het oog op de betrekkelijke waarde is het huidige recht dus minder dan in 1923. Het is daarom dat onze eischen niet in aanmerking konden genomen worden ter uitzondering van dezen op de krukassen, waarop een bijzonder hoog coëfficiënt drukte: 8, dat op 6.5 verminderd is geworden.

In ruiling, hebben wij op de basis der rechten in het nieuw tarief aangeduid, eenige lichte toegevingen toegestaan op bijzondere producten die Frankrijk aanbelangen, toegevingen die nochtans een verhoging op het thans van kracht zijnde recht handhaafden.

Wij hebben eveneens de toepassing van sommige differentieele rechten ten opzichte van Duitse producten toegestaan.

c) *Producten van de mecanische constructie* (machines, werktuigen, gereedschappen, gietijzeren-, ijzeren- en stalen fabrikaten).

De rechten in Frankrijk op de producten van de mecanische constructie geheven zijn niet in verhouding tot die welke op de basisproducten der ijzernijverheid drukken. Het gemiddelde recht bedraagt ongeveer 15 t. h. Ook is ten allen tijde de Fransche markt voor de Belgische mecanische constructie een markt van eersten rang geweest.

Voor de jongste vóóroorlogsche jaren bedroeg onze uitvoer naar Frankrijk gemiddeld 31 millioen voor de machines en werktuigen; 20 millioen voor de gereedschappen en metalen fabrikaten, 8 millioen voor de voertuigen (hierbij begrepen de automobielen waarvan er verder zal gesproken worden). In 1922, bereikt onze uitvoer naar Frankrijk van de verschillende hiervoren vermelde producten te zamen ongeveer 136 millioen.

Ook is het betreffende dit deel van de ijzer- en staalnijverheid dat wij inzonderheid alles gedaan hebben wat wij konden ten einde, zoo mogelijk, nog verbetering te brengen in een handel die, wegens de algemeene ongelijke drukking van het Fransch tarief niettemin reeds bevredigende voorwaarden omvatte.

Onze eisch sluitte nochtans op een bezwaar. De Fransche machinebouwers waren op de onze ver vooruit uit hoofde van de hooge Fransche tolrechten op de halfproducten en dientengevolge van den hoogen prijs op de Fransche markt van deze halfproducten zelf. Hoe groot het belang ook was dat wij hier bij hadden, kon er alleszins geen spraak zijn van aanzienlijke verminderingen. De Fransche afvaardiging, wenshende nochtans ons voldoening te schenken in de mate van het mogelijke, stelde ons een reeks verminderingen van coëfficiënten voor. Deze verminderingen werden officieus voorgelegd aan onze machinebouwers die ze ontoereikend achtten en vroegen om in onderhandeling te komen met hunne Fransche collega's. Talrijke besprekingen hadden plaats. Zij waren zeer

zorgvuldig voorbereid geworden door het inzenden van Belgische zijde van omstandige verslagen die tot grondslag der bespreking moesten dienen.

De overeenkomst werd gesloten op de hiernavolgende grondslagen :

1^o De Fransche machinebouwers stemden toe tot de verminderingen van coëfficiënten, die alle zouden wedergevonden worden in die welke door de ambtelijke Fransche afvaardiging werden voorgedragen. Eenige dezer laatste nochtans werden niet overgenomen. Het voordeel ervan bleef ons nochtans gehandhaafd.

De toegestane verminderingen betroffen 52 stellingen van het Fransche tarief en schommelen tusschen 0.2 en 1.7 eenheden, wat weerkwam op 7 t. h. tot 22 t. h. van het bestaande recht. Zij betreffen : de toestellen voor hoogovens, de stoomketels, de cylinders voor pletmolens, de vliegwielen, gansch de reeks der werken in gietijzer, kleine ijzerwaren, het ijzerwerk voor voertuigen, de artikelen van slotmakerij, de kabels en kettingen, de artikelen van spijker- en vijzenmakerij.

Onze andere eischen konden niet ingewilligd worden. Voor de stoommachines en motoren, deed men aan onze nijveraars opmerken dat de Fransche rechten niet hooger, laat staan, minder hoog waren dan die van ons ontwerp van tarief. Wat de losse stukken betreft, waarvoor wij talrijke eischen hadden ingediend, werd er geantwoord — wat onze nijveraars aannamen — dat de bedoelde rubrieken een onbepaald getal meest verscheidene stukken omvatte, en dat de daarop geheven rechten gemiddelde rechten waren, die voor sommige stukken onvermijdelijk overdreven moesten zijn net zooals zij voor andere ontoereikend waren.

Wat het rollend materieel en inzonderheid de wagons betreft, die een uiterst gewichtige plaats innemen in onze lijst van eischen, hebben wij slechts een vermindering van coëfficiënt op de aardwagons verkregen. De coëfficiënten op de wagons zijn wel is waar voor het algemeen tamelijk gematigd (1.7 en 1.9) en het is enkel voor de grondwerk-wagons dat zij een voor vermindering vatbaar bedrag bereiken (3.7).

Volgens het verslag der bespreking, verklaarden de Fransche machinebouwers dat indien de rechten van het Fransche tarief op de producten waarvan de bedrijven der metaalvorming afhangen verminderd werden, de Belgische nijveraars zouden gerechtigd zijn aan hunne Fransche collega's het inzien van dezen nieuwen toestand aan te vragen.

Ten slotte, beloofden de Fransche machinebouwers de aandacht hunner Regeering te vestigen op de toepassingsregels van het tarief die voor gevolg hadden er de kracht nutteloos van te verzwaren.

2^o Als vergelding nemen de Belgische machinebouwers voor de stoommachines, de werktuigenmachines, de samengestelde sloten, de vermindering aan van de rechten in het nieuw ontwerp van tarief bepaald, ten einde op gelijken voet met het Fransch recht te komen.

Onverminderd deze toegevingen werd daarenboven een reeks verminderingen van coëfficiënten toegestaan voor gietijzeren fabrikaten, de gereedschappen, de producten van de nagelmakerij, mecanisch doek, het ijzerwerk voor voertuigen, de koffers, de naalden en spelden, de producten van de messenmakerij (scharen, messen, scheermessen), toebehooren voor het vervaardigen van stokerijtoestellen, en op sommige ongenoemde rubrieken van toestellen. Er wordt op gewezen dat

de rechten op de machines en metalen fabrikaten van ons nieuw tarief berekend zijn op de basis van 10 t. h. *ad valorem*, wat het thans bestaande beschermingsrecht verdubbelt en zelfs in sommige gevallen verdriedubbelt. De gedane toegevingen schaden hoegenaamd niet aan de beschermingsvermeerdering waarop de betrokken nijverheden mochten aanspraak maken; de voorziene verhooging wordt hierdoor slechts ietwat verminderd.

3) De machinebouwers der beide landen zijn het eens om een gemeenschappelijke verdediging aan te nemen ten opzichte van Duitschland dat voor allen de ergste mededinger is. Derhalve wordt er een belangrijke reeks stellingen in lijst C opgenomen. In beginsel, komen daarin voor al de artikelen waarvoor een der beide Partijen aan de andere een vermindering toestond.

d) *Producten van de electriciteitsnijverheid.* — Voor deze producten werd er eveneens een bespreking belegd tusschen de vertegenwoordigers der hierbij betrokken groepeeringsen uit de beide landen. Hier ook kwam men tot een akkoord waarbij een vermindering van ongeveer 5 t. h. van het Fransche recht werd toegestaan op de dynamo-electrische machines, transformatoren en ankers, wegende meer dan 2,000 kilos. In ruiling hebben wij aan de Fransche nijveraars een vermindering verleend van de in ons nieuw tarief aangeduide rechten op de omloopmeters en de electriciteitsmeters ten einde ze op voet van gelijkheid met het Fransche recht te brengen. Een evenredige toegeving werd op de electricische accumulatoren gedaan.

Er werd ten slotte wederzijds overeengekomen dat het hoogst mogelijke recht zou toegèpast worden op de bijzonder gevaarlijke producten van Duitse herkomst.

e) *Automobiel-nijverheid.* — De vraag der automobiel-nijverheid was bijzonder kiesch van aard. Eenerzijds eischte Frankrijk bij den invoer in België een aanzienlijke verlaging van het recht dat in het tariefontwerp voorzien was en dat overeenkwam met een gemiddelde heffing van 40 t. h. *ad valorem*.

Gezien het belang van de zaak voor de Fransche nijverheid, maakte Frankrijk van die verlaging de voorwaarde *sine qua non* van het verdrag.

Anderzijds wilde België, dat vóór den oorlog gemiddeld 400 machines per jaar naar Frankrijk uitvoerde en dat ten gevolge van de toepassing van het nieuw Fransch recht van 45 t. h. *ad valorem* zijn uitvoer bijna te niet zag gaan, een regiem, waardoor het mogelijk kon worden op de Fransche markt weer de plaats te veroveren waarop het recht heeft.

Frankrijk, dat bedoeld recht van 45 t. h. ingesteld had jegens den invoer uit de Vereenigde Staten en Italië, was geneigd tot een verlaging ten gunste van België, wiens voortbrenging het niet verontrust, op voorwaarde dat die vermindering België alleen ten goede komt. De nijverheidslieden der beide landen kwamen van het begin der onderhandelingen af in voeling met elkander om te trachten de modaliteiten van een overeenkomst te vinden die aan bovenvermelde eischen voldoen zou. De onderhandelingen liepen niet vlot van stapel.

De overeenkomst kwam ten slotte tot stand op de volgende grondslagen: België zag van alle eischen op de Fransche markt af. Zijnerzijds stelde het voor-

taan zijne rechten op bedragen overeenkomende met 26 t. h. voor de reizigersrijtuigen en 15 t. h. voor de vrachtauto's.

f) *Wapennijverheid.* — In 1921 werd tusschen industrieelen der beide landen een overeenkomst gesloten, waarbij het invoerrecht, in Frankrijk op 25 t. h. voor de wapens met binnenhaan en 20 t. h. voor de wapens met buitenhaan, karabijnen, revolvers en pistolen werd bepaald.

Bij geleendheid van deze onderhandelingen hadden de Belgische nijverheidslieden gewenscht dat die rechten, welke zij om bestwil hadden moeten aannemen, onderscheidenlijk verminderd werden tot 20 en 12.5 t. h.

Er kon geen voldoening gegeven worden, daar onze wapenimport die van 900 qm. voor de vooroorlogsche jaren tot gemiddeld 1500 qm. voor de naoorlogsche jaren overgegaan was, en men dus de bestaande rechten als voldoende beschouwde. Daarbij, te dien aanzien had België reeds een voorrecht, daar het het eenig land is dat het voordeel heeft van een algemeene en onbeperkte afwijking, van het algemeen verbod van wapenimport in Frankrijk dat sedert 1920 bestaat.

Wij bekwamen de bevestiging der bestaande rechten.

KOPERNIJVERHEID.

Over 't algemeen en ondanks de belangrijkheid der zaak voor onze nijverheid, waren wij weinig gerechtigd een eisch betreffende de koperproducten te stellen, daar onze huidige rechten gelijk zijn aan de Fransche rechten of zelfs nog hooger. Niettemin werden de industrieelen der beide landen met elkaar in aanraking gebracht.

Een overeenkomst kwam tot stand op den grondslag van een zoo ruim mogelijke wederkeerigheid tusschen de beide landen. Dientengevolge bekwamen wij een vermindering op het Fransch tarief betreffende de platen in rood koper, anders afgesneden dan in rechte hoeken. Wederkeerig stemden wij toe een reeks verminderingen op de rubrieken 936 tot 948 van ons nieuw tarief. Wij namen eveneens aan sommige maximum-rechten op Duitschland toe te passen.

ZINK-, NIKKEL- EN TINNIJVERHEID.

Voor die produkten eveneens zijn onze nieuwe rechten over 't algemeen hooger dan de Fransche rechten; zoo konden we desbetreffend geenen eisch doen gelden.

Den dag zelf van de onderteekening van den vrede bekwamen wij de bevestiging van het recht op plaatzink, waarvan wij de verhooging vreesden.

MUZIEKINSTRUMENTEN.

(Lijst A, n^o 604.)

De overeengekomen tariefwijzigingen zijn ontstaan uit een akkoord tusschen de syndikale kamers en de makers van muziekinstrumenten der beide landen.

België bekomt, dat voor de rechte piano's, de Fransche belasting van 55 op 25 t. h. verminderd wordt, dus een vermindering van bijna 30 t. h.

Tegenover die toegeving staat de toepassing van sommige maatregelen tot

wering van den invoer van sommige Duitsche muziekinstrumenten, neerkomend op het heffen van dubbele of driedubbele rechten van het minimum-tarief.

* * *

In het onderzoek van het ontwerp van overeenkomst moeten wij er ons voor hoeden, de producten een voor een of een bepaald product in vergelijking te brengen, voor zoover de verschillende indeelingen der tarieven het toelaten. Wij zouden tot het besluit komen, dat wij voor den invoer in Frankrijk veel hooger rechten zullen betalen dan die welke bij den invoer in België betaald worden.

Bij voorbeeld : voor blik zal in België fr. 10.50 per 100 kilogrammen betaald worden ; voor gegalvanizeerde platen van meer dan 1 millimeter dikte fr. 10.50 en fr. 12.50, indien zij 1 millimeter en minder dikte hebben ; voor den invoer in Frankrijk vraagt het tarief ons 36 frank voor blik, verkoperd, verzinkt, verlood van meer dan 6/10 millimeter dikte en 59 frank voor een dikte van 6/10 millimeter en minder. Men zou gemakkelijk tal van gelijkaardige gevallen kunnen aanhalen, die bewijzen dat wij over het geheel veel meer invoerrechten in Frankrijk betalen dan de Franschen in België. Het is een treurige vaststelling voor ons, maar wij kunnen er niet aan doen. Wij doen ons best om vrijhandelaars te blijven, of liever Frankrijk blijft protectionnistisch. Er is dus geen vergelijking mogelijk.

Hoe dan ook, Mijnheeren, die handelsovereenkomst wordt als een geheel aangeboden gelijk zij is, zonder dat het u toegelaten is er iets aan te wijzigen.

Wij moeten ze globaal nemen met de offers die zij ons oplegt, hare onvolkomenheden, hare goede en kwade zijden. Niet meer dan wie ook zal uwe Commissie erop aanspraak maken, de eene met de andere te vergelijken en blindelings een balans bij raming op te maken, want alleen de toekomst kan ons juiste gegevens verschaffen. Het komt haar nochtans voor, dat het beter is die overeenkomst, die zij zoo zakelijk mogelijk onderzocht en u uiteengezet heeft, goed te keuren om erger gevolgen en volkomen onzekerheid te vermijden.

Stellig was zij, evenals gij allen getroffen door de talrijke klachten der nijverheidsondernemingen die benadeeld worden of het denken te zijn. Ook zou zij zeer angstig en aarzelend geweest zijn, indien de overeenkomst niet dat tijdelijk karakter had, dat in hare oogen de hoofdhoedanigheid ervan is. Het verbindt ons slechts voor anderhalf jaar en kan, over 't algemeen, een jaar na de inwerking-treding opgezegd worden. Wij storten ons dus niet in het onbekende en wij doen een korte proefneming om te trachten klaar te zien in een duisteren toestand.

Indien de Kamers het bekrachtigen, zullen wij een jaar later weten of het tekort van onze handelsbalans met Frankrijk, die dreigt dit jaar meer dan zeven honderd millioen te bereiken, zal verbeterd zijn, dan wel of het protectionnisme van onze bondgenooten nog zal bijge vragen hebben om een der schalen van de balans weer zoo laag tot ons nadeel te doen zinken.

Laat ons het tegendeel wenschen in het belang van België en van Frankrijk die door zoovele banden van genegenheid en vertrouwen vereenigd zijn. Wij hebben de Fransche economische theorieën niet te beoordeelen ; maar de oprechtste en verknochtste vrienden van Frankrijk zijn er om bezorgd die banden niet te zien

verslappen en hebben den plicht hunne ongerustheid daarover te doen kennen. Zal ons huwelijk dat tevens een huwelijk uit berekening is, even vruchtbaar blijven, indien een der echtgenooten op zekeren dag gedwongen is den anderen een stelsel te verwijten dat hem langzamerhand armbloedig maakt ?

De Fransche Regeering begrijpt het, maar doet niet heelemaal wat zij wil, daar zij de werking van het Parlement ondergaat, dat op zijne beurt aan de Kamers van Koophandel en aan de plaatselijke invloeden onderworpen is. Wij verheugen er ons over dat onze vriendschap tot dusver onverzwakt sommige ontgoochelingen verdragen heeft.

De Belgische opinie berustte voorloopig in de hooge tarieven, denkende dat de handelsovereenkomst in wording ongetwijfeld het lot van België verbeteren zou. We zullen zien.

Met die gevoelens dringt uwe Commissie aan opdat de Belgische Regeering, gedurende die maanden van proefneming hare onderhandelingen te Parijs voortzette, om het herstel te bekomen van de grieven die door de toepassing der Overeenkomst beter zullen aan het licht komen en vooral opdat het Fransch algemeen tarief dat langzaam uitgewerkt wordt, rekening houde met sommige levensbelangen van België in een geest van vriendschap en politieke wijsheid.

Frankrijk is er niet voor te vinden zijn protectionisme prijs te geven; maar in den loop der onderhandelingen stelden wij met genoeg vast dat het wenscht ons het meest te begunstigen. In zijn overeenkomst met Spanje, wiens industriele mededinging het geenszins verontrusten kan, wordt aan dat land slechts een enkele tariefvermindering gegund, terwijl België er ongeveer negentig bekwam, wat aanduidt dat Frankrijk voor België offers brengt die het anderen weigert; de Belgen zoeken hunnerzijds slechts eene zaak: met Frankrijk alle oorzaak van oneenigheid vermijden, voor zoo ver zulks van ons afhangt. Die wederzijdsche goede wil, van de Regeeringen ten minste, laat ons toe de toekomst met vertrouwen af te wachten. De deur blijft dus open om de onderhandelingen voort te zetten en daarom is het wenschelijk dat de ministerieele departementen met de verschillende pogingen tot overeenkomst belast, meer en meer in voeling blijven met de vertegenwoordigers onzer nijverheid. Wel te verstaan, zij hebben niet te beslissen. Zij zien slechts het belang van hun nijverheidsvak dat zij licht met het algemeen belang verwarren.

Tot die veelvuldige betrekkingen met de onderhandelaars, die het geheele vraagstuk overschouwen, ging men gedurende de laatste onderhandeling over. Die samenwerking bleek zeer nuttig. Zij moet uitgebreid worden. Dat nut zal morgen nog meer blijken, want de lessen die onze nijverheids- en handelslieden uit de proefneming van het nieuw verdrag zullen gehaald hebben, zullen beter dan alle leerstellingen en voorspellingen aantoonen welke wijzigingen noodig zijn.

Met 9 tegen 6 stemmen en eene onthouding heeft de Commissie het wetsontwerp goedgekeurd.

De Verslaggever,

J. DE GÉRADON.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.